



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Archive ouverte UNIGE

<https://archive-ouverte.unige.ch>

Master

2009

Open Access

This version of the publication is provided by the author(s) and made available in accordance with the copyright holder(s).

« Mete tèt nou ansanm ! » Observation et analyse de projets intégrés de développement dans la zone rurale de Café Lompré, Haïti

Chappuis, Claurène

How to cite

CHAPPUIS, Claurène. « Mete tèt nou ansanm ! » Observation et analyse de projets intégrés de développement dans la zone rurale de Café Lompré, Haïti. Master, 2009.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:3835>

© This document is protected by copyright. Please refer to copyright holder(s) for terms of use.

UNIVERSITE DE GENEVE

Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education

Section des Sciences de l'Education

« *Metè tèt nou ansanm !* »

Observation et analyse de projets intégrés de développement

dans la zone rurale de Café Lompré, Haïti.

Mémoire de licence de

Claurène Chappuis

Commission du mémoire :

Directeur de mémoire : Jean-Michel Baudouin

Membres du jury : Damien François

Anahy Gajardo

Avril 2009

Je dédie ce manuscrit à Mémé et à mon grand cousin, le père Roger Baptiste.

Résumé

Ce présent mémoire propose l'analyse et l'évaluation des chances d'autonomie de deux projets de développement mis en place en Haïti, dans la zone rurale de Café Lompré.

La récolte de données nécessaire à cette étude m'a conduite sur le terrain durant près de trois mois. Cette immersion m'a donné la possibilité d'apprécier les conditions quotidiennes de vie des paysans haïtiens ainsi que les perturbations météorologiques, auxquelles sont confrontés l'ensemble des Caribéens.

Près d'une centaine d'entretiens avec la population m'ont aidée à comprendre le fonctionnement du centre de formation professionnelle et celui du réseau d'eau potable, tous deux installés dans le village grâce à la collaboration d'une congrégation religieuse locale et d'une ONG luxembourgeoise. En observant et en considérant l'état de satisfaction, les préoccupations ainsi que les besoins prioritaires des villageois, ce manuscrit s'efforce de mettre en lumière les procédures complexes mais néanmoins indispensables à la programmation, la réalisation, la réussite et enfin l'autonomie des actions de développement.

Remerciements

Je tiens à remercier spécialement les personnes suivantes qui ont activement contribué à la réalisation de ce travail de licence universitaire : M. Jean-Michel Baudouin, mon directeur de mémoire, M. Damien François, un ami haïtien de la famille qui m'a introduite à la confrérie des Petits Frères de Sainte-Thérèse (PFST) de Café Lompré, et M. Felix Zenner, président de l'organisation humanitaire luxembourgeoise Objectif Tiers Monde (OTM). Je remercie également tous les Frères de la mission de Café Lompré pour leur accueil, leur disponibilité et leur aide sur le terrain. Enfin, je remercie mes parents ainsi que l'ensemble de mes proches qui, malgré les difficultés sous-jacentes, ont continué de m'encourager et ont gardé confiance en moi.



Merci à toutes ces personnes qui ont rendu possible l'accomplissement de ce projet et ont apporté des éclairages nouveaux à cette expérience inoubliable.

Table des matières

Résumé	iii
Remerciements	iv
Table des matières	v
Liste des figures.....	vii
Liste des graphiques	vii
1. Introduction	1
1.1 Structure du mémoire.....	2
2. Présentation générale d'Haïti	2
2.1 Haïti : statistiques.....	2
2.2 Contexte géopolitique et économique d'Haïti.....	3
2.3 Univers rural haïtien	6
2.4 Présentation générale de l'organisation "Objectif Tiers Monde" (OTM)8	
2.5 Présentation générale de la congrégation de "Petits Frères de Sainte Thérèse" (PFST).....	9
3. Cadre théorique	10
3.1 L'aide au développement	10
3.2 Cheminements d'une action de développement	14
3.3 Le suivi des projets et leurs possibilités d'autonomie et de viabilité .	17
3.4 Méthodologie	20
3.5 Préparation matérielle pour le séjour.....	21
4. Récit du séjour	23
4.1 Préambule	23
4.2 Présentation générale de Café Lompré et situation économique :	24
4.3 Arrivée en Haïti, Port-au-Prince	25
4.4 Arrivée à Café Lompré.....	27
4.5 Etat des lieux des activités et projets de la région de Café Lompré ...	30
4.6 Schéma d'action des projets de développement d'OTM et des PFST à Café Lompré :	32
4.7 Observation participante à l'école "Immaculée Conception".....	33
4.8 Observation participante et entretiens semi directifs au Centre de Formation Professionnelle de Café Lompré	35
4.8.1 Description des établissements du Centre Professionnel de Formation de Café Lompré	36
4.8.2 Cursus d'enseignement	36
4.8.3 Description générale des locaux	36
4.8.4 Programme des cours.....	38
4.8.5 Observation participante à l'atelier couture	39
4.8.6 Objectifs poursuivis et public visé	40
4.9 Fonctionnement des établissements	41
4.9.1 Cours théorique	42
4.9.2 Cours pratiques	44
4.10 Entretiens semi directifs avec les apprenants du centre de formation professionnelle de Café Lompré	46

4.11	Cheminement du projet d'eau.....	47
4.11.1	<i>Dysfonctionnement de la turbine hydroélectrique durant mon séjour</i>	51
4.11.2	<i>Tempête tropicale Noel et conséquences</i>	53
4.12	Entretiens avec la population de Café Lompré :	54
4.13	Au revoir Café Lompré.....	56
5.	Analyse	57
5.1	Analyse des démarches du projet d'établissement du centre de formation professionnelle à Café Lompré :	57
5.2	Evaluation des démarches du projet d'eau potable (turbine hydroélectrique et kiosques à eau) :	69
5.3	Viabilité des projets de développement mis en place par les PFST et OTM à Café Lompré :.....	82
5.3.1	<i>Les conditions extérieures du projet (symbolisées par les nuages et l'engrais).....</i>	82
5.3.2	<i>Les apports propres (symbolisés par les racines de l'arbre).....</i>	84
5.3.3	<i>Les six principes fondamentaux favorables au renforcement de la viabilité (symbolisés par les branches de l'arbre)</i>	85
6.	Conclusion	89
6.1	Critiques personnelles des outils d'analyse.....	89
6.2	Recommandations et axes de réflexion.....	89
6.3	Conclusion personnelle	95
	Références bibliographiques des ouvrages cités.....	97
	Bibliographie des ouvrages consultés	97
	Références webographiques	98

Liste des figures

Figure 1	Conceptogramme de viabilité des projets de développement	18
Figure 2	Tap-Tap (transport collectif).....	28
Figure 3	Canal à Port-au-Prince	28
Figure 4	Tas d'ordures qui se consomment en bord de route (Port-au-Prince)	28
Figure 5	Schéma d'action des projets de développement d'OTM et des PFST à Café Lompré.....	33
Figure 6 et 7	Salle de classe de l'Immaculée Conception	34
Figure 8	Cantine scolaire et cuisine.....	34
Figure 9	Bâtiments des ateliers de ferronnerie et d'ébénisterie.....	37
Figure 10	Magasin communautaire, boulangerie et atelier couture.....	38
Figure 11	Animations pour la promotion, la création et l'utilisation de latrines.....	47, 48
Figure 12 et 13	Funiculaire.....	50
Figure 14	Conduite forcée alimentant la turbine	50
Figure 15	Turbine hydroélectrique	50
Figure 16	Citerne intermédiaire.....	51
Figure 17	Kiosque à eau	51
Figure 18	Génératrice d'appoint.....	61
Figure 19 et 20	Maisonnettes standards de Café Lompré.....	66
Figure 21	Schéma des étapes de la solution d'un problème par l'analyse.....	93

Liste des graphiques

Graphique 1	Etat de satisfaction des bénéficiaires directs du centre de formation professionnelle de Café Lompré.....	68
Graphique 2	Améliorations souhaitées par les bénéficiaires directs du centre de formation professionnelle de Café Lompré.....	68

1. Introduction

A la base de ce projet de mémoire, un questionnement qui a émergé bien avant le début de ma formation universitaire. Dès mon plus jeune âge, j'ai eu conscience que les Hommes n'étaient pas tous égaux face à leur destinée. En questionnant mes parents, j'ai compris que l'environnement dans lequel un individu prenait naissance, pouvait être déterminant pour son avenir tant familial, professionnel que sur son épanouissement physique. Bien que l'article 26 al. 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 stipule que : « Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite », j'ai vite réalisé qu'en réalité, bon nombre d'enfants des pays en voie de développement n'étaient pas ou insuffisamment scolarisés. Au fil des années, c'est aux niveaux de la sous alimentation et du droit à la santé de ces enfants que mon attention s'est tournée. En effet, comment rester insensible à ces problématiques quand on est issue d'un couple mixte et qu'on essaie d'imaginer sa vie dans un de ces pays les moins avancés (PMA) de la planète ? Née en Suisse, de père suisse et de mère haïtienne, j'ai tenté à maintes occasions d'imaginer quelle aurait été mon existence si la nature en avait décidé autrement et que j'avais grandi sur cette île, jadis si paradisiaque et aujourd'hui si appauvrie. Déterminée à connaître mon pays d'origine (maternelle), ce n'est qu'en 2001, à l'âge de 21 ans, que je vais pour la première fois en Haïti. A la recherche de mes racines, j'y séjourne près de trois mois avant de continuer mon périple d'un an en Amérique de Sud. Il faudra attendre mon retour en Suisse pour que le déclic qui allait bouleverser et réorienter ma vie ne se produise. Préoccupée par le sombre avenir des enfants des PMA, je réalise en effet que je souhaite m'investir professionnellement dans l'amélioration de leur bien être physique et mental. C'est ainsi que je m'implique bénévolement dans des actions de sensibilisation des jeunes du canton, avant de décider de reprendre mes études et de m'inscrire à l'Université de Genève, en Sciences de l'Education. Les cours n'ayant pas même encore commencé, je nourris déjà l'objectif ultime de réaliser un travail de fin d'études sur le terrain, dans un PMA et idéalement, si la situation le permet, en Haïti.

C'est donc sans grande surprise que je choisis de prendre comme sujet de ce présent mémoire, l'observation et l'analyse de divers projets intégrés de développement établis dans une zone rurale d'Haïti. Je précise d'ailleurs que l'utilisation du terme "intégré" n'est pas anodine, car ce dernier suppose que les actions de développement mises en place engendrent une suite d'effets en cascade sur l'ensemble de la communauté cible. Ainsi, l'évaluation proposée s'axe principalement sur l'analyse de deux projets distincts et néanmoins complémentaires – la création d'un centre de formation professionnelle et celle d'un dispositif d'alimentation en eau potable - effectués à Café Lompré, petite localité perchée dans les mornes (collines) du Sud-est du pays.

Par cette étude, j'espère mettre en lumière les résultats parfois pervers que peuvent avoir ces actions, pourtant créées dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations les plus démunies. En outre, ce manuscrit vise à me former personnellement et à permettre aux lecteurs comme à moi-même, de mieux saisir les procédures complexes nécessaires à la programmation, à la réalisation, à la réussite et enfin à l'autonomie des projets de développement. Au fil des pages, nous verrons que certaines dimensions doivent impérativement et judicieusement être prises en considération pour favoriser les chances de succès à long terme de ceux-ci. Bien que chaque projet soit singulier et s'inscrive dans un contexte particulier, je présenterai et appuierai mon analyse critique sur ce que de nombreux professionnels considèrent comme le cheminement optimal d'une action de développement.

1.1 Structure du mémoire

Compte tenu du caractère quelque peu atypique de ma recherche, j'ai organisé la structure de mon mémoire en cinq parties. La première vise à offrir une **présentation générale d'Haïti** permettant aux lecteurs une meilleure vue et compréhension d'ensemble des problématiques qui ont et continue d'affecter ce pays. De plus, cette partie propose également la présentation des deux organisations, une locale et l'autre étrangère, qui ont permis la réalisation de ces projets de développement à Café Lompré.

La seconde partie correspondant au **cadre théorique** s'intéresse plus particulièrement aux outils d'analyse, à la méthodologie ainsi qu'aux matériels utilisés au cours de cette étude. La troisième partie expose quant à elle le **récit du séjour**, afin de permettre aux lecteurs de se plonger dans le monde rural haïtien et de partager cette expérience de terrain. Ceux-ci y trouveront également toutes les précisions concernant mon rapport avec le sujet d'étude choisi ainsi que mon désir de me lancer éventuellement dans une carrière dans le développement. La quatrième partie correspond à la phase d'**analyse** où la mise en place, le fonctionnement ainsi que le niveau de réussite des projets, sont évalués et critiqués. La **conclusion** fait office de cinquième et dernière partie et présente les critiques des outils d'analyse utilisés, les limites et préconisations possibles et enfin, mes impressions personnelles à l'issue de cette expérience et de ce travail universitaire.

2. Présentation générale d'Haïti

À l'évidence, il me sera impossible de transmettre un récapitulatif complet de l'Histoire d'Haïti étant donné sa complexité profonde. Toutefois, un résumé est disponible en annexe pour les lecteurs qui désirent des informations complémentaires étant donné que certains points de cette dernière sont utiles à la compréhension des problématiques dont souffre actuellement le pays.

Située au cœur des Caraïbes, Haïti compte environ 8,9 millions d'habitants pour une superficie de 27'750km². Sa capitale est Port-au-Prince et les langues nationales sont le créole et le français. Ci-dessous, quelques données statistiques qui se proposent d'offrir une vue d'ensemble qualitative et quantitative.

2.1 Haïti : statistiques

- Système politique : république unitaire
- Population de moins de 15 ans : 41.8% (2008)
- Président : René Préval
- Population de plus de 64 ans : 3.5% (2008)
- Taux de natalité : 35.69‰ (2008)
- PIB : 6,137 milliards \$ (2007)
- Taux de mortalité : 10.15‰ (2008)
- Taux d'inflation : 8,7 % (2002)
- Mortalité infantile : 62.33‰ (2008)
- Taux de chômage : 60 % (estimation 2002)
- Taux d'accessibilité à l'eau potable : 54.8% (2008) (Soit le taux le plus faible de la Caraïbe et de l'Amérique Latine)
- Taux d'analphabétisme : 54%
- Espérance de vie à la naissance : 57,56ans (2008)
- Taux de scolarisation (école primaire) : 50% (2006)

2.2 Contexte géopolitique et économique d'Haïti

En ce début de 21^{ème} siècle, Haïti est un pays qui présente de nombreux paradoxes et complexités. Malgré la célébration récente (2004) du bicentenaire de son Indépendance, le pays connaît encore de graves difficultés qui plongent son peuple dans une pauvreté extrême. En 2006, selon l'Indicateur de Développement Humain (IDH), Haïti se place au 146^{ème} rang mondial sur 173 pays¹. En échange de l'indépendance d'Haïti, la France a exigé et perçu une dette tout au long du 19^{ème} siècle, facteur qui correspond sans aucun doute à l'une des causes menant le pays à sa perte. Toutefois, d'autres éléments, dont je n'aurais pas la prétention de donner la liste exhaustive, doivent impérativement être pris en compte.

Tout d'abord, Haïti n'a bénéficié depuis son indépendance jusqu'aux environs des années 1950, d'aucune aide de ses pays voisins ou des grandes puissances mondiales, trop occupées à présenter la Nation comme un modèle d'échec, idéal à la dissuasion des envies libérales des autres peuples noirs des îles avoisinantes (Jamaïque, Martinique, Guadeloupe etc.). Pour ce faire, la France n'hésite pas à user des médias. Lors de mon passage en Guadeloupe en 2001 (juste avant mon premier séjour en Haïti), je me souviens d'ailleurs très clairement de l'affaire de l'animateur radio, Ibo Simon, accusé de propos racistes et péjoratifs à l'égard des Haïtiens, qu'il prenait régulièrement en exemple pour étayer ses opinions politiques et dissuader ses auditeurs de réclamer l'indépendance de leur île.

Une grande partie des difficultés économiques sont attribuables au fait qu'Haïti a trop vite cédé aux pressions étrangères en épousant le libéralisme commercial. Toutefois, en réaction à cette commercialisation - qui ne correspond pas aux besoins du peuple - les Haïtiens ont multiplié la création de petits commerces et échoppes fonctionnant selon un système appelé "Madan Sara" qui dispose de son propre réseau que Barthélemy (1990) décrit comme suit :

Dans le domaine de la commercialisation, la riposte immédiate au spéculateur, dès la levée de la contrainte imposée par la rareté des transports routiers, a été la multiplication, pour ne pas dire l'atomisation du commerce au sein du système des *Madan Sara* et de leur réseau finement ramifié. La mobilité stupéfiante de la population, illustrée par l'omniprésence des tap-tap (transports "publics" locaux) et autres camions, montre bien l'existence de cette méfiance obsessionnelles vis-à-vis du piège que constitue l'immobilité et l'enfermement face à toute tentative de contrôle ou de prise de pouvoir économique ou politique. (p.64)

L'absence de l'Etat, ou du moins son incapacité à s'acquitter de ses charges et responsabilités est également à mettre en cause. En effet, malgré le soutien de l'Aide Internationale (AI), il est navrant de constater et d'accepter que le gouvernement haïtien n'arrive pas à garantir à sa population l'éducation, la sécurité, le logement, un système de santé fiable ni même une protection sociale. De telles carences vont évidemment de pair avec un système chroniquement corrompu ou peu adéquat. Quand on sait que le pays est pourtant « pourvu d'un ensemble d'institutions essentielles dans les "démocraties modernes" » (Sanon & Sérant, 2007), comme le Parlement, des syndicats, un Office de la Protection du Citoyen ou encore un Institut du Bien-être Social, on peut se demander si ces organismes ont été créés par simple mimétisme ou encore, si leurs dirigeants ont une véritable motivation et conscience professionnelle. De plus, si l'on part du principe que le niveau de sécurité d'un pays dépend corrélativement de la volonté politique, l'on peut se demander si la pauvreté et l'insécurité quasi permanentes d'Haïti, ne sont

¹ L'IDH mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné (rang mondial sur un total de 173 pays). Il comprend trois variables: l'espérance de vie, le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation) et le niveau de vie (mesuré d'après le PIB par habitant). [Page web] Accès : <http://www.amelatine.com/haiti.htm>

pas en train de devenir des instruments politiques. Car il ne faut pas l'oublier, celles-ci profitent à certains secteurs qui grâce à elles font prospérer leurs activités, comme les entreprises de sécurité ou encore celles qui vendent des dispositifs capables de créer de l'énergie électrique (panneaux solaires ou batteries de récupération et de recharge communément appelés "inverter" en Haïti). Plus fourbes, les sociétés de production des produits alimentaires destinées à lutter contre la malnutrition, profitent aussi de la situation lamentable dans laquelle Haïti est enlisé.

Un autre élément paralysant de la situation économique d'Haïti réside dans le fait qu'il n'existe pas de relation entre l'Etat et les citoyens. Même au niveau politique, où les problèmes de la société sont pourtant censés s'exprimer, on ne rencontre aucun lien institutionnalisé entre ces protagonistes. L'individu "ordinaire" reste spectateur et n'est pas considéré comme un citoyen capable de revendiquer ses droits ou de faire appel à un cadre juridique bien défini. Dépourvu de ces canaux de communication, il ne lui reste que la possibilité de livrer ses requêtes à un notable, parfois aussi impuissant que lui. A ce propos, Frédéric-Gérald Chéry a ajouté que : « le manque de discussion sur les problèmes sociaux et économiques et sur les activités marchandes rend le Pouvoir, quoique tout puissant, incapable de s'appuyer sur l'opinion publique pour convaincre les masses que c'est par l'emploi, le travail et le progrès économique que leurs conditions matérielles seraient susceptibles d'être améliorées » (Cité par Sanon & Sérant, 2007).

Haïti, anciennement surnommée la "Perle des Antilles", représentait du temps de la colonie française, le premier exportateur des Caraïbes et remplissait quelques 600 bateaux de commerce par année. Si l'île pouvait être cultivée toute l'année et proposait des produits tropicaux, elle permettait aussi, grâce à ses régions montagneuses ainsi qu'à ses microclimats, d'effectuer des cultures habituellement réservées aux pays tempérés. De plus, les poissons et fruits de mer y étaient abondants et procuraient par conséquent, des bénéfices non négligeables. Difficile alors de comprendre comment le pays est arrivé à un tel stade de délabrement. Une des causes de ce paradoxe réside dans les mauvais choix des présidents successifs et dans l'avarice de certains d'entre eux. Pour beaucoup, que ce soit avant ou après l'ère Duvalier (1957-1986), le pouvoir leur est "monté à la tête" et a entraîné des décisions et comportements désolants pour le peuple haïtien. Les nombreuses années de stagnation économique, associées à une expansion démographique importante, ont conduit le pays à une réduction sévère de sa capacité de production. A l'heure actuelle, les Haïtiens produisent en moyenne quatre fois moins que les Dominicains et six fois moins que les Jamaïcains. Ils survivent de plus en plus grâce aux transferts de la diaspora et des étrangers. Cette situation préoccupante est d'autant plus intolérable quand on sait qu'Haïti dispose encore de ressources inexploitées, telles que le fer, le cuivre, l'or, la bauxite² ou encore le marbre, et pourrait bénéficier du même attrait touristique que ses voisins, à condition bien sûr, que le pays parvienne à développer ses infrastructures et à créer un environnement sécurisé.

Mais l'Etat n'est pas le seul à blâmer, car le secteur privé haïtien a également sa part de responsabilité dans la situation économique catastrophique du pays. Des exportations de matériaux rares à l'importation de déchets toxiques, en passant par le trafic de drogue, tous les moyens sont bons pour faire rapidement de l'argent. Le pire dans tout ça c'est que les profits engendrés par ces filières corrompues et souvent illégales, ne sont pas réinvestis dans le pays mais soigneusement déposés à l'étranger. A l'exception des communications, « aucun investissement privé significatif n'a été enregistré en Haïti depuis 1986 » (Soukar, 2005)³. Le secteur agricole par exemple, grâce auquel l'île a connu ses années les plus florissantes, a complètement été laissé à l'abandon. En effet, ni les autorités ni les investisseurs privés n'ont su revaloriser ce secteur d'activité et surtout, développer ses techniques et outils de productions.

² La bauxite est une roche latéritique blanche, rouge ou grise, caractérisée par sa forte teneur en alumine et en oxydes de fer. Cette roche constitue le principal minerai d'aluminium.

³ Cette page web est une retranscription de l'allocation du Professeur Michel Soukar prononcée à la Chambre de Commerce Haïtiano-Américaine le 31 Août 2005.

Erreur dramatique quand on sait que la majorité des intrants du pays était issu de l'exportation de produits bruts d'origine agricole comme le café, le cacao, le coton, le sisal⁴ etc.

A l'heure actuelle, les techniques agricoles n'ont pas beaucoup changé depuis le temps de la colonisation. Dans une certaine mesure, on peut même penser qu'elles ont régressé étant donné que le travail est encore effectué à la main et que le bétail ne peut pas être utilisé pour labourer les champs par manque d'énergie et d'alimentation. De plus, depuis l'abolition de l'esclavage, l'échec de la reconstitution d'une économie de grands domaines a fini par être reconnu. Ce phénomène s'explique en partie par le fait que les nouveaux propriétaires peinent à trouver de la main-d'œuvre "docile". Le passé esclavagiste a en effet eu un impact significatif sur le comportement et l'état d'esprit des paysans qui, une fois libres, se sont montrés réfractaires à toute forme de servage et de néocolonialisme. Le petit paysan a préféré se livrer à une polyculture (bananes, ignames, haricots, maïs, millet, manioc) accompagnée d'un peu d'élevage qui lui permet d'assurer sa subsistance. Ce choix, ainsi que l'absence totale de soutien du gouvernement - contrairement à leurs homologues des pays voisins, les paysans haïtiens ne reçoivent aucune subvention- – génèrent l'effondrement de la production locale qui n'est pas en mesure de faire face à l'importation de produits étrangers. Ce phénomène a atteint des proportions si importantes qu'Haïti est aujourd'hui très dépendant de l'étranger pour son alimentation. Pour ne donner qu'un exemple, Haïti qui, il y a à peine trente ans, produisait du riz pour toutes les Antilles, ne parvient même plus aujourd'hui à répondre à la demande interne et se fait importer cette céréale, du Guatemala ou des USA notamment.

Cette "autodestruction" du secteur agricole pousse chaque jour d'avantage les Haïtiens à s'exiler. Nourrissant l'espoir d'un avenir meilleur, ceux-ci n'hésitent pas à monter sur de frêles embarcations surchargées, dont les chances d'accession à la berge de Miami sont minimes. Plus raisonnables, une grande partie des exilés traversent illégalement la frontière dominicaine pour aller chercher du travail dans les plantations ou dans le secteur de la construction. Exploités dans des conditions intolérables et inhumaines, ces derniers sont régulièrement rapatriés en Haïti, suite à des dénonciations spontanées de citoyens dominicains, ou parfois préméditées par des patrons sans état d'âme qui préviennent l'immigration quelques heures avant la distribution des salaires. Aussi coûteux qu'incertain, l'exil des haïtiens est en constante augmentation, car ceux-ci ne voient pas d'autre issue à leur situation. Ainsi, malgré les échecs et/ou les rapatriements répétés ainsi que la perte de tous leurs biens, nombreux sont ceux qui se résolvent à repartir.

La dollarisation peut également correspondre à un facteur bloquant le développement d'Haïti. Bien que la monnaie locale et officielle soit la gourde, le dollar américain prend chaque jour plus d'importance. Alors que les salaires sont rétribués en gourdes, de plus en plus de transactions courantes internes sont effectuées en dollars américains. Etant donné que le taux de change n'est plus fixe et peut passablement varier d'une période à l'autre, les entrepreneurs ont développé des aptitudes aiguisées dans l'élaboration de factures en devises ou en gourdes, leurs permettant de tirer les meilleurs avantages individuels possibles, au détriment des travailleurs et de l'Etat.

Enfin, je soutiens la thèse de Pereira (2004), selon laquelle la société haïtienne comporte de multiples asymétries, dont les plus importantes sont les suivantes :

- Une asymétrie des réalités sociales et des rapports sociaux :

En Haïti, on peut dire schématiquement qu'il n'existe que deux catégories principales, à savoir les riches qui représentent l'infime minorité de la population, et les pauvres qui représentent quant à eux l'énorme majorité. « La dynamique sociale, en effet, a si peu d'ampleur que la classe moyenne reste essentiellement volatile, transitoire, peu viable, précaire et peu structurée » (Pereira, 2004).

⁴ Plante dont les fibres des feuilles sont tressées en cordes, en tapis, en sacs etc.

- Une asymétrie linguistique et culturelle

Le bilinguisme d'Haïti relève plus du symbole que de la réalité. En effet, on estime sa population réellement bilingue – personnes qui comprennent, parlent, lisent et écrivent le français et le créole - à 10% ; celle-ci étant essentiellement composée des membres de l'Etat et d'une petite élite. Selon les chiffres de 2006, 80% de la population du pays ne parle et ne comprend que le créole. De plus, en Haïti le créole ne correspond pas uniquement à la langue parlée et comprise par l'ensemble de sa population, mais s'apparente aussi à une idéologie. Alors que les autres territoires qui parlent cette langue l'utilisent tous comme langue seconde ou même dialecte d'appoint, Haïti est le seul pays à l'avoir rendue langue officielle et nationale. Mais cette valorisation du créole et la tendance à délaisser le français, ne s'avère pas que bénéfique, car elle isole passablement les haïtiens et les coupe peu à peu de leurs possibilités à transmettre, via l'écrit, leur patrimoine culturel et par la même occasion, les empêche de s'ouvrir aux autres civilisations. Bien que la majorité des écoles primaires prétendent transmettre un enseignement bilingue, on constate dans la pratique que suivant la situation géographique de ces dernières (villes ou villages), la langue d'enseignement peut sensiblement varier et être exclusivement le français ou le créole.

- Une asymétrie économique

Comme dans beaucoup d'autres pays en voie de développement, l'économie haïtienne ne profite qu'à une extrême minorité. La quasi-totalité des gens la subissent et ne parviennent même pas à en tirer le minimum vital. De plus, la majorité des ressources économiques viennent de l'étranger. « En définitive, tant du point de vue microéconomique que macroéconomique, le pays donne dos à son développement » (Pereira, 2004).

2.3 Univers rural haïtien

Le caractère particulier de l'Histoire d'Haïti décrit plus haut et en annexe, a eu diverses répercussions sur sa population rurale. En effet, celle-ci dispose encore aujourd'hui d'un fonctionnement et d'une organisation bien distincts, issus de son passé colonial et post colonial, dont je vais faire une brève présentation.

Dans la décennie précédant l'indépendance d'Haïti, soit les années 1790, la société de l'île, encore appelée Saint-Domingue, se répartissait en trois catégories principales :

- « le blanc, petit ou grand, propriétaire ou fonctionnaire ;
- l'affranchi et l'esclave créole nés dans le système esclavagiste, noirs ou mulâtres ;
- l'esclave né en Afrique, dit Bossale, qui représentait en raison de l'effrayante intensification de la traite après 1770, plus de la moitié de la population de la colonie » (Barthélemy, 1990, p.23).

Une fois l'Indépendance proclamée et les deux derniers groupes soulagés d'avoir eu raison du premier (le blanc) et de l'avoir éliminé, l'unité qui les avait conduit jusque là s'effrita et laissa la place à des conflits pour s'accaparer les vestiges de l'outil de production qui avait amené Haïti à devenir la plus riche colonie du monde, à savoir l'agriculture. La loi du plus fort ayant souvent le dernier mot, ce sont les mulâtres cultivés et malins qui se sont accaparés la majorité des terres des anciens grands propriétaires. Depuis cette époque, l'isolement de cette tranche importante de la population a donné naissance à un mode de fonctionnement à part. « La culture paysanne semble avoir mis peu à peu en place un système autorégulé, sans Etat, sans institutionnalisation du pouvoir » (Barthélemy, 1990, p.27).

D'ordinaire, le paysan haïtien "classique" ou du moins encore très présent en zones reculées rurales, est ignorant, analphabète, livré à lui-même, superstitieux et vit de peu. Cette description, qui peut paraître brutale et péjorative, tient son origine de ce fameux microsystème, propre à la culture paysanne haïtienne. En effet, suite à son passé esclavagiste, cette population s'est délibérément coupée de toutes autorités, que se soit sur le plan administratif ou organisationnel. « Les structures existantes sont précaires, personnalisées, c'est-à-dire fondées davantage sur l'individu et sur des rapports de stricte réciprocité inter-individus (combites...) que sur l'institution ». (Barthélemy, 1990, p.30). En outre, les paysans haïtiens n'ont pas développé des stratégies communes de travail. Se refusant à travailler pour les grands propriétaires, ils s'efforcent à cultiver leur petit lopin de terre et ne réalisent souvent pas que certaines de leurs pratiques le stérilise et l'épuise. En général, chacun s'occupe de sa petite parcelle mais si le travail collectif devient indispensable, pour des motifs techniques de culture ou pour des besoins de convivialité, celui-ci prendra facilement la forme d'échange réciproque de services ou de troc, contre de la nourriture par exemple, et rarement celle d'une rétribution monétaire.

Le système paysan haïtien s'appuie encore largement sur la structure familiale. En l'absence de mécanismes régulateurs formels, c'est en son sein que vont être transmises les "règles" de fonctionnement quotidien, comme celles de la légation ou de la religion. Non écrite et tacite, la règle d'or de ce type de société suppose de ne pas se différencier des autres et surtout pas au détriment du groupe. Toutefois, un contrôle implicite des individus du groupe entre eux est palpable. Comme l'ont décelé de nombreux auteurs, le paysan haïtien se contente de peu et n'a guère de besoins matériels. Cet état d'esprit et le besoin conscient ou inconscient de se sentir libre et sans attache, ont entraîné un blocage ou du moins un ralentissement de la mise en route des processus individuels d'accumulation, car celui-ci se refuse à amasser des choses qu'il ne considère pas comme essentiel. Seule marque pérenne de son passage sur terre, les caveaux familiaux, habituellement construits en béton et plus conséquente que les maisons d'habitation. Cette absence de besoins matériels peut également être interprétée comme une des raisons initiales du manque de productivité, car dans les années fleurissantes, les paysans haïtiens ne voyaient pas d'avantages à travailler régulièrement et avec assiduité puisqu'ils ne cherchaient pas à accumuler des avoirs. Bien qu'il existe tout de même des disparités paysannes, celles-ci proviennent généralement de sources d'enrichissement extérieures à la terre (commerce, transport, artisanat) et ne constituent souvent pas, l'assise d'un pouvoir économique stable, transmissible automatiquement à la génération suivante. Un autre moyen possible d'accumulation, neutre qui plus est, réside dans les jeux de chance. La Borlette (sorte de Loto local) représente d'ailleurs encore dans cette société, une source de gains (ou de pertes) substantielle non négligeable.

Ainsi, au niveau des cessions, l'exiguïté grandissante des terrains ainsi que l'expansion de la mauvaise qualité des sols - suite aux déboisements abusifs ou au système de brûlis notamment - obligent actuellement le milieu rural à revoir son système d'autorégulation. Dans son ouvrage, Barthélemy (1990), met en avant la disparition du procédé de l'avance sur héritage de la manière suivante : « Autrefois, le père confiait à son fils pour ses vingt ans la parcelle de terre qui allait constituer le point de départ de son exploitation, l'amorce de son accumulation, sur laquelle il allait élever ses premiers animaux, construire sa maison et fonder son propre foyer. Aujourd'hui, l'exiguïté des terres et la pénurie générale ont fait disparaître en partie cette pratique de l'avance sur l'héritage » (p.53).

Dans ce manque de structure et de cohésion commune, il est indispensable de pouvoir disposer d'éléments de rassemblement et d'identification collective dont la nature ne soit pas en contradiction avec le fonctionnement du groupe. Cet aspect sera rapidement pris en charge par les religieux, de confession catholique d'abord, puis protestante ou épiscopale pour la grande majorité.

L'éducation de base est enfin disponible dans la plupart des zones rurales d'Haïti. Malgré un manque important du nombre d'établissements ainsi que de matériels d'enseignement, cette progression favorise un meilleur développement de la culture paysanne.

En guise de conclusion de cette présentation de l'univers rural haïtien, je reprendrais les mots de Barthélemy (1990) : « La mémoire paysanne, est infaillible, mais elle n'existe qu'à usage interne et l'exclusion de l'écrit la rend définitivement inaccessible au regard extérieur » (p.62).

2.4 Présentation générale de l'organisation "Objectif Tiers Monde" (OTM)

Afin d'offrir une présentation aussi fiable que possible, j'ai décidé de reprendre celle de son site, disponible sur la page http://www.ongd.lu/article.php3?id_article=558 :

« Objectif Tiers Monde (l'organisation) est née en 1975 par la volonté de quelques jeunes (luxembourgeois) convaincus de la nécessité d'agir en solidarité avec les populations des pays pauvres. Depuis 1985, OTM concentre ses efforts sur l'aide au développement en Haïti, le pays le plus pauvre du continent américain ».

Les objectifs de cette ONG sont les suivants :

- « Accompagner les populations défavorisées d'Haïti vers l'indépendance de l'aide externe ;
- Améliorer les conditions de vie des populations rurales et périurbaines d'Haïti par la réalisation de projets de développement dans différents domaines ;
- Donner un appui technique et financier aux associations partenaires ;
- Sensibiliser le public luxembourgeois et renforcer la solidarité avec la population d'Haïti ».

OTM cherche également à développer une approche de coopération avec ses partenaires haïtiens. Pour ce faire, elle propose un « accompagnement des partenaires et des bénéficiaires haïtiens dans toutes les phases des projets par ses membres, moyennant une communication intensive et de fréquentes visites en Haïti ». De plus, l'organisation s'engage à transmettre une information continue aux luxembourgeois grâce à la réalisation de diverses manifestations, ou à la publication de brochures, articles etc.

Ses domaines d'intervention sont les suivants :

- « Aide alimentaire et aide d'urgence ;
- Education ;
- Artisanat et petit commerce ;
- Agriculture et conservation du sol ;
- Approvisionnement en eau potable et hygiène de l'eau ;
- Sensibilisation du public luxembourgeois ».

Enfin, le financement de ses projets « est assuré par des dons privés et d'associations, des cofinancements du Ministère des Affaires Etrangères luxembourgeois et de la Commission Européenne et des subsides de communes luxembourgeoises » (Site Internet : Objectif Tiers Monde, s.d.).

2.5 Présentation générale de la congrégation de “Petits Frères de Sainte Thérèse” (PFST)

Suite au Concordat de 1860, les premières communautés religieuses établies en Haïti vinrent d'Europe. Dans un second temps, une nouvelle vague de congrégations religieuses, en provenance de l'Amérique du Nord, firent leur apparition entre 1943 et 1951. Au sein des diverses familles religieuses émergentes, une place spéciale revint aux communautés autochtones, masculines et féminines. Véritable fleuron du terroir culturel et religieux du pays, les premières furent les Petites Sœurs de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus (1948) dont les fondateurs ont par la suite donné naissance aux Petits Frères de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus (1963). Toutes deux créées par le Père Farnèse Louis-Charles et la Sœur Camélia Lohier, ces confréries ont pour devise “Ora et Labora”, termes latin signifiant : “Prier et travailler”.

Le Père Louis-Charles Farnèse (1905-1988), était un homme qui a dédié sa vie et son énergie à la promotion de l'éducation et de l'évangélisation des Haïtiens de l'arrière pays. Selon les dires de Frère Martin, établi dans la mission de Café Lompré lors de mon séjour :

« Le Père Farnèse Louis-Charles officiait à l'époque dans une paroisse située au milieu de deux vallées. En saison de pluies ou après le passage d'un ouragan, celle-ci était régulièrement dévastée par les inondations. Déterminé à réagir contre ce fléau, le père Farnèse se tourna vers l'UNESCO vers qui il ne trouva malheureusement pas l'aide escomptée. C'est ainsi qu'il décida de fonder une organisation d'aide religieuse, en commençant par les Petites Sœurs de Sainte Thérèse (PSST) qu'il aime à surnommer “l'UNESCO du Bon Dieu”. (...) Par la suite, il veut agrandir son mouvement et fonde, toujours avec la collaboration et le soutien de Sœur Lohier, la communauté masculine : les Petits Frères de Sainte Thérèse (PFST). Malgré des débuts très modestes, les premiers adhérents tiennent bon et construisent, petit à petit, la maison mère de Rivière Froide (localité située dans les hauteurs, en périphérie de la capitale). Après quoi, la confrérie s'agrandit et donne naissance aux premières missions, toutes parsemées dans des régions rurales, en général montagnardes, dont les conditions d'accès sont difficiles. » (Carnet de bord de mémoire 2007, p. 23-24)⁵

En intégrant la confrérie, les Petits Frères de Sainte Thérèse font le choix de vouer leur existence aux préceptes de l'Eglise catholique ainsi que leur énergie quotidienne, dans le soutien actif de la population rurale et paysanne nécessiteuse ainsi que dans la promotion d'une éducation rentable.

⁵ Cf Annexe : Carnet de bord manuscrit

3. Cadre théorique

3.1 L'aide au développement

L'aide au développement, voilà une notion bien générale et vague dont chacun dispose de sa propre représentation, parfois naïve et utopique. C'était mon cas il n'y a pas si longtemps, avant que je ne fasse mon premier voyage humanitaire et que je ne réalise que la belle médaille que je lui attribuais avait quelques revers. C'est pourquoi, l'éclaircissement de ce concept, décrivant certains désavantages qu'il peut sous-entendre, me paraît important.

Lorsque nous procédons à une recherche sur Internet, voici la définition de l'aide au développement que nous pouvons lire:

L'aide au développement désigne une action volontaire par un acteur extérieur pour impulser le développement d'un pays tiers. [...] L'aide est souvent financière et/ou mesurée par des flux financiers (l'envoi de coopérants est chiffré). Elle va généralement du Nord vers le Sud, mais une aide Sud-Sud commence à émerger (pays pétroliers, Chine...). Elle est internationale, le donateur peut être constitué d'un pays ou d'une entité publique ou privée, d'un pays (pour la France c'est l'Agence Française de développement – AFD), ou encore d'un groupe de pays par l'intermédiaire d'une organisation internationale (FMI, Banque mondiale...). L'aide peut cependant venir d'une entité interne au pays même (filiales de multinationales implantées dans un pays). (Site Internet : Wikipedia, 2008)

Mathurin, Mathurin et Zaugg (1989) ajoutent que « l'aide au développement est souvent considérée comme indispensable au maintien de la stabilité mondiale et pour éviter l'effondrement du système actuel (constat de l'interdépendance entre les nations riches et pauvres) » (p.6).

Toujours d'après le site énoncé au-dessus, l'aide au développement peut prendre différentes formes ; financement, dons, prêts, formation, éducation, conseils techniques, innovations technologiques et j'en passe. On peut classer ses motifs dans quatre grandes catégories. Souvent politiques, ils peuvent toutefois être philosophiques, humanistes ou religieux. L'aide au développement se compose d'ONG, de fondations ou d'associations et peut par conséquent, s'affairer à répondre à des problématiques aussi variées que distinctes. La forme la plus connue de l'aide au développement est certainement l'aide publique au développement (APD). Pour être brève et décrire simplement cette dernière, je reprends la définition du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) expliquant que « L'aide publique au développement comprend les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transférés des pays développés vers les pays en voie de développement » (Wikipédia, 2008). L'APD est un concept qui remonte à la fin de la deuxième guerre mondiale, période à laquelle deux processus importants émergent entre les pays encore appelés pays du *Tiers Monde* (TM) et les pays industrialisés (PI). Le premier correspond à la séparation du monde en deux grands blocs ainsi qu'à la guerre froide. Les Etats-Unis qui renforcent alors leur supériorité militaire, économique et politique, viennent en aide à l'Europe en lançant le *Plan Marshall*⁶ destiné à stabiliser cette dernière. Le second processus est celui de la décolonisation (apparu grâce aux mouvements réclamant l'indépendance des territoires coloniaux) et l'élargissement de l'ONU. En 1950 apparaît alors le *Plan de Colombo* destiné à

⁶ En résumé, ce plan (mieux connu des Américains sous le nom de *European Recovery Program*) avait pour but d'aider financièrement tous les pays Européens qui le souhaitent afin de les stabiliser. Cette aide concernait tant les marchandises que les capitaux. Toutefois, des motivations d'ordres humanitaires étaient également à la base de ce premier grand programme d'aide internationale. L'Union Soviétique refusera toute aide américaine et imposera son choix aux pays qu'elle contrôlait. Au total 16 pays bénéficieront de l'aide du plan Marshall qui fût proposé le 5 juin 1947 lors d'une cérémonie de remise de diplômes à Harvard.

faire face aux problèmes des nouveaux Etats indépendants. Toutefois, les motivations tacites de ce premier programme d'aide au développement du TM consistaient à préserver les liens économiques, politiques et culturels établis lors des diverses vagues de colonisation. Autant dire que dès sa création, la nature de l'APD est ambiguë, tout comme l'ensemble de l'aide internationale et/ou au développement d'ailleurs, car aucune d'elles ne peut être considérée comme des cadeaux. Elles sont toujours régies par des notions de pouvoir et un désir d'appropriation. C'est bien pour cette raison que si nous consultons des tableaux récapitulatifs, nous constatons que l'aide au développement ne revient pas nécessairement aux pays les plus pauvres, mais à ceux dont les pays donateurs pourront en retirer le plus de profits (pouvoir, ressources naturelles, intellectuelles, expansion économique, etc.) Pour appuyer mes dires, je me permets donc de reproduire un tableau, disponible dans la Banque de données en ligne de l'OCDE, (2001) :

Total net de l'APD distribuée entre 1990 et 1999

[Le nombre de pays en 2001 est noté entre crochets]

Catégorie de pays selon les Nations Unies	Milliards de \$US de 1998	% du total
Pays les moins avancés [49]	144,1	32
Autres pays à faible revenu (PNB en 1998 < 760\$/hab.) [23]	131,8	29
Pays et territoires à faible revenu et à revenu intermédiaire (PNB en 1998 entre 761\$ et 3030\$/hab.) [46]	142,6	31
Pays et territoires dans la tranche supérieure de revenu intermédiaire (PNB en 1998 entre 3031\$ et 9360\$/hab.) [32]	17,5	4
Pays et territoires à revenu élevé (PNB en 1998 > 9360\$/hab.) [2]	8,1	2
Pays d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est et nouveaux Etats indépendants de l'ex-URSS [12]	9,8	2

A la décharge de ce tableau quelque peu accusateur, je me dois de préciser que certains pays les moins avancés (PMA), comme la Birmanie en 2007, ont refusé l'aide des pays industrialisés étrangers, dans le souci de maintenir leur liberté politique et/ou économique justement. De plus, on constate qu'indépendamment du niveau de difficultés des pays soutenus, l'aide ne tient pas forcément compte des priorités de la population locale et n'apporte pas automatiquement d'assistance aux personnes le plus dans le besoin. Bien que la corruption ait certainement une part de responsabilité dans ce constat, elle n'explique pas tout. Même si la pauvreté représente la principale justification de l'aide, d'autres facteurs, comme la population totale d'un pays, sont considérés. C'est ainsi que les chiffres ont tendance à montrer que pour un taux de pauvreté donné, les petits pays tendent à recevoir plus d'aide que les grands. Bien que cela puisse paraître injuste, cette réalité est légitime si on y regarde de plus près, car sinon, les budgets alloués par l'aide auraient vite fait d'être engloutis par les grands pays en difficultés à fort taux de population, comme l'Inde ou la Chine par exemple, et ne laisseraient que quelques miettes aux autres pays en voie de développement. Toutefois, il est incontestable que les pays donateurs ont le pouvoir de choisir à qui ils souhaitent apporter leur appui. Les spécialistes regroupent d'ailleurs leurs motivations en trois groupes : « sociopolitiques stratégiques, commerciales, humanitaires et éthiques » (Sogge, 2003, p. 67). Mais en poursuivant la lecture de son ouvrage, on comprend que dans bien des cas, leurs motivations sont plus commerciales ou idéologiques qu'humanitaires. Comme le souligne Alesina et Dollar (1998) dans leur article paru sur le

net⁷ : « La direction que prend l'aide au développement est dictée par des considérations politiques et stratégiques beaucoup plus que par les besoins économiques et la performance politique des pays bénéficiaires. Le passé colonial et les alliances politiques sont les principaux déterminants de l'aide au développement » (repris par Sogge, 2003, p.70). Quels que soient les projets envisagés et effectués, il n'a jamais été question d'une véritable redistribution des richesses et au final, les actions de l'aide internationale profitent passablement aux pays qui disposent "d'une monnaie d'échange". Car comme dit le proverbe, « dans la vie, tout est donnant donnant ! ».

Néanmoins, les trois objectifs principaux et officiels de l'aide au développement de l'OCDE ainsi que de la Banque Mondiale sont les suivants :

- la réduction de la pauvreté matérielle,
- la promotion de la bonne gouvernance,
- le renversement des tendances négatives en environnement.

Je préciserais qu'il ne faut pas confondre l'aide au développement avec l'aide d'urgence. En effet, alors que la première s'efforce à favoriser l'essor des conditions de vie des populations concernées, la seconde intervient dans des situations de crises suite à des catastrophes naturelles ou à des conflits armés par exemple.

D'autres travers de l'aide au développement sont à mettre en lumière. Lorsque des organisations internationales débarquent dans un pays en difficulté, leurs objectifs implicites est de favoriser une certaine prise de conscience et de responsabilité de la population locale et non pas de façonner des assistés ! Malheureusement, on remarque souvent que c'est le cas - j'aurais l'occasion de citer quelques exemples dans les pages suivantes de ce manuscrit – et que nombreux sont ceux qui attendent de se faire dicter leur conduite, ne développent plus leur esprit d'initiative et deviennent finalement totalement dépendants et incapables d'agir seuls. Cette tendance est si répandue qu'elle met en péril la viabilité des organismes, institutions ou projets créés par le concours de l'aide au développement. Et il ne s'agit pas là d'un phénomène touchant la cellule des particuliers uniquement, mais également des gouvernements qui ne s'appliquent que superficiellement à trouver des solutions à moyens et à longs termes, pour mettre fin aux financements internationaux dont ils préfèrent jouir allégrement, sans parler de la corruption qui sévit dans ces pays, malgré des contrôles plus ou moins rigoureux. Enfin, il n'est pas sans importance de rappeler que la durée de l'aide ainsi que la longueur de la chaîne, sont des facteurs déterminants. En effet, la durée intervient au niveau des chances d'autonomie des actions entreprises car « la dépendance de l'aide est fonction de la durée » (Sogge, 2003, p. 124). Pour ce qui est de la longueur de la chaîne, il est avéré que plus elle est importante (et nécessite la participation d'un grand nombre d'intervenants), plus il y a de pertes. De plus, les garanties que les donateurs demandent – bien que cela soit légitime de leur part - engendrent des frais supplémentaires (élaboration de programmes de suivi, correspondances etc.) qui ne pourront donc pas être directement investis dans la réalisation des projets.

En outre, l'aide au développement ne touche malencontreusement pas l'ensemble d'une population. Elle favorise un développement polarisé et même dans une région bien définie, elle peut parfois augmenter la charge de travail de certains (généralement les femmes) et donc aggraver leur précarité.

L'ouverture des marchés peut également avoir des effets paradoxaux, car certes elle permet aux pays en voie de développement d'accéder à un plus grand nombre de produits et d'accroître leurs productions destinées à l'exportation (si tant est qu'ils en aient la capacité), mais elle entraîne aussi une paralysie du marché local, voire même sa suppression. A long terme, elle peut être synonyme d'une diminution du pouvoir d'achat. En effet, les prix des denrées

⁷ URL : < papers.nber.org/papers/W6612>.

importées défiant toute concurrence, les producteurs se voient contraints d'arrêter leur production. Une fois le monopole atteint, les étrangers exportateurs sont libres de faire fluctuer leur prix comme ils l'entendent. Pour illustrer mon propos, je ne peux que reprendre l'exemple de Sogge (2003), qui décrit justement un cas en Haïti.

En 1986, Haïti était largement autosuffisante en riz, une denrée de base pour sa population. Forcée par les donateurs et par les prêteurs d'abolir ses barrières commerciales, le pays a été inondé par le riz des Etats-Unis où les agriculteurs sont subventionnés. (p. 61)

Ce dernier poursuit en reprenant les mots d'Aristide (2000) :

En 1996, Haïti payait 100 millions de dollars par année pour l'importation de 196'000 tonnes de riz de l'étranger. La production de riz haïtien devint négligeable. Une fois le pays devenu dépendant du riz étranger, les prix commencèrent à monter, livrant complètement la population haïtienne, surtout les pauvres des villes, aux caprices des prix mondiaux du grain. (p. 61)

Mais l'aide au développement ne dispose pas uniquement de l'ouverture des marchés ou de la prise de contrôle d'une part du pouvoir politique comme armes pour déstabiliser l'économie d'un pays. En effet, la surproduction agricole et la surconsommation des pays du Nord entrent aussi dans la chaîne de commerce sous le couvert de l'aide au développement. Lorsque les pays du Nord se débarrassent de leur surplus de nourriture, de leur objets et vêtements qu'ils jugent alors désuets ou passés de mode, nous nous devons de nous demander si ceux-ci vont réellement alimenter les chaînes d'aide ou celles de commerce, car la frontière entre ces dernières n'est parfois qu'imaginaire. C'est le cas d'Haïti qui à la longue, pourrait être comparée à une énorme décharge des pays développés avoisinants, alors que son économie est désespérante et sa productivité infime, pour ne pas dire ridicule au vu des besoins de sa population. N'est-ce pas alarmant et déroutant de voir qu'un pays tropical, qui il n'y a pas si longtemps exportait à travers le monde des denrées alimentaires de tous genres, se retrouve aujourd'hui contraint de faire importer des produits comme le riz, le sucre ou le café ?! Les résultats des recherches de Girault (1972) repris dans le dossier déjà ancien de Mathurin, Mathurin et Zaugg (1989), restent d'actualité et montrent bien l'effondrement des capacités de production d'Haïti, entre les années 60 et 70 : « Si le café représentait plus de 50% des exportations en 1960, en 1974, il ne couvre plus que 34% du commerce extérieur. L'exportation d'autres denrées (cacao, huiles essentielles) a stagné ou est tombée à zéro (sucre, figue-banane, coton) » (p. 40). De plus, l'affirmation de Sogge (2003) illustre bien à mon sens ce qui s'est passé en Haïti :

L'aide au développement sous forme de surplus agricoles exportés a mené spontanément à la création d'une nouvelle structure sociale fondée sur les marchés pour la nourriture et la main-d'œuvre. L'aide alimentaire se traduisait par des prix plus bas pour les salariés, mais signifiait aussi une pauvreté rurale plus grande et plus profonde, et une augmentation de la migration des gens pauvres vers la périphérie des villes. Evidemment, l'aide alimentaire a parfois permis de secourir des populations en détresse. Mais en faisant baisser les prix et en introduisant de nouveaux régimes alimentaires et de nouveaux goûts (le pain, par exemple), elle a contribué à accélérer la disparition de l'agriculture à petite échelle et elle a fait grimper le total de la facture des importations. (p. 161)

Bien que l'aide au développement soit issue de bonnes intentions, ses conséquences ne sont malheureusement pas que positives. Il est même fréquent de constater que « là où elle prédomine, la fierté et l'ambition ont cédé la place à la dépendance et à la soumission » (Sogge, 2003, p. 27). En effet, l'aide au développement peut entraîner des dysfonctionnements au niveau des services publics, des inégalités, de l'insécurité, de la corruption et peut donc aussi accentuer la pauvreté. La corrélation entre ces problèmes et l'aide au développement est paradoxale voire déconcertante, car bien que son but initial soit incontestablement d'améliorer la situation des populations du sud, on remarque bien trop souvent qu'elle l'empire, entraînant même parfois, une diminution de l'autonomie des gouvernements secourus. A ce propos, Sogge (2003) affirme

même que « Certains des anciens pays majeurs qui ont bénéficié de l'aide – la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), la Guinée-Bissau, Haïti, le Liberia, La Sierra Leone, la Somalie – sont aujourd'hui des Etats effondrés » (p. 29). Les divers résultats des recherches citées par ce dernier dans son ouvrage, tendent à laisser croire que plus un pays dépend de l'aide au développement, plus ses institutions publiques sont de mauvaise qualité. Ce phénomène s'explique du fait que ces dernières tendent à perdre leur liberté d'action et que les Etats sont souvent dépouillés de leur pouvoir politique et/ou de leur autodétermination.

En définitive, je dirais qu'au niveau environnemental, tous ses aléas aggravent et complexifient plus la situation qu'ils ne la solutionnent. Enfin et pour conclure cette analyse critique générale très incomplète sur l'aide au développement, je soulignerais le fait que bien que les Etats de pays pauvres constatent son faible taux de réussite, ses échecs et même ses propensions à se révéler néfaste et nuisible, ils continuent d'accepter l'aide, par choix ou contrainte politique. Ils ne considèrent pas judicieusement le risque de stigmatisation de leur population qui, à force de recevoir l'aide, se dévalorise et développe une mauvaise estime d'elle-même, un sentiment d'humiliation et d'impuissance. A tel point que certains gouvernements – c'est le cas d'Haïti - se retrouvent alors dans une spirale infernale où un budget national sans l'aide internationale ne peut être envisagé !

Au jour d'aujourd'hui, bon nombre de professionnels préfèrent l'appellation "coopération au développement" à celle d'aide au développement, car l'expérience a montré que la réussite des projets dépend pour beaucoup de l'implication et de la participation de la population locale, au point que le concept évolue actuellement vers celui de "codéveloppement" entre les PI et les PMA.

3.2 Cheminements d'une action de développement

Le parcours aboutissant à la réussite d'un projet de développement est souvent parsemé d'embûches. Comme je l'ai expliqué plus haut, nombreuses sont les initiatives partant de bonnes intentions, bien organisées et correctement appliquées, qui débouchent pourtant sur des échecs. Concernant Haïti, certains auteurs (Sanon & Sérant, 2007) en arrivent à dire que : « Depuis plusieurs décennies, Haïti fait figure de cimetière par excellence des projets de développement successifs annoncés à grands renforts de publicité et financés à coup de millions par les "amis" d'Haïti et les institutions (financières) internationales ». Une multitude de raisons, comme la corruption, l'instabilité politique ou encore une mauvaise évaluation situationnelle, peuvent être à l'origine de ce bilan désastreux. Mais comment procéder pour ne pas en arriver là, ou du moins maximiser les chances de succès des projets ? Bien que personne ne connaisse la marche à suivre miracle garantissant la réussite de ces derniers, Beaudoux, Crombrughe, Douxchamps & Gueneau (1992), se sont évertués à baliser le chemin le plus propice pour y parvenir. C'est pourquoi leur ouvrage « Cheminements d'une action de développement » sera ma principale référence dans ce paragraphe. Je précise que les directives qui vont suivre visent particulièrement les actions de développement des ONG, à caractère productif.

Tout d'abord, avant de se lancer tête baissée dans l'exécution d'une action de développement, il est important que tous les acteurs connaissent leur rôle, place et responsabilité(s). Pour mener à bien un projet de développement, il est également primordial de garder à l'esprit qu'il doit se composer de quatre étapes, à savoir : l'identification, la programmation, le suivi et l'évaluation.

Les divers acteurs des actions de développement se caractérisent par le type de fonction qu'ils occupent. En effet, on distingue dans ce domaine trois fonctions distinctes : l'action de terrain, l'appui à la réalisation de l'action et l'aide financière. Au niveau de l'action de terrain, il est évident que les points de vue, suggestions et préoccupations des futurs bénéficiaires doivent être au centre des discussions. Leurs participations et implications tant physiques que mentales sont

nécessaires. Bien qu'il soit dangereux pour une ONG de les y forcer, il est également souhaitable que ces derniers s'organisent en comités ou autre structure de représentation afin de permettre une meilleure communication tant avec l'ONG d'aide, qu'avec l'ensemble de la population ou le gouvernement. Au niveau des ONG d'appui à la réalisation de l'action, l'on entend des ONG spécialisées dans le domaine d'activité concerné, pluridisciplinaires, locales ou indépendantes, idéalement situées dans la même zone géographique que le projet. Les organisations d'aide enfin, sont en général représentées par les ONG du nord, qui apportent leurs contributions techniques et financières. Il va s'en dire que le succès d'une action de développement dépend en partie d'une bonne articulation entre tous ces acteurs. L'appellation "projet participatif", très répandue actuellement dans le jargon des organisations internationales, correspond à une approche visant à les faire réfléchir et agir ensemble, afin que tous s'entendent sur les objectifs à atteindre, les moyens à mobiliser ainsi que la procédure adéquate. Pour ce qui est de mon étude, les acteurs de l'action de terrain sont les habitants de Café Lompré, le comité ODEC (Organisation pour le Développement de Café lompré) et OGDEC (Organisation de Gestion De l'Eau pour Café Lompré). L'organisation d'appui est représentée par la congrégation des PFST et l'ONG d'aide extérieure (actuelle) est OTM.

Passons maintenant à la description des quatre étapes "classiques" de l'action au développement.

1. L'identification des actions :

Cette phase consiste à préparer un projet en déterminant « quelles actions il est réaliste et judicieux de mettre en œuvre » (Beaudoux et al., 1992, p. 29) en fonction d'informations recueillies, de leur traitement, analyse et interprétation. C'est au cours de cette phase qu'il est impératif d'acquérir une bonne connaissance du milieu afin de pouvoir définir la colonne vertébrale du projet. Selon ces mêmes auteurs et pour faire bref, voici les différentes questions auxquelles cette étape devrait répondre, (qui correspondent d'ailleurs aux titres des sous-chapitres de leur livre) :

- Quelle est l'action envisagée ? (Où, quand, comment, pourquoi ?)
- Par quels acteurs ? (Salariés, bénévoles, villageois, professionnels etc.)
- Quelles sont les actions prioritaires et réalisables ?
- Qui seront les bénéficiaires directs et indirects ainsi que les exclus ?
- Comment assurer l'implication des bénéficiaires ?
- Quelle sera la viabilité du projet lorsque les aides extérieures (étrangères) prendront fin ? (Viabilité technique, organisationnelle, politique, économique et financière, environnementale, sociale et culturelle.)
- Déterminer quels sont les démarches et outils les plus adéquats pour mener à bien cette phase ?

2. programmation des actions :

« Il s'agit d'organiser les moyens disponibles, et ceux qu'il faudra rechercher, pour réaliser les actions identifiées et considérées viables et réalisables » (Beaudoux et al., 1992, p. 95). Là encore, divers points sont essentiels à cette étape :

- Préciser les actions à programmer.
- Organiser les trois niveaux des interventions. (Les actions retenues par les gens, le programme d'appuis par l'ONG locale de services et les programmes d'aide par les ONG de financement).
- Favoriser un climat de négociation (entre les responsables des programmes d'action, d'appui et d'aide).
- Programmer dans un cadre souple.
- Articuler la programmation au suivi et à l'évaluation.
- Envisager les conditions de retrait de l'aide.
- Déterminer quels sont les démarches et outils les plus adéquats pour mener à bien cette phase.

3. Le suivi des actions :

« Pendant toute la durée de réalisation d'une action, il est important de savoir à tout moment où en est l'exécution et de faire le point, pour pouvoir en conduire effectivement le bon déroulement » (Beaudoux et al., 1992, p. 127). Voici quelques points à prendre en compte dans cette étape :

- Le suivi est différent de l'évaluation. (Il a lieu en cours de réalisation de l'action et non après).
- Déterminer les acteurs du suivi.
- Déterminer les caractéristiques d'une procédure de suivi.
- Déterminer l'implication des acteurs de base dans le dispositif de suivi.
- Déterminer quels sont les démarches et outils les plus adéquats pour mener à bien cette phase.

4. L'évaluation des actions :

L'évaluation est un processus plus complet que le suivi. Elle consiste à analyser en profondeur l'action et ses résultats. « L'évaluation sert à apprécier si l'action est vraiment adaptée aux objectifs, si ces objectifs sont vraiment opportuns, réalistes et réalisables, s'ils ont été atteints, à quels prix, etc. » (Beaudoux et al., 1992, p. 157). Les questions auxquelles devrait répondre cette étape pour pouvoir apprécier l'ensemble des aspects d'une action de développement, sont de l'ordre des six critères suivants : « l'efficacité (comparaison des objectifs et des résultats), l'efficience (comparaison des résultats obtenus par rapport aux moyens utilisés), l'impact (appréciation générale des effets de l'action effectuée), la viabilité (appréciation de la capacité d'autonomie de l'action) / reproductibilité (possibilité ou non de reproduire l'action), la stratégie d'intervention (remise en question des approches et stratégies employées), la participation / satisfaction des bénéficiaires (revient à donner la parole à la population locale) » (Beaudoux et al., 1992, p. 168). Pour venir à bout de cette démarche délicate mais non moins importante, il est nécessaire d'accorder une attention particulière aux trois étapes qui la composent :

- Le recueil d'information,
- Le traitement de l'information,

- L'utilisation de l'information.

En définitive, l'évaluation ne marque pas vraiment la fin du processus mais le relance en lui offrant un nouveau regard sur la phase d'identification.

3.3 Le suivi des projets et leurs possibilités d'autonomie et de viabilité

Comme nous avons pu le constater plus haut, l'aide internationale au développement peut malgré elle, entraîner des conséquences désastreuses au sein de populations déjà très pauvres. En effet, si les exemples de projets ayant débouché sur une autonomie totale sont si rares, c'est parce qu'en définitive, on remarque que ceux-ci ont souvent tendance à créer de nouvelles dépendances (financières, techniques ou culturelles), alors que leur objectif initial à tous était d'apporter, d'une manière ou d'une autre, des avantages durables à une population cible. Ainsi, nous allons essayer de mieux comprendre les mécanismes et obstacles de cette autonomie tant convoitée. Mes recherches bibliographiques concernant les possibilités et chances d'autonomie des projets de développement ont débouché sur le concept de viabilité, terme plus fréquemment employé dans ce secteur d'activité. C'est pourquoi, je considérerais ici la viabilité comme condition principale et partie intégrante de l'autonomie des projets de développement. Pour appuyer et illustrer mes dires, je ferais ici référence au dossier de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) intitulé : « Viabilité des projets de développement » (1991).

Tous les organismes internationaux et ONG qui entreprennent des actions de développement dans des pays étrangers doivent également prévoir leur retrait, une fois que leurs projets ont atteint une certaine rentabilité, pérennité et donc viabilité. De manière générale et imagée, la viabilité représente la réussite ainsi que la "durée de vie" d'un projet X après l'arrêt des aides extérieures (ONG étrangères ou même locales). C'est ainsi que ce concept dissimule un double paradoxe :

« Le paradoxe des activités temporaires et des effets durables » (DDC, 1991, p.4).

Alors que les projets de développement sont limités dans le temps, on espère que ses avantages envers la population cible perdurent le plus longtemps possible. Pour dépasser ce paradoxe, il est par conséquent primordial au cours de la durée du projet, d'insister sur la formation et les méthodes d'organisation des locaux.

« Le paradoxe de la dépendance et de l'autonomie. » (DDC, 1991, p.5).

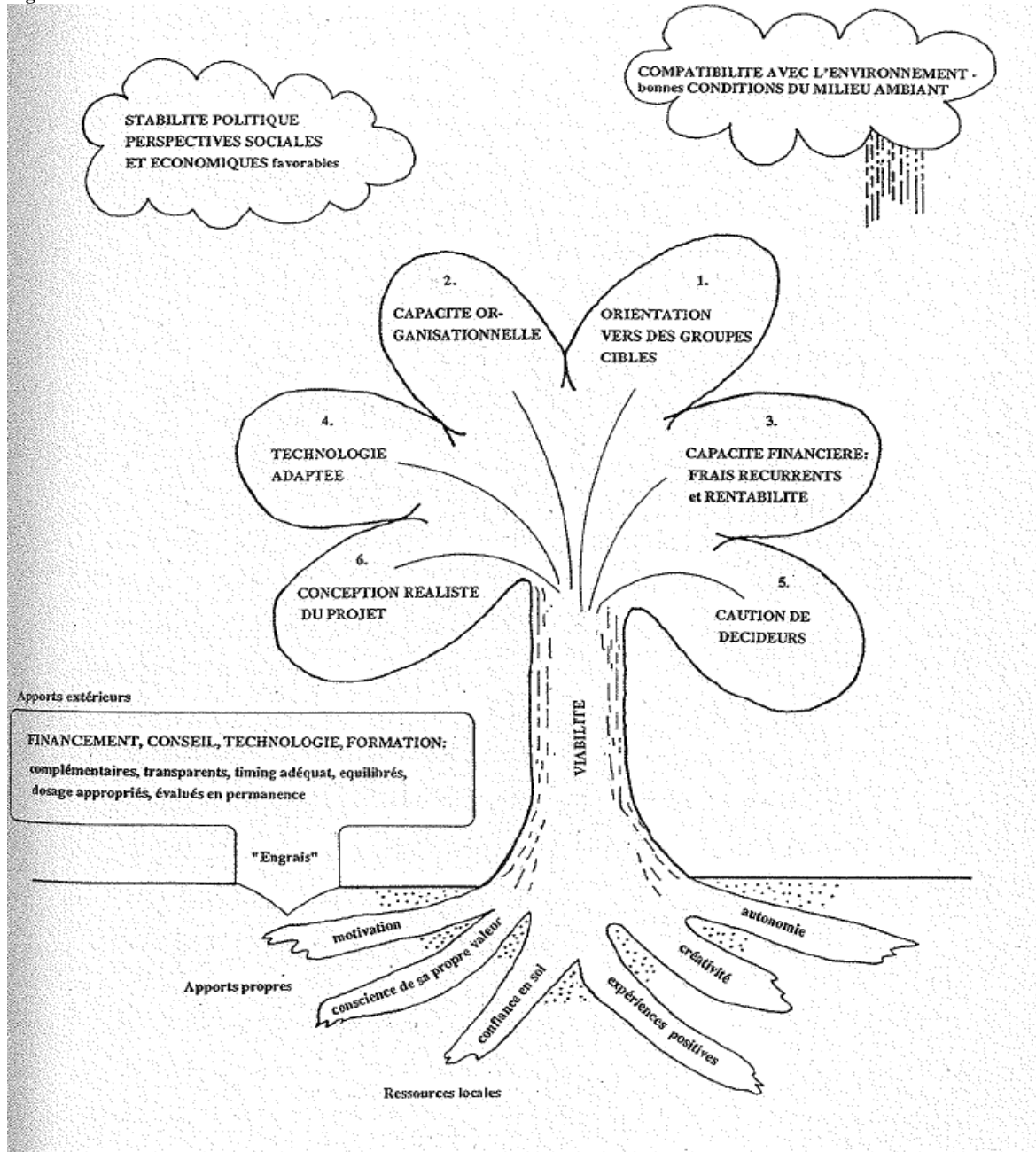
En apportant leur aide durant une période donnée, les ONG et organismes internationaux, créent ou augmentent malgré eux, des dépendances qui vont à l'encontre de l'autonomie et donc de la viabilité. Pour minimiser cet effet, il est souhaitable que les projets se « déroulent dans une atmosphère d'échange et de négociation » (p.7) où les conceptions et avis de chacun doivent être pris en compte et où la transparence des démarches doit prévaloir.

De manière générale, « les projets de développement visent le changement » (p.8). Ce dernier n'est pas toujours bien appréhendé par la population cible qui, ne connaissant pas les réels aboutissements des démarches, peine à franchir le pas. Le changement fait peur car il comprend des risques. Le sentiment d'insécurité qui en découle est pour ainsi dire "naturel" bien qu'il puisse être à l'origine de comportements totalement opposés, d'un va et vient permanent entre un optimisme immodéré et un pessimisme résigné par exemple.

Etant donné que chaque projet est particulier et dispose de ses propres conditions d'action, il n'y a là encore, pas de marche à suivre toute prête pour accéder à leur viabilité (ou à l'autonomie).

Toutefois, le conceptogramme en forme d'arbre qui suit se propose d'illustrer les conditions (nuages), les six principes ou facteurs fondamentaux (branches) et enfin, les apports personnels et ressources locales (racines) qui constituent ou influencent la viabilité.

Figure 1



Commentons maintenant plus en détail les six principes clefs de la viabilité proposés au-dessus.

1. Orientation vers des groupes cibles :

Correspond à la prise en considération des traditions et stratégies locales ainsi que les réactions des individus face aux changements. Ce facteur s'intéresse également aux formes d'organisations locales, à la répartition des rôles dans la société, à la motivation et participation des groupes cibles.

2. Capacité organisationnelle :

Correspond à la mise en place d'une structure d'organisation simple, cohérente et adaptée aux habitudes locales, efficace et maîtrisable. Ce principe vise aussi à encourager la participation et les formations.

3. Frais récurrents et rentabilité économique :

Signifie de prendre en compte les « potentialités et limites de l'économie locale » (p.15), « les frais d'exploitation, d'entretien et investissements à long terme ainsi que leur couverture financière pour recouvrement de coûts » (p.16).

4. Technologie adaptée :

Vise à mettre à disposition un savoir-faire et matériel technologique adapté et fiable, avec un entretien simple. Tout doit être mis en œuvre pour que la population cible s'approprie la nouvelle technologie.

5. Caution de décideurs :

Vise une certaine cohérence et/ou complémentarité entre les objectifs du projet concerné et les stratégies/politiques de développement en vigueur dans le pays ou la région.

6. Conception réaliste du projet :

Etre en mesure d'effectuer de bonnes évaluations tant au niveau de l'effectif nécessaire, qu'au niveau temporel, financier ou critique.

Néanmoins, pour favoriser la réussite des projets à long terme, tous ces facteurs n'entrent pas forcément en action et il est donc nécessaire d'établir une grille de facteurs de viabilité personnalisée, adaptée au projet entrepris. Pour faciliter leur appréciation, les ONG auront recours à différents indicateurs. Grâce à une longue période d'observation, ces dernières devront être à même d'identifier et de déterminer quels sont les indicateurs significatifs et négligeables vis-à-vis de leur(s) activité(s).

Bien qu'externes à l'arbre, les deux conditions cadres les plus importantes, sont illustrées dans ce conceptogramme par les nuages et mérite également une petite explication. Pour commencer, toute action de développement se doit d'être compatible avec l'environnement si elle veut avoir une chance d'être viable. En effet, les démarches envisagées ainsi que leurs conséquences involontaires, ne devraient pas entraîner de perturbations écologiques, ni à court ni à long terme. De plus, il est souhaitable qu'elles s'inscrivent dans la même direction que la politique d'environnement du pays ou de la région concernée. Enfin, un projet devrait utiliser autant que possible, des ressources naturelles renouvelables. La seconde condition s'intéresse à la stabilité politique ainsi qu'aux perspectives sociales et économiques. Elle est également de première importance, car sans un minimum de stabilité politique et économique, la viabilité d'un projet peut être remise en question à tout moment. Un Etat répressif ou ayant facilement recours à la violence par exemple, ou encore un marché ne remplissant pas son rôle d'échange de biens de consommation, peuvent sérieusement porter préjudices aux chances d'autonomie d'un projet. Bien que les impacts de la crise structurelle qui frappe les pays en voie de développement depuis des décennies, soient souvent imprévisibles, il est indispensable de penser à mettre en place des activités relativement à l'abri des potentiels soubresauts politique et économique.

En fin de compte, les auteurs du cahier de la DDC émettent l'hypothèse que la viabilité d'un projet de développement pourrait être validée dès lors que, sans appui extérieur :

- « L'acteur de demain sera toujours en mesure d'exercer l'activité en question ;
- les ressources demeurent disponibles, respectivement sont renouvelables grâce aux effets de l'activité :

- les méthodes de travail et les institutions sont utilisées en conformité avec le but visé ;
- les résultats de l'activité conduisent à un avantage supérieur aux investissements et aux dépenses (rentabilité, recouvrement des coûts) » (p.27).

3.4 Méthodologie

Afin de mener à bien cette recherche, de pouvoir repérer les qualités et les dysfonctionnements de certains projets intégrés de développement dans la région de Café Lompré ainsi que l'état de satisfaction de la population locale qui en découle, je me suis principalement basée sur une série d'observations in situ, sur des entretiens semi-directifs ainsi que sur des conversations spontanées avec les habitants et/ou bénéficiaires des actions mises en place.

Avant mon départ, j'ai en premier lieu procédé à des entretiens semi-directifs en compagnie de membres engagés dans différentes ONG basées à Genève et actives en Haïti, afin de découvrir leurs points de vue sur la situation du pays ainsi que les difficultés auxquelles ils doivent faire face. Une seconde série d'entretiens semi-directifs a dès lors été conduite avec des intervenants directs d'OTM (ONG partenaire des projets de Café Lompré) qui ont favorisé une meilleure vision de la situation spécifique de la localité choisie.

Arrivée sur place, mes sept semaines de cohabitation avec les PFST ont été consacrées à m'intégrer au mieux dans la population afin de comprendre ses préoccupations, besoins et attentes. L'insertion auprès des élèves de l'atelier couture étant la plus simple, ce sont elles qui les premières ont accepté de se soumettre à mes observations et entretiens semi-directifs destinés à offrir un regard général des conditions de vie actuelles de la zone, ont suivi les interviews avec les étudiants des deux autres filières (ébénisterie et ferronnerie), qui m'ont permis d'avoir un avis masculin des jeunes de la région. Dans un second temps, je suis sortie de l'enceinte du centre de formation pour me rendre directement chez les locaux. Nombreux sont ceux qui ne me connaissaient pas mais avaient entendu parler de moi et m'ont accueillie avec énormément de gentillesse. Alors que cette nouvelle série d'entretiens s'annonçait déjà difficile - sachant qu'il m'était indispensable de mener mes interviews en créole, que la majorité des interviewés seraient des personnes illettrées, que la plupart d'entre eux ne possèderaient aucune représentation du type d'étude que j'allais effectuer et enfin, que leur lieu d'habitation n'est aucunement cartographié et impliquera par conséquent, que je sillonne la campagne "à l'aveuglette" à l'affût des maisonnettes - le passage de l'ouragan Noel ne m'a en rien aidé. En effet, dès le début de la recherche, ma démarche est interrompue par ce cyclone dont les conséquences ont été désastreuses à Café Lompré. Dans un contexte de chaos et d'urgence, inutile de préciser que l'objet de ma recherche a alors pris une importance secondaire. Pour les habitants encore très marqués par la catastrophe, il était très difficile de prendre suffisamment de recul pour parler de développement ou de perspectives d'avenir alors qu'ils venaient de tout perdre ! Suite à ce constat, j'ai finalement décidé d'abandonner mon canevas d'entretien pour laisser place à des conversations plus ouvertes et spontanées. Bien que cette nouvelle approche non directive ait été plus dure à cadrer, les informations récoltées ont eu pour avantage de réellement traduire l'état d'esprit et les préoccupations actuelles de la population.

Afin de donner un autre éclairage à ma recherche, ma dernière série d'entretien s'est orientée sur les "notables" de la région, avec tout d'abord les Petits Frères de Sainte-Thérèse (PFST), un des trois maires de la commune de Léogane ou encore une responsable en santé communautaire, originaire des Etats-Unis. Enfin, je me suis également basée sur des documents d'OTM et des PFST (les rapports annuels d'activités notamment) ainsi que sur une bibliographie élargie de l'histoire d'Haïti et celle des organisations humanitaires.

Tous mes entretiens ont été partiellement retranscrits à la main dans mon carnet de bord et ont également été enregistrés à l'aide d'un lecteur MP3 ou d'un magnétophone. C'est délibérément que j'ai décidé de ne pas recourir à des enregistrements vidéo, de peur d'effrayer les interviewés, peu familiarisés à cette technologie. L'utilisation du lecteur MP3 devait me faciliter la tâche, sachant que les entretiens ont tous été menés en créole et qu'il m'était très difficile de prendre tout en note instantanément alors que je ne maîtrise pas l'écrit de cette langue. De plus, le fait de ne pas m'encombrer d'une multitude de cassettes ainsi que la possibilité de sauvegarder les entretiens directement sur mon ordinateur portable, sans avoir nécessairement à les retranscrire, représentaient des arguments non négligeables. Ce n'est que par souci de sécurité que j'ai embarqué mon magnétophone avec moi. Et heureusement que mes précédents voyages m'avaient rendue prévoyante, car à peine quelques jours passés à Café Lompré, je me suis aperçue que mon lecteur MP3, pourtant neuf, était sur le point de me lâcher. Pour dire vrai, tout fonctionnait mis à part l'écran qui refusait de s'afficher entraînant par conséquent, l'impossibilité de voir quelconques informations telle que le niveau de batterie ou le temps d'enregistrement restant par exemple. Contrainte de faire avec les moyens du bord, j'ai donc eu recours à mon bon vieux magnétophone avant de recevoir mon nouvel appareil MP3 gentiment envoyé par mes proches.

N'étant pas certaine de pouvoir systématiquement utiliser mes appareils électriques ou à piles, j'ai effectué un carnet de bord manuscrit, comportant 172 pages, dont quelques unes figurent dans les annexes. Toujours avec moi, ce dernier détient mes observations quotidiennes, mes questionnements et réflexions, les retranscriptions partielles de mes entretiens ainsi que certains de mes ressentis. Un autre carnet de bord, informatique cette fois, est également disponible en annexe. Ce dernier met en avant les mêmes aspects que le précédent mais est moins conséquent, puisqu'il m'était difficile de recharger régulièrement mon ordinateur portable.

Pour enrichir, illustrer et critiquer mes réflexions, commentaires et affirmations, je me suis bien évidemment appuyée sur une littérature spécialisée, au niveau notamment des problématiques liées aux pays en voies de développement et celles directement rattachées à Haïti, au fonctionnement et pratiques des ONG, aux mécanismes propres aux projets participatifs ainsi que sur des ouvrages et articles décrivant les débouchés, limites et possibilités d'autonomie des projets humanitaires.

Bien que j'aie tout entrepris pour minimiser cet aspect, je me dois enfin d'admettre que mon étude détient une certaine part de subjectivité, étant donné que mes observations, descriptions et comparaisons, ont inévitablement été soumises à mes interprétations personnelles.

3.5 Préparation matérielle pour le séjour

Avant de m'envoler en Haïti pour réaliser mon étude, une bonne organisation et un équipement adapté m'étaient indispensables. Après avoir déniché l'agence de voyage la plus compétitive au niveau des prix, j'élabore mon itinéraire. C'est ainsi qu'à la fin du mois de septembre 2007, je m'envolerai tout d'abord à destination de New-York d'où je repartirai, quelques jours plus tard, en vol direct pour Port-au-Prince. Deux mois et demi après, je quitterai le pays pour retourner aux Etats-Unis, à Miami d'abord puis à New-York, avant de me résigner à rentrer sur Genève en mi-janvier 2008. Un itinéraire un peu compliqué, mais quand on fait partie d'une grande famille comme la mienne, on se réjouit à l'idée de rendre visite aux cousins, oncles et tantes qu'on n'a pas revus depuis longtemps.

Projeter de faire un mémoire dans un pays comme Haïti, où même les habitants de la capitale ne disposent pas d'électricité 24heures sur 24 et où plus de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable⁸, nécessite une certaine ouverture d'esprit et capacité d'adaptation. Devenue une

⁸ Estimation tirée du rapport de TDH Suisse 2004

denrée rare, à Port-au-Prince l'électricité, (pour ne citer qu'un exemple), est distribuée par quartier, à raison de 4-5heures par jour. Les plus chanceux jouissent de quelques heures supplémentaires grâce à leur "Inverter" (batteries rechargeables lorsqu'il y a du courant, permettant d'alimenter quelques pièces et/ou appareils ménagers, comme le réfrigérateur). Les moins chanceux sont quant à eux voués à rester dans l'obscurité avec pour seules options, la lueur des bougies, lampes à pétrole ou lampes de poche ! On comprend alors mieux pourquoi la plupart des poteaux électriques sont sauvagement pris d'assaut par les câbles des plus démunis qui eux aussi, aspirent à avoir de la lumière passé 18h !

Sachant cela, je me suis tout d'abord occupée du problème d'alimentation de mon ordinateur portable. Etant donné la zone choisie, l'option des panneaux solaires semblait la plus logique. Après avoir récolté tous les renseignements, je me dis qu'une batterie de rechange serait peut être utile également. Alors que je m'appête à faire ces dépenses, je décide tout de même de demander l'avis de Felix Zenner, le directeur d'OTM. Celui-ci m'informe que je ne devrais pas avoir besoin de panneaux solaires étant donné qu'une turbine hydroélectrique alimente le centre de formation professionnelle en électricité et qu'il me sera, par conséquent, possible d'aller m'y brancher. Soulagée par cette nouvelle qui allège considérablement mon budget, j'achète une nouvelle batterie, d'une autonomie de plus de cinq heures.

Concernant l'enregistrement de mes futurs entretiens et suite aux conseils d'une assistante de l'université, je choisis d'utiliser un lecteur MP3. Mes sauvegardes en seront facilitées et en comparaison d'un magnétophone classique, je gagnerais énormément de place puisque je n'aurais pas de cassettes à trimballer. Je possède déjà des piles rechargeables dans ma panoplie mais comme elles mettent plus de dix heures pour être complètement pleines, je préfère m'armer de quelques paquets de piles alcalines supplémentaires au cas où ! J'embarque aussi mon adaptateur, car si je veux pouvoir brancher quelconques de mes appareils électriques, mes branchements suisses devront s'accorder aux prises américaines !

Vient ensuite le problème du téléphone portable. Bien que le directeur d'OTM m'ait rassuré quant à mes possibilités de réapprovisionnement en électricité, je ne peux m'empêcher d'imaginer un plan B pour chaque appareil. Alors que j'en ignorais même l'existence, une amie compatriote de ma mère m'offre une lampe de poche rechargeable à l'aide d'une manivelle manuelle qui dispose d'un applicateur permettant de recharger des téléphones portables. Du jamais vu !!!

Mon équipement de chercheuse étant plus ou moins complet, il ne me reste plus qu'à me préparer physiquement. Après m'être munie de bonnes chaussures de marche, je les forme et teste ma résistance en faisant deux balades de plusieurs kilomètres par semaine. J'effectue aussi tous les vaccins recommandés, comme l'hépatite A ou la fièvre jaune. Enfin, je prépare minutieusement ma pharmacie de secours entre autres composée de pastilles purifiantes d'eau, d'antibiotiques, de médicaments contre la malaria, d'antidouleur, de pansements, désinfectants etc.

Quelques robes, t-shirts et pantalons destinés à être offerts à la fin de mon séjour et mes valises sont prêtes !

4. Récit du séjour

Cette section se propose de relater de manière chronologique mais non exhaustive, les faits, événements, observations et impressions personnelles de mon séjour en Haïti.

4.1 Préambule

“Vous ne vous rendez pas compte de la chance que vous avez ! Je n’avais pas la moitié de ce que vous avez, moi, à votre âge et pourtant, j’en ai pas été malheureuse pour autant“. Voilà une réflexion que j’ai souvent entendue dans mon enfance alors que je m’offusquais de ne pas recevoir d’argent de poche, de ne pas pouvoir sortir faire la fête autant que mes camarades ou que je faisais un caprice sur un sujet quelconque. Pas si facile d’être métis parfois... ; de vivre dans une société où l’on pourrait avoir accès à d’innombrables choses qui ne sont pas anodines ou légitimes pour l’un de ses parents, qui lui a grandi et évolué dans un environnement bien différent, où les mœurs et la culture divergent sensiblement. Qu’on interprète pas mal mes dires, je n’ai jamais manqué de rien et ce genre de commentaires m’a plutôt encouragée à me remettre en question, à réfléchir et prendre conscience que les hommes ne sont pas tous égaux face à leur destin.

C’est à partir de l’âge de 10 ans environ que j’ai vraiment ressenti le besoin de me rendre en Haïti, pays originaire de ma mère, pour essayer de comprendre l’histoire de ma famille et dans un sens, découvrir qui je suis ! Mais les instabilités politiques et économiques, l’inquiétude de mes proches, ma jeunesse et la migration de la grande majorité de ma famille vers les Etats-Unis, m’ont empêchée de réaliser ce rêve durant de nombreuses années. Finalement, ce n’est que onze ans plus tard, en 2001, que je prends mon courage à deux mains et choisis de partir seule, à la rencontre de mes origines maternelles.

Cette première expérience du pays, bien que difficile et pénible par moment, conforte mon désir de m’investir dans un domaine humanitaire ou social. En effet, les diverses activités volontaires que j’ai (entre autres) eu l’occasion d’effectuer durant ce voyage, ainsi que la confrontation avec des réalités impensables dans un pays tel que la Suisse, m’ont ébranlée et me donnent envie de réagir d’une manière ou d’une autre.

Réalisant que l’éducation représente un axe d’action incontournable pour tenter de répondre à de nombreux problèmes des pays en voie de développement, je décide, contre toute attente, de m’inscrire en Sciences de l’Education à l’Université de Genève. Arrivée à la fin de mon cursus, rares sont les personnes de mon entourage qui s’étonnent de me voir projeter une étude en Haïti pour la réalisation de mon mémoire de licence. Certains émettent toutefois des réserves et me rendent attentive quant au niveau élevé d’insécurité du pays. Aux vues des multiples kidnappings et excès de violence survenus en fin d’année 2006, je ne peux prendre ces mises en garde à la légère et accepte l’éventualité de renoncer à mon projet. Il me faudra attendre le mois de mai de l’année suivante, après de longues et interminables discussions avec mes proches (famille, amis ou intervenants de diverses organisations engagées en Haïti), pour me décider une bonne fois pour toute à exécuter mon plan initial, qui me tient tant à cœur.

Cette première étape franchie, il me faut encore déterminer mon terrain d’action. D’abord intéressée par une analyse du système éducatif visant à mettre en évidence les conséquences que le changement de langue d’apprentissage en cours de formation pouvait impliquer sur les élèves, (passage du créole au français à partir de la 3^{ème} primaire en Haïti), je me tourne finalement sur un tout autre sujet, car au fond, je ne désire pas me cantonner à une approche purement scolaire. En effet, dans un pays tel qu’Haïti, unanimement présenté comme le territoire le plus pauvre des Amériques, il me semble essentiel et plus pertinent de discuter de la problématique centrale, à savoir celle du développement. Pour ce faire, il me restait encore à

trouver une porte d'entrée, un tremplin. C'est ainsi que j'ai estimé qu'un retour dans la zone rurale et montagnaise de Café Lompré serait propice, car il me serait possible d'analyser l'avancée des différents projets intégrés de développement, dont j'avais vu les débuts lors d'une courte visite en 2001.

A cette époque, Café Lompré était une région reculée des montagnes du Sud-est d'Haïti dont l'accessibilité était difficile, voire même dangereuse, car après avoir quitté la route principale, l'on s'embarquait sur une piste sinueuse qui, comme son nom le suppose, n'était pas asphaltée et plutôt exigüe. Le village ne disposait ni d'eau, ni d'électricité, ni même d'un centre de santé. Les conditions de vie y étaient très rudimentaires et la population luttait pour ne pas sombrer dans la misère absolue. Apparemment, son seul et maigre espoir pour un avenir meilleur avait été mis entre les mains d'une congrégation active de Frères religieux catholiques ; "les Petits Frères de Saintes Thérèse" (PFST).

C'est en essayant de reprendre contact avec cette confrérie que j'ai pris connaissance qu'une ONG du nom d'"Objectif Tiers Monde" (OTM), basée au Luxembourg, était également engagée et partenaire des PFST.

Après avoir informé ces deux organismes de mon projet, j'appris qu'il y avait eu beaucoup de changements dans la zone depuis 2001. Plusieurs activités s'étaient bien développées, avec notamment la mise en place d'une turbine hydroélectrique, la pose d'un réseau permettant l'alimentation de kiosques à eau, la consolidation et l'agrandissement du centre de formation professionnelle ou encore la création d'un magasin communautaire. Il va sans dire que suite à ces nouvelles informations, à l'enthousiasme et aux encouragements des membres d'OTM, j'étais curieuse et impatiente de me rendre une seconde fois sur les lieux pour apprécier l'impact que ces diverses infrastructures avaient eu sur le quotidien des habitants.

4.2 Présentation générale de Café Lompré et situation économique :

Café Lompré est situé dans le département de l'Ouest d'Haïti, sur la commune de Léogane, quartier de Trouin, 5ème section Fond des Boudins, Grande Colline. Bien que la longueur de cette description géographique puisse laisser présumer à une précision prodigieuse, il n'en est rien, car tous les habitants n'y adhèrent guère et se perdent dans leurs explications. En effet, ces derniers ont peine à s'accorder sur le statut de la région ; village pour certains, zone ou habitation pour d'autres, divergeant même parfois sur les territoires qui la composent ou encore sur la section dont elle fait partie. Voyant que j'avais beaucoup de mal à m'y retrouver, j'ai tenté, de me procurer une carte géographique de la région, en m'adressant directement à la mairie. Après m'avoir répondu par l'affirmative, je me suis déplacée à plusieurs reprises dans leurs locaux à Léogane, (ce qui implique une grande organisation aux vues de mon éloignement et des moyens de transport disponibles), mais ne suis malheureusement jamais parvenue à obtenir satisfaction. Déçue, je ne suis pourtant que peu étonnée par ce laxisme. En effet, ce genre d'anecdote est loin d'être un cas à part et tend même à être perçu comme "normal" en Haïti.

Mes mots vont peut être paraître sévères mais le pays est dans un état si catastrophique, à la limite du chaos pour ce qui est de certaines zones de Port-au-Prince, à commencer par le tristement célèbre bidonville de Cité Soleil, mais aussi pour beaucoup de régions rurales totalement délaissées et oubliées de l'Etat. Comment se surprendre d'un tel désordre dans un pays où l'Etat est complètement désorganisé et dépassé par les événements, dans l'incapacité d'assumer pleinement la moindre de ses responsabilités ? A en voir le peu d'initiatives, on en arrive même à se demander si les divers acteurs des ministères du gouvernement vivent dans le même pays que le peuple, première victime de cette situation impensable et intolérable. Urbaine ou rurale, la population locale manque de tout. Que ce soit aux niveaux de l'économie, de l'éducation, du marché de l'emploi, de la santé, de l'urbanisation, du traitement des déchets ou

même des moyens de communications (transports ou télécommunications), tout reste à faire ou à améliorer considérablement dans ce pays. Avec un tel tableau, même les plus motivés se découragent jusqu'à parfois abandonner l'espoir de se sortir un jour de ce sable mouvant qui les étouffe journallement un peu plus. Les plus chanceux obtiendront un visa et auront la chance d'aller faire valoir leurs compétences et savoir faire à l'étranger, tandis que les autres seront voués à un piètre avenir dans un pays en perdition. Comme me l'avait très justement expliqué Damien François, ami de la famille et directeur d'une des écoles les plus réputées de Port-au-Prince lors de mon premier passage : « Haïti souffre d'une énorme hémorragie interne », sous-entendu que toutes les têtes pensantes et potentiellement porteuses de changements, quittent tôt ou tard le pays et laissent le peuple à la merci des dirigeants politiques plus ou moins corrompus.

L'accessibilité de Café Lompré peut d'ailleurs bien illustrer les carences de l'Etat, car pour se rendre dans cette localité, située à moins de 50km de la capitale, seules ces quatre options sont à disposition :

- Le voyageur dispose d'une voiture personnelle, (de préférence une voiture 4x4), et d'un chauffeur expérimenté.
- Le voyageur monte dans un camion surchargé dont l'aspect extérieur laisse souvent à désirer et fait douter quand à l'entretien technique du véhicule.
- Le voyageur se résigne à changer plusieurs fois de véhicules et à payer une somme plus importante, en empruntant un bus ou une camionnette en direction de Jacmel, descend à mi-parcours, (au Carrefour Saint-Etienne), et enfourche une moto-taxi-cross durant près d'une heure.
- Le voyageur emprunte un quelconque moyen de locomotion jusqu'au Carrefour Saint-Etienne (camion, tap-tap etc.) et aime la randonnée. Il n'a donc pas peur de marcher 4 à 5 heures en compagnie des marchandes qui vont ou reviennent des villages qui bordent la piste.

Blague à part, les conséquences de cette insuffisance et précarité des infrastructures routières et moyens de transport ainsi que la lenteur qui en découle, peuvent s'avérer catastrophiques, particulièrement en cas d'urgences médicales par exemple.

Bien que l'église, l'école ou le centre de formation professionnelle puissent en faire office, Café Lompré ne dispose pas d'un véritable centre du village. Comme la piste qui y mène suit à l'origine le lit d'une rivière, les maisonnettes des citoyens sont parsemées sur les versants des mornes alentours. Il n'y a pas de nom de rues ou d'adresses et les gens se repèrent en fonction des éléments naturels ou de leurs voisins. En effet, ici quand on demande une direction à quelqu'un, l'explication ressemble généralement à : « *alors il vous faut passer la maison d'Evelyne, tourner à gauche devant celle de M. Juste et descendre sur le petit sentier à côté du manguiier.* » Pas facile au début mais on s'y fait vite !

4.3 Arrivée en Haïti, Port-au-Prince

Suite à mon premier déplacement en Haïti en 2001, j'ai vite compris que l'une des choses les plus importantes à organiser pour éviter que le périple ne tourne au cauchemar, était l'arrivée et le transfert de l'aéroport au lieu de résidence. En effet, le pays ayant traversé de nombreux excès de violence ces deux dernières décennies, il est nécessaire, pour ne pas dire primordial, d'avoir une personne de confiance présente à l'arrivée à l'aéroport, point stratégique de gens malveillants qui repèrent leurs potentielles proies et victimes de vols, enlèvements ou que sais-je !

Sachant que mon “débarquement“ allait occasionner une certaine inquiétude au sein de mon entourage et en particulier pour ma mère, je me suis évertuée à limiter au maximum les comportements potentiellement à risques. Je confirme ma venue aux Petits Frères de Saintes Thérèse ainsi qu’à mes grands cousins établis dans le pays, près de deux mois à l’avance. Voyant que les Frères tardent à me donner signe de vie, j’envisage et tente de m’arranger avec l’un de mes grands cousins, domicilié à quelques minutes seulement de l’aéroport, pour qu’il vienne me réceptionner. Et comme le hasard fait bien les choses, j’apprends deux semaines avant mon départ que je vais voyager sur le même vol que le frère de ce dernier, ce qui rassure sensiblement mes proches.

Jeudi 27 septembre, me voilà dans les airs à destination de New-York. Après une visite express chez quelques tantes et cousins, le jour “J“ est enfin arrivé. Au matin du dimanche 30 septembre, je m’envole pour Haïti et débarque à l’aéroport international “Toussaint Louverture“, Port-au-Prince. Sur le tarmac, un petit groupe de musiciens nous attendent et nous accueillent sur un air de Coupé Cloué, véritable star locale depuis les années 70-80, qui a passablement promu le “Kompa“, musique typique du pays.

A peine a-t-on le temps de poser le pied dans l’aéroport que les bagagistes donnent l’assaut, dans l’espoir de récolter quelques dollars américains pour leur service, tentant idéalement d’intervenir avant que les passagers n’aient eu le temps de changer leur argent en gourdes ; la monnaie locale du pays. *(A titre d’information, en l’année 2007, 1\$ US vaut alors 37 gourdes environ. Je précise bien à quel dollar je me réfère, non pas par zèle uniquement, mais parce qu’il faut savoir que pour leurs transactions commerciales, les Haïtiens parlent en gourdes, en dollars américains ou en dollars haïtiens. Cette dernière monnaie qui n’existe concrètement pas, est encore quotidiennement employée. Totalement imaginaire, elle a fait son apparition du temps où le taux du dollar américain était fixe. En effet, durant plusieurs décennies, de 1919 à 1982 pour être exacte, 1\$US équivalait à 5 gourdes, et c’est ainsi que les Haïtiens ont pris pour habitude de nommer 5 gourdes, 1\$haïtiens. Malgré l’abolition du taux fixe depuis 1982, ces derniers continuent d’utiliser cette appellation. De quoi s’y perdre parfois, je le reconnais !)*

A la sortie du bâtiment, une chaleur étouffante accueille le voyageur et lui rappelle qu’il est bien sous les tropiques, sur une île, au milieu des Caraïbes. L’agitation ambiante - comparable à une scène de marché, où les chauffeurs de taxis, vendeurs de cartes téléphoniques et changeurs de monnaie ambulants assaillent les arrivants – représente un premier indice du manque d’organisation dont souffre le pays mais emporte instantanément les visiteurs dans une culture, mentalité et état d’esprit bien différents de ce dont ils sont habitués en occident.

Avec quelques minutes de retard, (heure et ponctualité haïtiennes obligent), mon grand cousin, le père Roger Baptiste, arrive et me ramène chez lui dans le quartier de Tabarre, situé à quelques pas seulement de l’aéroport. Surpris mais content de me voir “de retour au pays“, il me présente à ma cousine, qui a bien changé depuis notre dernière entrevue. Il faut dire qu’elle n’était qu’une adolescente de 15 ans à l’époque et qu’elle est aujourd’hui une jeune femme de 22 ans !

Je profite de leur hospitalité durant deux jours où j’essaie de rapidement trouver mes repères en pratiquant mon créole (1^{ère} langue officielle en Haïti, suivie du français), en achetant une carte téléphonique chez un opérateur local et évidemment, en prenant contact et en organisant un rendez-vous avec le Frère Supérieur de la mission des PFST de Café Lompré, Frère François, en vue d’arranger mon déplacement jusqu’au lieu de mon enquête.

Etonnamment, mes premières impressions sont assez positives. Je m’attendais à pire si j’ose dire. Au contraire de mes appréhensions, je ne ressens pas de climat d’insécurité et sors sereinement durant la journée pour faire quelques courses, accompagnée ou non de ma cousine. Les sorties nocturnes étant néanmoins fortement déconseillées au vu des risques

supplémentaires qu'elles engendrent, ne sont pas même envisagées. Il me faut cependant préciser que le quartier de Tabarre est réputé pour être plutôt calme, sûrement dû au fait qu'il est excentré du noyau de la ville de Port-au-Prince et qu'il n'y a pas grand-chose à l'exception de l'aéroport, d'un marché, d'un centre commercial et d'un Internet Café. A l'inverse, le quartier de Delmas, où j'ai eu l'occasion de loger lors de mon premier passage en Haïti en 2001, est un secteur nettement plus populaire et parfois malfamé de la capitale. Ne l'ayant pas fréquenté durant ce séjour, il m'est difficile de faire une réelle comparaison du niveau de sécurité et d'évaluer les véritables risques encourus. De plus, la présence massive des casques bleus des Nations Unies mandatés en Haïti depuis le 1^{er} juin 2004, mieux connus par la population locale sous le nom de "MINUSTAH" (correspondant à la Mission de stabilisation de l'ONU en Haïti), ainsi que le nouveau dispositif des forces de l'ordre, se disent à l'origine de la diminution des vagues de kidnappings et d'assassinats tristement célèbres en fin d'année 2006. Depuis 2004, le Conseil de sécurité de l'ONU a estimé que la situation en Haïti continuait de constituer une menace pour la paix et la sécurité tant nationale qu'internationale. Ainsi, après l'évaluation annuelle de la situation, il a décidé de prolonger le mandat de la MINUSTAH. (La dernière évaluation effectuée, date du mois d'octobre 2008).

4.4 Arrivée à Café Lompré

Mardi 2 octobre 2007, j'ai rendez-vous à Carrefour, quartier périphérique de Port-au-Prince, à 7h30 du matin avec le Frère François, devant une église. Pour y arriver à l'heure et ne pas être bloqués dans le trafic, Roger et moi nous sommes levés à 4h30 et avons quitté la maison avant 6h. Ici, il est recommandé d'avoir les nerfs solides et de posséder un 4x4 ou une grosse voiture du moins, car la plupart des routes sont détériorées, caillouteuses, avec des nids de poules fréquents et souvent démunies de grilles d'égouts ou de feux de signalisation. Autant dire qu'il faut être très attentif et prudent pour oser prendre le volant dans cette capitale désordonnée ! Et c'est encore sans avoir dévoilé le pire, la gangrène de cette ville autrefois si attrayante, les innombrables tas d'immondices qui bordent les routes et les marchés, gonflant et obstruant les canaux débouchant sur la mer. Cette vision me donne parfois l'impression étrange d'avoir débarqué sur une autre planète ou, pour être plus représentative, dans une énorme décharge publique. Démunis par la situation, les habitants mettent régulièrement le feu à ces tas d'ordures, dans l'espoir de voir ce désastre diminuer...En vain malheureusement.



Figure 2 Tap-Tap (transport collectif)



Figure 3 Canal à Port-au-Prince



Figure 4 Tas d'ordures qui se consomment en bord de route (Port-au-Prince)

Frère François nous attend comme prévu devant l'église. Les présentations sont brèves car nous devons nous presser de reprendre la route pour ne pas être surpris et bloqués par l'averse qui menace. Rassuré de me savoir entre de bonnes mains, Roger rebrousse chemin. Le pick-up du

Frère François est plein de marchandises : des sacs de riz et bouteilles de boissons diverses (bières, Coca Cola, Malte etc.) principalement. Nous faisons encore plusieurs stops sur la route pour acheter quelques fruits et épices. Nous n'arrivons malheureusement pas à éviter l'averse et à la sortie de la route bétonnée, au Carrefour Saint Etienne, Frère François a l'air un peu inquiet. Je suppose alors qu'il redoute des affaissements de terrains, mais heureusement, la pluie n'est pas encore trop tombée dans la zone. Le sentier n'a en rien changé de mes souvenirs. Constitué de pierres et de terre, la chaussée n'est praticable que dans un sens. Certains segments ont bien fait l'objet de bétonnages vulgaires mais n'ont pas tenu, par manque d'entretien, affaissements de terrain ou inondations à répétition.

Au premier coup d'œil, le paysage ressemble un peu à celui de la Suisse étant donné que nous nous trouvons dans une région montagneuse de l'île. Au détail près que la quasi totalité des vallées sont dépourvues de végétation ! En effet, le problème de déforestation est un autre fléau incontournable du pays. Seuls 3 à 5% de la forêt originale (avant la colonisation) subsistent aujourd'hui⁹. Nombreuses sont les organisations locales ou internationales qui s'efforcent de "réparer les dégâts" ou du moins de "limiter la casse". Frère François ne manque d'ailleurs pas de m'indiquer que les quelques jeunes arbres qui arborent la route ont été plantés à l'initiative des PFST, il y a une dizaine d'années.

Pour grimper les quelques derniers mètres menant à la cour de la maison, il est nécessaire d'activer l'option 4x4 du véhicule. Nous y voilà enfin. Il est 14h30 environ. Que de péripéties pour parcourir une distance de 50km !

A notre arrivée, je remarque immédiatement que le bâtiment a été agrandi étant donné qu'il dispose aujourd'hui de deux étages alors qu'à ma précédente visite, il était de plein pied. Grâce à OTM qui s'est chargé de financer la construction, huit chambres supplémentaires sont dorénavant disponibles et peuvent accueillir les intervenants de l'organisation. Nouveauté de bonne augure pour moi qui me retrouve installée dans la chambre N°8, côté droit au centre de ce premier étage. A l'intérieur, un lit superposé sur la droite, un lit double sur la gauche, une table contre le mur avec pour seule décoration une lampe à pétrole. Au fond de la pièce, une fenêtre, sur la gauche une armoire et à droite, surprise, une salle de bain !!! Je n'en crois pas mes yeux, j'ai une salle de bain personnelle munie d'une douche, d'un lavabo et d'un WC. Si je m'attendais à ça... il n'y avait même pas d'eau courante la dernière fois ! Après avoir poussé un petit cri de joie, je commence à défaire ma valise en prenant tout le sens du proverbe : « Il en faut peu pour être heureux ! ».

La fin de journée passe sans que j'aie eu le temps de m'en apercevoir quand une clochette retentit. Ne sachant pas ce qu'elle signifie, je n'y prête d'abord pas attention jusqu'au moment où Frère François vient me chercher et m'explique que cette sonnerie est annonciatrice des repas ainsi que des moments de recueil à la chapelle (interne à la maison). Après quelques jours passés au sein de la communauté, je remarque qu'habituellement cette clochette résonne six fois par jour. Une première fois à 5h du matin, pour annoncer la prière du réveil, une seconde fois dans les environs de 7h15 pour le petit déjeuner, une troisième fois vers 13h30 pour le dîner, une quatrième fois à 17h pour la prière de fin d'après-midi, une cinquième fois vers 19h pour le souper et enfin, une sixième et dernière fois vers 20h30 pour la prière de nuit.

Mon entrée dans la salle à manger dont la simplicité donne plutôt l'impression d'un réfectoire, ne passe pas inaperçue. Tous les Frères sont restés debout devant leur chaise en m'attendant. Après que Frère François m'ait introduite et présentée à chacun d'entre eux, un des Frères récite le Bénédicté ouvrant les festivités. Au menu, bananes plantains, riz avec une sauce aux haricots rouges (appelés "pois" en Haïti), avocats et en dessert, des oranges. L'étonnement est de taille quand j'annonce que je ne mange pas d'avocat, car ici, ce fruit est le produit de substitution

⁹ Estimation tirés du rapport de TDH Suisse 2004

idéal au beurre. Riche en protéines, il se consomme régulièrement, voire même traditionnellement. Surpris par cette annonce mais bien décidé à ce que je me sente à mon aise, un Frère tourne la conversation en dérision en disant que cela n'en fera que plus pour la confrérie !

Malgré ma gêne et une certaine timidité lors de mon entrée, le repas se passe bien. Nous faisons tous un peu connaissance. Le temps est donc venu de faire la présentation de mes "colocataires" haïtiens ou plutôt mes hôtes de Café Lompré :

- ❖ Frère François, frère supérieur responsable de la mission.
- ❖ Frère Tonner, conseillé des projets éducatifs et agricoles.
- ❖ Frère Jordan, responsable de l'école primaire et de la comptabilité.
- ❖ Frère Vaillant, responsable des projets d'apiculture et d'agriculture.
- ❖ Frère Jules, responsable du secteur administratif.
- ❖ Frère Martin, consultant dans le secteur de l'apiculture.
- ❖ Frère Samedi, responsable de l'atelier ferronnerie.
- ❖ Frère Gérard, responsable de l'atelier menuiserie.
- ❖ Valentin, aspirant au titre de Frère, en attente de faire ses vœux.

(Je reconnais immédiatement Frère Martin qui était déjà présent dans la mission lors de mon passage en 2001, mais mettrais plus d'une semaine pour réaliser que Frère Vaillant en faisait également partie.)

De retour dans ma chambre après le repas, peu d'activités s'offrent à moi. Etant donné l'absence d'électricité, il ne me reste qu'à lire, jouer au sudoku ou faire un solitaire avec pour seule lumière, la lueur réduite de ma lampe à pétrole. 20h, alors que les Frères s'appêtent à rejoindre la chapelle, je rejoins les bras de Morphée, exténuée par cette longue journée.

Réveillée aux alentours de 5h du matin, j'apprécie le lever du soleil. Et oui, ici les grasses matinées sont rares, mais je commence gentiment à me faire à ce rythme et pour la première fois, ma nuit n'a pas été interrompue par les attaques agressives des moustiques, au contraire de celles passées dans la capitale. Toutefois, les chants "ultra" matinaux des coqs sont toujours aussi perçants, voire irritants !

Après le petit déjeuner, je finis par persuader le Frère François de m'emmener et me présenter à Tania, professeure de crochet du centre de formation professionnelle. Surprise et un peu gênée par ma présence aux premiers abords – tout comme l'ensemble des étudiants d'ailleurs – celle-ci finit par m'accepter et m'intégrer pleinement dans son quotidien. Suivent alors près de trois semaines d'observation, de partage et de moments de complicité avec la trentaine de filles qui suivent les enseignements de l'atelier couture du centre.

4.5 Etat des lieux des activités et projets de la région de Café Lompré

La communauté de Café Lompré jouit des services des Petits Frères de Sainte Thérèse depuis plus d'une vingtaine d'années. Cette dernière en avait fait la demande au Conseil de Direction de la confrérie par le biais du Révérend Père Ernest Bellour, alors Curé de Trouin (petite ville adjacente de Café Lompré). Dans cette lettre, la population exprimait un besoin urgent de soutien dans les secteurs suivants : « l'éducation ; le développement de l'agriculture et de

l'artisanat, la catéchèse et l'apostolat ainsi que la création d'un centre de santé pour les premiers soins. »¹⁰

C'est donc en septembre 1986, après examen de la situation, que les premiers missionnaires de la communauté des PFST, en l'occurrence Frère Martin et Frère Tonner, ont été envoyés dans la région de Café Lompré. Rapidement rejoints par Frère Manuel, ils prennent connaissance des besoins et attentes de la population mais surtout, des mesures envisageables et nécessaires pour y répondre. Leur nouvelle mission correspond parfaitement aux idéologies de leur confrérie. En effet et pour reprendre les mots de Frère Martin, les objectifs principaux de la congrégation des PFST consistent à « *aider les plus pauvres à améliorer leur niveau de vie, favoriser une éducation rentable et apprendre aux gens à travailler de leurs mains.* » En outre, la situation géographique de Café Lompré a également joué un rôle important dans la décision d'établir une base là bas, car les PFST se sont engagés à agir principalement dans des zones rurales, souvent difficiles d'accès et reculées dans les montagnes.

Il est évident que durant les premières années, la mission de Café Lompré était loin de ressembler à ce qu'elle est aujourd'hui. Tout ne s'est pas fait en un jour et n'aurait pas pu être réalisé sans l'aide d'organisations internationales, d'ONG, d'associations et du dévouement de personnes exceptionnelles désireuses d'améliorer les choses.

Les divers projets qui nous intéresseront tout au long de ce dossier, ont tous été planifiés, organisés et gérés, de près ou de loin, par l'intermédiaire des PFST, mais ont aussi reçu de grands appuis financiers, théoriques, technologiques, logistiques etc. par l'organisation OTM (Objectif Tiers Monde), sans qui les résultats qui vont être étudiés et analysés par la suite, n'auraient pu être possibles. A également participé et passablement aidé ces projets dans les premières années, l'organisation suisse "Enfants Du Monde" (EDM), avant de se retirer en 1996.

A leur arrivée à Café Lompré, ces deux ONG convoitaient le même objectif, à savoir, élaborer et réaliser divers projets intégrés, en partenariat avec la population. C'est ainsi qu'elles ont commencé par s'axer sur le développement des deux secteurs d'activités à leurs yeux prioritaires ; l'éducation scolaire des enfants et l'accès à l'eau potable. En Haïti, on relève un taux d'analphabétisme encore très élevé. Selon les chiffres publiés par "Terre Des Hommes" (TDH) dans son rapport 2007, il serait égal à 54% de la population. Dans ce même dossier, on apprend également que moins de la moitié des enfants ont accès aux premières années d'instruction du cycle primaire. Pas étonnant alors de voir cette problématique apparaître en priorité dans le cahier des charges de nombreuses ONG. Concernant l'accès à l'eau potable, la situation n'est guère plus réjouissante. En effet, seuls 8,5 % des foyers haïtiens sont branchés à un service de distribution d'eau et plus de la moitié de la population globale du pays n'a pas accès à l'eau potable¹¹.

Ces deux domaines d'activités ayant procuré aux ONG une base solide d'intégration dans la région et suscité l'intérêt et la confiance de la population, ont aussi facilité la mise en place des nombreux projets qui ont suivi ou ont été menés en parallèle. Sans entrer dans tous les détails, en voici une liste non exhaustive :

- création du centre professionnel de formation, d'un magasin communautaire, d'une boulangerie, d'une cassaverie¹², d'un atelier de "multi vibres", de formation continue des paysans à de nouvelles techniques agricoles et/ou à l'apiculture ainsi qu'à la fabrication d'huiles (d'arachides, de ricin ou palma-christi, ou de sésame).

¹⁰ Cf Annexes : Lettre du 26 mai 1982 du Rév. Père Ernest Bellour adressée au Conseil de Direction des Petits Frères de Ste Thérèse à Rivière Froide.

¹¹ Rapport du United Nations Stabilization Mission in Haïti, 25 mars 2008.

¹² Endroit où l'on fabrique des cassaves : sorte de galettes à base de manioc. Dans la cassaverie de Café Lompré, deux moulins sont à disposition : un pour le manioc, l'autre pour le maïs.

Malheureusement, tous ces secteurs ont du mal à fonctionner sur le long terme. Les PFST, qui ont la responsabilité de leur gestion, sont régulièrement transférés (tous les 5 ou 6 ans) dans d'autres missions et il est par conséquent, difficile de garder un réel suivi de toutes ces activités. L'engagement, la motivation et les compétences de l'équipe y sont bien entendu pour beaucoup. Lors de mon séjour, j'ai été très étonnée de voir que certains domaines étaient laissés à l'abandon, alors qu'ils pourraient offrir de réelles améliorations à la qualité de vie des habitants. Mais je me suis également vite rendue compte qu'il était très difficile de faire comprendre aux Haïtiens l'importance d'avoir un suivi sur les choses entreprises. Car il ne s'agit pas d'un cas isolé malheureusement, mais d'un phénomène que j'ai pu observer aux travers de diverses situations dans l'ensemble du pays. Non pas que les Haïtiens ne soient pas rigoureux, mais ils ne possèdent pas de vision sur le long terme. Ils appréhendent la vie au jour le jour, selon leur fameux proverbe : « *Demain si Dieu veut !* ». Au niveau national par exemple, combien de routes ou autres projets n'ont pas abouti à cause d'un changement de ministre ou de responsable ? Les successeurs n'ayant pas les mêmes intérêts et envies que leur prédécesseur, il est fréquent de les voir ignorer les projets en cours. Si imprégné dans les mentalités, ce laxisme fait office de normalité et nous laisse imaginer à quel point cela peut être décourageant pour les personnes investies. En ce qui me concerne, j'ai même été déstabilisée à plusieurs reprises en voyant des potentialités et opportunités bêtement gâchées. Si je peux par exemple parfaitement comprendre que l'atelier de multi vibres soit laissé pour compte, à cause de la flambée des prix des matières premières ou des frais et des difficultés de transport notamment, je m'insurge quand j'apprends que la cassaverie est inutilisée depuis de nombreux mois en raison d'une simple panne technique d'un moulin ! Alors que tout le monde s'accorde à dire que cette structure représente un gain de temps et d'énergie considérable, personne ne fait rien ! Face à ce constat, je ne peux m'empêcher d'éprouver une déception mêlée à une frustration, voire même de la colère. Par ailleurs, plusieurs auteurs, dont G. Barthélemy (1990) se sont aventurés à expliquer ce phénomène :

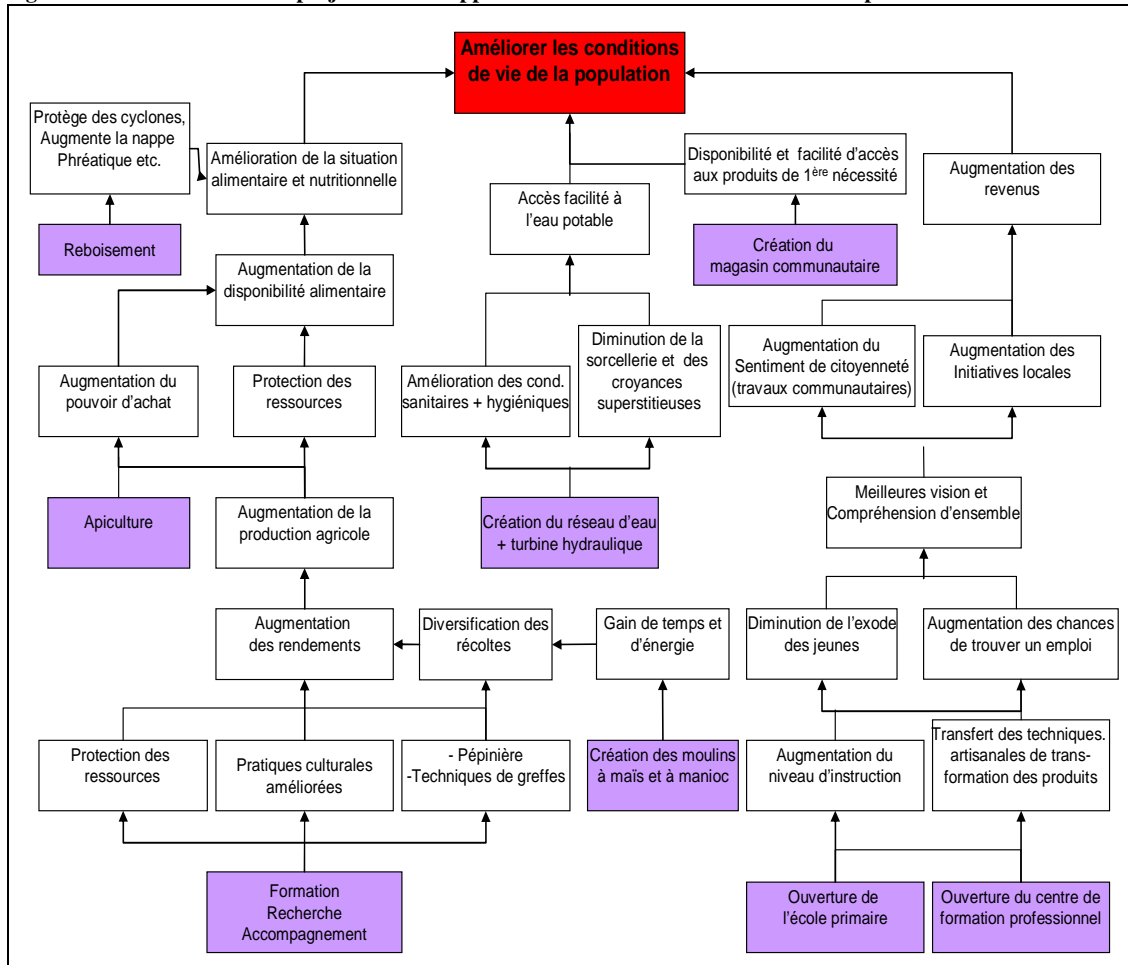
(...) Car lorsque, soit par héritage du passé (système colonial), soit par suite de quelque largesse erratique du pouvoir central, un équipement collectif se trouve confié à une communauté, tout se passe comme si chacun s'ingéniait à laisser les éléments naturels rétablir peu à peu la situation de départ : canaux ensablés, prises détruites par les cyclones ou fossés comblés suffisent à rendre inopérantes des installations que la volonté consciente accepte, ou même demande, mais que le vouloir inconscient refuse d'admettre dans la mesure où il n'existe pas de structure au sein du groupe susceptible de le gérer. (p.50)

J'aurais l'occasion de revenir sur ce sujet dans la partie analytique de ce mémoire étant donné qu'il représente un élément récurrent de ma recherche.

4.6 Schéma d'action des projets de développement d'OTM et des PFST à Café Lompré :

Le schéma d'action ci-dessous offre une vue d'ensemble sur les diverses actions de développement entreprises dans la région de Café Lompré ces deux dernières décennies, que j'ai eu la chance d'observer et dont j'ai obtenu suffisamment d'informations. Bien qu'il ne soit certainement pas exhaustif, il permet de mettre en lumière mes interprétations quant aux objectifs prioritaires et secondaires ainsi que les effets, parfois inattendus, de celles-ci.

Figure 5 Schéma d'action des projets de développement d'OTM et des PFST à Café Lompré



L'encadré rouge correspond à l'objectif prioritaire et final de tous les projets de développement, (projets intégrés), de Café Lompré. Les encadrés violets représentent les points de départ des actions et interventions d'OTM et des PFST. Les flèches symbolisent quant à elles les effets que ces démarches visent à produire.

En regardant d'un peu plus près le plan d'action ci-dessus, on remarque que les activités mises en place ne sont pas toutes liées les unes aux autres. Bien qu'elles visent à améliorer les conditions de vie de la population, leurs objectifs intermédiaires divergent. Toutefois, l'on peut regrouper ces derniers dans les trois secteurs suivants : l'éducation (scolaire), la formation pratique, les besoins de premières nécessités.

4.7 Observation participante à l'école "Immaculée Conception"

Après des débuts timides et modestes, les PFST de Café Lompré se sont vu octroyer la responsabilité, la gérance et/ou un droit décisionnaire et critique sur un grand nombre de secteurs d'activités de la région. Leur première initiative a été la reprise en main de l'école primaire du village, puis sa direction. Jusqu'alors, les enfants n'y avaient que très difficilement accès étant donné que l'école gouvernementale la plus proche se trouve à Trouin, à environ 5km de Café Lompré, soit 2 bonnes heures de marche. De plus, pour bon nombre de familles, les frais d'écologie sont trop élevés.

Croulant sous les problèmes politiques, économiques et environnementaux, l'Etat haïtien reste dans l'incapacité de répondre à ses engagements éducationnels et ne parvient à assurer la scolarisation que d'un quart des enfants environ. C'est pourquoi, ce secteur est en grande partie pris en charge par des religieux ou par des organismes privés locaux ou internationaux. Afin de garantir une certaine viabilité, ces établissements sont, pour la majorité, payants. Bien que certains tentent de réduire au maximum les frais d'inscription, comme l'école de PFST à Café Lompré, scolariser un enfant représente une charge très lourde pour les parents. Il faut non seulement payer l'écolage mais aussi l'uniforme, les chaussures et pour la plupart des écoles s'ajoute encore le matériel scolaire. Pour ce qui est de l'école des PFST de Café Lompré, les parents des élèves doivent payer des frais d'inscription annuels qui se montent à 150\$ haïtiens (750 gourdes ou environ 21\$ américains). Cette dépense qui peut sembler abordable représente beaucoup d'argent pour un paysan haïtien, car en milieu rural, l'argent est rare. Les gens consomment ce qu'ils ont produit et le peu de sous récoltés au marché ou par toutes autres activités professionnelles, est utilisé à répondre aux besoins de première nécessité. Sans oublier que dans ces régions, le nombre d'enfants par famille reste très élevé.

Avant la création officielle de l'école « *Immaculée Conception* », un citoyen, monsieur L., aujourd'hui casec¹³ du village, avait tenté de réagir à ce fléau. A cette époque, ce dernier parcourait les mornes, à la recherche d'enfants non scolarisés, dans l'espoir de les persuader à participer à quelques cours élémentaires. Ne disposant pas de local prévu à cet effet, l'enseignement était nomade et s'effectuait à même le sol, sous l'ombre d'un arbre, avec un matériel des plus rudimentaires. Suite à la réaction des PFST et d'OTM par la suite, quelques 200 élèves disposent à présent d'un bâtiment en béton sur deux étages avec 7 salles de cours, une aula, un bureau de direction et une grande cour de récréation. Un repas leur est fourni à la cantine scolaire située à quelques pas de la cour. Les maîtres étant bien entendu également invités à prendre cette collation qui se compose exclusivement de riz, sauce tomate et parfois sardines ou thons.



Figures 6 et 7 : Une salle de classe de l'Immaculée Conception



Figure 8 : Cantine scolaire à gauche et cuisine à droite

¹³ Equivalent en Haïti à un « maire de village »

L'enseignement est dispensé de 7h30 à 13h, avec une pause de 9h15 à 9h30. A partir de 10h30, les élèves se réunissent par groupe de deux classes et font un tournus toutes les demi-heures pour se rendre à la cantine. Les plus grandes salles de cours sont celles du rez-de-chaussée, qui accueillent les enfants des niveaux élémentaires, 1P, 2P et 3P. A l'étage, les salles de classe des 4P, 5P et 6P sont plus petites, car un grand espace est laissé vacant, faisant office de salle de conférence, de bibliothèque et d'aula, mais les élèves y sont également moins nombreux. Cet effet peut, entre autre, être dû à la "sélection naturelle" si j'ose dire. Car comme dans beaucoup d'autres pays en difficulté, les Haïtiens font beaucoup d'enfants. Ne pouvant pas forcément tous les envoyer à l'école au vu des frais de scolarisation ainsi que la diminution des forces de travail que cela sous-entend, seuls les plus performants auront la chance de poursuivre et idéalement, terminer leur scolarité primaire. En outre, il est évident que la dégradation de la situation économique des familles représente une des causes les plus importantes de la déscolarisation de beaucoup d'enfants. Toutefois, je me dois de souligner que des efforts considérables ont été effectués au niveau de l'accès à l'éducation de base et ce, dans l'ensemble du pays.

Les quelques jours d'observation participante et les remplacements que j'ai eu l'occasion d'effectuer à l'école Immaculée Conception, m'ont positivement surpris au niveau des conditions de travail offertes aux élèves, mais n'ont malheureusement pas modifié mes sentiments négatifs vis à vis de l'enseignement haïtien, car malgré la bonne volonté de nombreuses personnes, il est incontestable que les lacunes du système éducatif restent immenses ! Etonnamment et au contraire de la plupart des écoles visitées lors de mon séjour en 2001, les classes de l'Immaculée Conception ne sont pas trop surchargées (environ 30 à 40 élèves par classe tout de même) et la majorité des élèves disposent de leur propre matériel scolaire. Néanmoins, de grands changements au niveau des méthodes pédagogiques sont indispensables. En effet, ces dernières qui sont restées identiques depuis près d'un siècle, frisent parfois l'absurdité. Les enseignants continuent à faire ce qu'ils ont appris et vécu, à savoir faire réciter par cœur des notions qui restent totalement incompréhensibles au plus grand nombre d'élèves. De plus, l'utilisation de manuels scolaires dépassés, que ce soit au niveau du vocabulaire ou de la logique des énoncés, n'arrange rien. Il est d'ailleurs particulièrement décourageant de constater que le problème est profondément ancré dans les mœurs et la culture haïtienne, car bien que la plupart des instituteurs de l'Immaculée Conception aient obtenu leur diplôme de l'école normale (officiellement indispensable pour obtenir le droit d'enseigner dans le pays), ces méthodes archaïques perdurent, sont recommandées voire même prônées par certains enseignants ! Pour Pereira (2004) :

(...) Le système d'éducation en Haïti présente des lacunes graves, des plus inquiétantes. D'une part, le ministère de l'Education ne contrôle pas l'ensemble des écoles : un grand nombre d'entre elles existent sans répondre à des standards et à des normes prédéfinis – à cet égard, il paraît difficile de parler d'une éducation proprement nationale ; les curricula mis en pratique sont largement fantaisistes et laissés dans leur application à l'incompétence d'instituteurs et d'enseignants mal formés. D'autre part, elles sont légion les écoles qui ne disposent d'aucun matériel pédagogique consistant. On y enseigne à la volée, et l'enseignant, réel ou improvisé, est seul maître du contenu et des méthodes d'apprentissage. Sous ce rapport, on ne peut que déplorer le côté souvent folklorique, voire surréaliste, de la transmission des savoirs. Dans certains cas, ces derniers sont tout bonnement inventés. (p.3)

4.8 Observation participante et entretiens semi directifs au Centre de Formation Professionnelle de Café Lompré

A mon arrivée à Café Lompré, j'ai tout de suite pensé qu'une immersion au centre de formation professionnelle serait la porte d'entrée la plus adéquate pour réaliser mon étude. Dès le second jour, je m'y suis donc rendue, fermement décidée à me faire accepter et à mener à bien mon projet. Les choses qui m'ont immédiatement surprises sont les agrandissements et les nouveaux

aménagement des locaux, mais surtout, leur alimentation en eau et en électricité grâce à la turbine hydraulique, fonctionnelle depuis juin 2005. Mon étonnement a été d'autant plus présent quand, à mon entrée dans la salle principale de l'atelier couture, je me suis aperçue que toutes les prises étaient occupées par des téléphones portables. Autant victimes de la modernisation que le reste du monde, tous les jeunes du centre en profitent pour recharger leur appareil. Là, ils peuvent le faire gratuitement, ce qui n'est pas le cas des autres "bornes", où les propriétaires de génératrices ou de panneaux solaires facturent la recharge des téléphones.

4.8.1 Description des établissements du Centre Professionnel de Formation de Café Lompré

Comme je l'ai déjà laissé entendre plus haut, les PFST ne se sont pas arrêtés à la prise en charge de l'école primaire. En parallèle, ils s'efforcent d'unir les habitants des environs dans le but d'améliorer leurs conditions de vie quotidienne ; en aménageant la "route" par exemple ou en leur inculquant différentes théories et techniques agricoles, sanitaires, environnementales etc. Après quoi, les PFST font appel à des organisations internationales dans l'espoir de disposer de plus de moyens pour ensuite pouvoir évoluer de manière autonome. C'est dans ce même ordre d'idées, qu'ils décident en 1994, en collaboration avec OTM, d'ouvrir un Centre Professionnel de Formation destiné à terme, à autofinancer les frais de la cantine scolaire et qui sait, peut être même les frais d'écolage. Des champs communautaires avaient bien été réalisés dans le même but quelques années auparavant, mais ils ont finalement été abandonnés à cause du manque de garantie qu'ils supposaient (fragilité des sols, des récoltes et des conditions météorologiques), d'une sur-augmentation de la charge de travail des paysans et/ou d'un manque de motivation de leur part.

Les ateliers d'ébénisterie et de ferronnerie sont les premiers à ouvrir leurs portes en 1994. En 1998, le centre propose une filière destinée à un public féminin, que j'appellerais pour simplifier les choses, l'atelier couture, où plusieurs matières ménagères sont enseignées. Ici, les débats sur les problématiques genres ne sont pas à l'ordre du jour. Le destin de la majorité des femmes se résume et se cantonne toujours au devoir de devenir de bonnes épouses, mères et maîtresses de maison tout en étant accessoirement de bonnes paysannes et marchandes. La séparation est donc flagrante et totale ; les hommes poursuivant l'apprentissage des métiers d'ébéniste et de ferronnier alors que les femmes suivent celui de "l'atelier couture".

4.8.2 Cursus d'enseignement

Les trois ateliers professionnels fonctionnent selon une structure identique. Ils proposent une formation pratique et théorique sur trois ans aboutissant sur un diplôme dit national, décerné par la congrégation des Petits Frères de Sainte Thérèse.

L'année scolaire débute en septembre et s'achève au mois de juin. Deux semaines de vacances sont attribuées pour Noël et pour Pâques. Les cours ont lieu du lundi au vendredi, de 8h30 à 14h. Tout comme les élèves de l'école primaire *Immaculée Conception*, les apprenants du centre jouissent et partagent aussi un repas à midi.

4.8.3 Description générale des locaux

Le centre professionnel de Café Lompré compte deux bâtiments qui accueillent près de 50 élèves. Situés au bord de la "route principale", où les gens viennent attendre les camions à destination de Léogane ou de la capitale, ces derniers font office de "centre du village", d'autant

plus que le magasin communautaire ainsi que la boulangerie sont installés au rez-de-chaussée de l'un d'eux. Le premier bâtiment se présente de plein pied, dispose d'une salle de menuiserie et d'une salle de ferronnerie équipée du matériel adéquat, ainsi que de deux pièces de dépôt. Un peu plus loin, l'atelier couture a quant à lui été installé au premier étage du bâtiment voisin, au dessus du magasin communautaire. Trois pièces sont à la disposition des apprenties, une petite au fond à gauche destinée aux cours théoriques, à côté une cuisine, une vaste salle principale bordée d'une quinzaine de machines à coudre manuelles et d'une grande et longue table de couturière centrale, et enfin, un balcon, très apprécié les jours de grandes chaleurs. Annexée au bâtiment, la boulangerie ouverte deux à trois fois par semaine selon la disponibilité des matières premières.

Grâce à la récente apparition de la turbine, les deux bâtiments du centre professionnel de formation jouissent d'une alimentation en électricité. L'atelier couture dispose également d'une arrivée d'eau dans la cuisine et des toilettes ont été installées au rez-de-chaussée. Pour les élèves, ses conditions exceptionnelles donnent courage et espoir dans un avenir meilleur, le développement et l'épanouissement de leur région. Ces mesures visent également à freiner l'exode rural et à limiter ainsi le gonflement des bidonvilles de la capitale, les problèmes de prostitution et des enfants domestiques (connus sous le nom de "restavek" en Haïti).



Figure 9 Bâtiments des ateliers de ferronnerie et d'ébénisterie



Figure 10 Au rez : le magasin communautaire avec la boulangerie à droite.
A l'étage : l'atelier de couture

4.8.4 Programme des cours

Les journées des apprenants du centre débutent par une heure de cours de culture générale – Catéchisme, Savoir Vivre ou Comptabilité – où tous, filles comme garçons, sont réunis dans les locaux de l'atelier couture. La salle de théorie, meublée d'une trentaine de chaises à tablettes, d'un tableau noir et d'une petite table, ne pouvant accueillir tout le monde, les derniers apprentis arrivés s'installent dans la pièce principale. Une fois le cours théorique terminé, chacun retrouve les locaux de sa formation respective et suit les consignes de son professeur. Chaque cours pratique commence inmanquablement par la récitation d'une prière ou d'un chant religieux. Vient ensuite l'appel, puis la séparation du groupe par degré. Pour les garçons, les chargés de cours ne sont autres que des Frères de la congrégation, Frère Gérard pour ce qui est de l'atelier d'ébénisterie et Frère Samedi pour celui de ferronnerie, tous deux diplômés avant leur entrée chez les PFST. Comme les filles ont accès à diverses branches, à savoir la couture, la broderie, le crochet, la cuisine, la pâtisserie et l'art floral, elles disposent de trois enseignantes, chacune responsable d'activités bien définies :

- Amanda, directrice de l'atelier, responsable de la gestion et du stock de matériel. Professeure de cuisine, pâtisserie et d'art floral. A antérieurement suivi une formation similaire à celle proposée ici, chez les Petites Sœurs de Sainte Thérèse (PSST) et est venue s'installer dans la région pour l'ouverture de l'atelier couture, en 1998. Est en congé maternité durant mon passage à Café Lompré.
- Mme Dusse, professeure de couture et broderie. A effectué son apprentissage à Port-au-Prince.
- Tania, professeure de crochet, toujours en formation à Port-au-Prince.

Habituellement, ces trois enseignantes dispensent leurs cours par volée, selon un horaire hebdomadaire bien précis. Toutefois, je n'ai eu l'occasion d'observer que Mme Dusse et Tania au travail durant mon séjour étant donné qu'Amanda profitait d'un congé maternité. Durant les deux mois et demi passé sur le terrain, les cours de cuisines, pâtisserie et art floral se sont donc

faits rares, alors que ceux de crochet, de couture et de broderie sont devenus des activités quotidiennes.

A midi, deux ou trois élèves, (des filles bien entendu), sont chargées de préparer le repas selon un tournus journalier. A 12h30, tous les apprenants viennent chercher leur assiette et disposent de trente minutes de pause. Une dernière heure de cours et c'est le rangement, la prière de clôture et le retour à la maison.

Pour les garçons, le déroulement de la journée se passe un peu différemment. En ferronnerie, les élèves sont peu nombreux, ce qui facilite beaucoup la tâche de Frère Samedi. En effet, indépendamment de leur niveau de formation, tous ses élèves peuvent suivre ses consignes et exemples, bien que certaines activités soient réservées aux plus expérimentés. Frère Gérard, quant à lui, à plus de difficultés du côté de l'ébénisterie. Une trentaine d'apprenants participent à son enseignement et il a parfois de la peine à s'occuper de tout le monde !

4.8.5 Observation participante à l'atelier couture

Ma première entrée dans la salle de classe de l'atelier couture crée l'étonnement. Tania est la seule enseignante présente à ce moment là. Le cours théorique mixte s'est terminé il y a quelques minutes et toutes les jeunes filles me regardent avec de grands yeux interrogateurs. L'anxiété s'empare alors de moi et me laisse sans voix. Après quelques longues secondes de silence, je finis par me présenter timidement, par le biais d'un créole hésitant. Là, leurs visages s'éclaircissent et laissent apparaître quelques sourires. Un peu rassurée, j'essaie d'entamer le dialogue mais malheureusement, la gêne et/ou la timidité les ont rendues muettes ! Face à mon insistance, l'une d'elle se lance et me demande si je viens du Luxembourg. Je lui réponds que non, que je suis "suisse-haïtienne" et venue ici de manière indépendante pour réaliser mon travail de fin d'étude universitaire. Toutes paraissent rester perplexes à une telle réponse. Je leur explique alors que je suis là pour voir comment la région fonctionne et s'est développée ces dernières années, étant donné que j'avais déjà eu la chance d'y séjourner quelques jours dans le passé. Au même moment, Mme Dusse entre dans la pièce. Toute aussi étonnée par ma présence, elle vient me saluer. Apparemment, les PFST n'avaient prévenu personne de mon arrivée. Nous nous regardons avec insistance avant de réaliser que nous nous étions déjà rencontrées, six ans auparavant justement. Elle semble très heureuse de me revoir et apaise l'atmosphère en relatant des souvenirs communs. Les apprenantes reprennent leur travail, tout en gardant un œil embarrassé sur moi. Ne désirant pas perturber le bon déroulement de leur journée, je m'installe dans un coin de la salle principale et commence à noter mes premières observations sur mon carnet de bord. Inquiètes, les filles ne savent comment réagir et changent de comportement. Alors qu'à mon arrivée régnait une ambiance décontractée, elles n'osent maintenant plus parler et fixent leurs regards sur leur ouvrage. Tania, intriguée par mon cahier, passe régulièrement vers moi, essayant ouvertement et maladroitement de lire par dessus mon épaule. Ne sachant pas trop quoi dire, je la laisse faire et évite d'y prêter trop attention. Bien qu'elle sache lire, Tania ne maîtrise pas bien la langue française et n'arrive pas à capter le sens des mots que j'inscris sur le papier. Mes abréviations et symboles n'arrangeant rien, elle se résigne finalement à me demander ce que j'écris et commence une lecture saccadée à haute voix. Voyant que toutes les élèves sont attentives à ce qui se passe, je l'interromps et lui explique que mon but est juste de décrire le déroulement d'une journée classique dans l'atelier et qu'il ne faut pas prêter attention à moi. Consciente que ces paroles ne suffiraient pas à gagner leur confiance et soucieuse de garder une certaine crédibilité, je décide de leur lire un passage habilement choisi ; celui décrivant minutieusement la salle de classe. Soulagées, elles rient et se replongent dans leur travail.

Au moment du repas, les trois élèves de corvée sont toutes contentes de me servir une assiette. Au menu, rien de surprenant : riz, lentilles et sauce tomate quand le budget le permet. Les garçons s'installent sur les marches de l'escalier extérieur alors que les filles restent dans la

grande salle ou sur le balcon. Cette séparation bien marquée et quasi permanente entre les filles et les garçons m'a d'ailleurs frappée. En effet, dans l'enceinte du centre de formation, malgré des cours théoriques en communs, ces derniers n'ont pratiquement pas de contacts, sans doute par gêne, tabou ou instructions parentales.

A 14h, toutes les apprenantes ont la charge de nettoyer l'atelier tandis que les enseignantes attendant sur le balcon avant de passer à l'inspection. Une prière de remerciement et chacun peut alors prendre le chemin du retour.

De manière générale, je pense avoir été bien acceptée par l'ensemble des intervenants de l'atelier couture (Frères, professeurs et élèves). Mon intégration ayant incontestablement été facilitée par mon sexe, mon âge et le fait que je parle créole. Voyant que je n'étais finalement pas si différente d'elles, la méfiance des apprenantes et de Tania s'est tranquillement estompée. Mais cela n'a pas été chose facile ou anodine, car comme je l'ai mentionné plus haut, elles n'avaient pas été averties de mon arrivée. Au quel cas, elles auraient peut-être été moins méfiantes, timides et gênées. Il faut également dire à leur décharge qu'elles avaient du mal à me donner un statut. Ni professeure, ni élève, elles ne comprenaient pas ma présence dans leur classe. Je pense d'ailleurs que ce sont les deux jours passés à apprendre les rudiments du crochet qui m'ont concrètement permis de briser la glace. Heureuses de me voir "mettre la main à la pâte", toutes étaient curieuses de voir si j'avais du talent. Me donnant quelques conseils, elles observaient mon avancée. Certainement déçues par mes prouesses et réalisant que mes aptitudes dans le domaine étaient limitées, c'est avec des rires un peu moqueurs qu'elles m'ont finalement autorisée à reprendre mon cahier et mon stylo les jours suivants.

Mme Dusse est la seule personne à ne pas m'avoir fait ressentir cette méfiance. Absolument pas perturbée ou déstabilisée par ma présence, celle-ci a continué à effectuer ses activités comme à son habitude. Mon interprétation m'amène à penser que cela était peut-être dû à sa grande expérience de l'enseignement de la couture et par le fait que je ne lui étais pas totalement étrangère.

Les nombreuses heures passées en compagnie des étudiantes du centre de formation professionnelle m'ont permis de nouer de réels liens d'amitié avec certaines d'entre elles. L'enrichissement personnel et la joie qui en découlent sont quant à eux indescriptibles.

4.8.6 Objectifs poursuivis et public visé

La création du Centre de Formation Professionnelle de Café Lompré a initialement été basée sur quatre objectifs :

1. Former des jeunes en leur transmettant les connaissances et compétences nécessaires pour qu'à l'avenir, ils puissent prétendre à un métier.
2. Limiter l'exode rural des jeunes et les encourager à prendre leur vie en main.
3. Revaloriser les travaux et métiers manuels.
4. Autofinancer les cantines scolaires (de l'école primaire et du centre).

Les formations des trois ateliers sont destinées aux jeunes des environs, pour la plupart enfants de paysans analphabètes. (Les estimations de 2007 du taux d'analphabétisme des adultes se montent à plus de 50% de la population). Alors que les écoles primaires sont aujourd'hui plutôt bien représentées et suffisantes dans la zone, les écoles secondaires se font quant à elles beaucoup plus rares. Pour tout dire, il n'y en a que deux dans les alentours ; une tenue par des religieux épiscopaux et l'autre, dirigée par une allemande installée en Haïti depuis une vingtaine

d'années. Si l'on élargit le périmètre à une quinzaine de kilomètres carrés, on trouve alors trois autres écoles secondaires. Sur ces cinq établissements, seul un, (celui de Trouin), est national. Il va sans dire qu'il n'y a pas de faculté universitaire. Le centre de formation professionnelle des PFST est l'unique organisme qui propose un apprentissage spécifique et pratique.

Un des gros problèmes est donc la déscolarisation précoce de beaucoup d'enfants mais aussi, l'hémorragie continue dont souffrent non seulement les milieux ruraux, mais aussi à une plus grande échelle, le pays tout entier. En effet, la majorité des personnes formées et qualifiées recherchent des opportunités extérieures, principalement au Canada ou aux Etats-Unis, et quittent le pays dès qu'ils en ont l'occasion. Difficile d'ailleurs de les en blâmer quant on connaît la situation catastrophique de l'économie haïtienne. Mais cette réalité entraîne aussi des conséquences en cascades, à savoir avant tout un manque évident de professionnels compétents (tous domaines confondus). Le secteur de l'éducation n'est en rien épargné. J'ai déjà relevé le fait que la formation des enseignants présentait souvent des lacunes tout comme les méthodes pédagogiques, mais plus on gravit les échelons du cursus scolaire, plus ces problématiques s'intensifient. Chaque année, les directeurs d'écoles secondaires doivent lutter pour trouver des enseignants qualifiés et prêts à s'investir pour une durée minimale d'une année, de peur de les voir s'envoler vers d'autres propositions plus juteuses à l'étranger. Selon les informations récoltées à ce sujet, les professeurs de français et des branches scientifiques seraient les plus difficiles à dénicher.

Au fil de mes entretiens, j'ai réalisé que les apprenants du centre étaient pour beaucoup, des jeunes qui avaient interrompu leur scolarité, par manque de ressources économiques, intellectuelles ou motivationnelles. Grâce à l'ouverture de ce centre professionnel, ils ont obtenu une opportunité de poursuivre leur éducation et de mettre un pied dans la vie active. Bien qu'ils continuent à nourrir des doutes quant à leur véritable avenir professionnel, tous sont ravis de pouvoir suivre leur formation à la campagne, près de chez eux et aimeraient voir le centre s'agrandir et diversifier ses ateliers de formation.

Plusieurs d'entre eux ont des frères et sœurs partis à Port-au-Prince ou même en République Dominicaine, dans l'espoir d'y "trouver la vie"¹⁴, un travail ou d'y terminer une formation. Malheureusement, rares sont ceux qui y parviennent étant donné que les écoles réputées y sont coûteuses, la concurrence rude et les possibilités de travail maigres.¹⁵ Face à ce constat, les jeunes de la région considèrent vraiment ce centre de formation comme une aubaine. Lucides et conscients des dangers et dérives de la capitale, ils s'estiment privilégiés d'avoir une telle structure à disposition et veulent en profiter. Même les deux heures de marche que beaucoup doivent endurer pour se rendre au centre ne les découragent pas.

La plupart d'entre eux rêvent de trouver un emploi ou de travailler à leur compte une fois leur diplôme obtenu, alors que d'autres espèrent reprendre le chemin de l'école et terminer le cursus "obligatoire", (soit l'équivalent de la 9^{ème} du cycle d'orientation à Genève).

4.9 Fonctionnement des établissements

Comme déjà expliqué précédemment, les journées des apprentis du centre de formation professionnelle de Café Lompré débutent à 8h30 et s'achèvent à 14h. Toutefois, il est fréquent que l'on libère la classe un peu plus tôt les vendredis. En cas de mauvais temps, les cours sont annulés pour des raisons de sécurité, d'inondation et de bon sens ! Les élèves qui se seraient malgré tout déplacés devront rebrousser chemin et ne recevront malheureusement pas de repas.

¹⁴ Expression haïtienne courante.

¹⁵ A Port-au-Prince, 70% des moins de 30ans sont sans emploi. (TDH rapport 2003)

Les formations des ateliers du centre professionnel de Café Lompré ont eux aussi un coût. Loin d'amortir les investissements initiaux ou les frais d'entretien, les apprenants doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle de 150\$ haïtiens (soit 750 gourdes ou une vingtaine de dollars américains), payable en trois fois. Cette somme couvre les frais d'inscription et de la cantine. Pour les jeunes filles de l'atelier couture s'ajoute d'autres frais, à savoir l'acquisition de l'uniforme et du matériel nécessaire au bon suivi des cours : pelotes de laine, crochet, fils, ciseaux, aiguilles, tissus etc.

Le port de l'uniforme est encore très présent dans la société haïtienne. Signe de valeur et de reconnaissance, il permet aussi de masquer les inégalités sociales. Chaque institution dispose de ses propres couleurs et en le portant, les élèves sont fiers de montrer qu'ils ont la chance de suivre une instruction.

Pour des raisons pratiques et de sécurité, les garçons des ateliers de ferronnerie et d'ébénisterie ont été dispensés du port de l'uniforme. Loin de les en jalouser, il arrive que des apprenties fassent entorse à la règle et viennent en tenue civile. Il s'agit en général des élèves de dernière année qui n'en voient plus l'intérêt et/ou n'ont plus les ressources ou l'envie de s'en procurer un nouveau. Il arrive également qu'en fin de semaine, des étudiantes ne mettent pas leur uniforme afin d'être libres de partir en ville ou autre, directement après les cours. Dans ces cas, les PFST et les enseignantes font preuve de compréhension et ne les réprimandent pas.

Les élèves du centre professionnel que j'ai interrogé avaient tous entre 16 et 35 ans. La plupart se font payer la formation par leurs parents ou d'autres membres de leur famille. Certains, surtout chez les garçons, travaillent à côté pour se l'offrir. D'autres enfin, sont secrètement pris en charge par les PFST, en échange d'une coopération et participation régulières, aux champs par exemple.

4.9.1 Cours théorique

Chaque matinée commence donc par une heure de cours théoriques, assurés par les Frères :

- Lundi : Cours de gestion, enseigné par Frère Samedi
- Mardi : Cours de catéchisme, enseigné par Frère Jules
- Mercredi : "libre" (pas de cours théorique)
- Jeudi : Cours de comptabilité, enseigné par Frère Jordan
- Vendredi : Cours de savoir vivre, enseigné par Frère Martin

Théoriquement, ces cours commencent à 8h30, mais comme les élèves ont souvent du retard, il est fréquent que les Frères attendent quelques minutes. Les derniers arrivés sont les moins bien placés ; assis à l'extérieur de la salle de cours avec une vue limitée, parfois inexistante sur le tableau noir, car comme je l'ai déjà expliqué plus haut, les cours théoriques se déroulent dans la petite pièce du fond à gauche de l'atelier couture. Celle-ci est munie d'une vingtaine de chaises à tablettes, d'une table faisant office de bureau du maître, d'un tableau noir et de deux fenêtres permettant à la luminosité d'entrer.

N'ayant malheureusement pas eu l'occasion de participer au cours de gestion, les commentaires qui vont suivre à propos des cours théoriques ne concerneront pas cette matière. Comme sous entendu plus haut, il est courant que ces leçons soient écourtées et ne durent en réalité que 45 minutes. Durant ce laps de temps, les Frères s'évertuent, tant bien que mal, à transmettre les bases de la matière qui leur a été attribuée, en général par le biais de la langue créole. Toutefois, les annotations au tableau sont, la plupart du temps, écrites en français. Leur tâche est d'autant plus complexe du fait que tous les élèves ont des niveaux d'éducation très différents. Certains ont entamé, voire même terminé leur cycle secondaire, alors que d'autres ne sont pas arrivés à

bout du cursus primaire. Par conséquent, on comprend que le contenu des leçons reste élémentaire. Les chapitres ne se succèdent que très lentement. Pour ce qui est du catéchisme par exemple, Frère Jules n'a pas réussi à venir à bout du chapitre des sacrements durant la période de mon séjour (soit 7 semaines). Il a passé près de trois séances à expliquer le terme de "baptême", ses diverses utilisations et significations. Quant à Frère Martin qui enseigne le "savoir vivre", il a passé beaucoup de temps sur le chapitre des règles de politesse. Enfin, durant ce même laps de temps, Frère Jordan s'est évertué à décrire la comptabilité comme une science et un art, bien que cette explication semble être restée imperméable à la compréhension des élèves.

De manière générale, les apprenants m'ont donné l'impression de moins apprécier ces cours théoriques que les cours pratiques. En effet, ces derniers ne montrent pas une grande motivation et ne participent activement que lorsqu'ils y sont forcés. La majorité du temps, ils laissent le professeur énoncer son monologue en regardant dans le vide. Mais je me dois tout de même de dire à leur décharge, que les contenus de ces cours sont parfois si abstraits, ou abordés de manière si philosophique, qu'ils ne sont pas stimulants et deviennent ennuyeux, voire même absurdes. Voici par exemple la définition de la comptabilité de Frère Jordan :

Comptabilité : -« Art qui conserve les traces des opérations financières et administratives. Il permet d'évaluer la situation d'une entreprise, de savoir si elle est en difficulté ou pas ».

Un comptable : -« Est un artiste qui enregistre toutes les opérations ».

Les élèves, qui n'ont apparemment aucune idée de ce que représente la comptabilité, en restent perplexes. Alors qu'ils ont déjà de la peine à déchiffrer ce qui est écrit au tableau, Frère Jordan poursuit fièrement sa définition :

« Il (le comptable) est tenu de faire tous les ans, sous seing privé, un inventaire de ses effets immobiliers, de ses dettes actives et passives, de les copier année après année sur un registre spécial destiné à cet effet. » (Article 10 de la Loi sur le Commerce)

N'osant pas montrer qu'ils n'ont rien compris, les élèves retranscrivent bêtement ces annotations qu'ils s'efforceront à apprendre par cœur en période d'examens. Bien que Frère Jordan tente de leur traduire en créole l'article pour améliorer leur compréhension, ces derniers demeurent largués car ils n'arrivent pas à projeter les dires de leur professeur sur leur quotidien. Au lieu de s'étendre à philosopher et à suivre les articles de la Loi sur le Commerce, je pense qu'il aurait été plus pertinent d'utiliser des situations familières pour illustrer ces explications. Mais quand en aparté, j'en fais la proposition à Frère Jordan, celui-ci m'indique que ces articles sont justement le niveau le plus basique à la suite duquel, il pourra ultérieurement donner des exemples concrets, (que je n'ai malheureusement pas eu l'occasion d'entendre...).

L'enseignement de Frère Martin, organisé et inculqué à l'oral comme à l'écrit en créole, est quant à lui mieux perçu et compris par les élèves, bien que selon moi, le ton employé était monotone et que certaines informations étaient encore une fois quelque peu douteuses. En effet, comment peut-on affirmer que les règles de politesse et de savoir vivre sont foncièrement différentes en Haïti et aux USA ; que là bas, en cas d'accident il ne faut surtout pas s'arrêter et prêter assistance à quelqu'un, car « *cela peut vous retomber dessus et on pourrait dire que c'est de votre faute !* » Certes, de tels événements sont effectivement survenus aux Etats-Unis, mais peuvent également arriver n'importe où ! J'entends bien qu'historiquement, les Haïtiens ont pas mal de raisons d'avoir des rancunes contre les Américains, mais un tel discours me semble inadéquat et injustifié. En y regardant de plus près, j'imagine qu'il vise aussi à décourager les jeunes à fuir le pays et à leur faire réaliser que les Etats-Unis sont loin d'être un eldorado parfait. Mais même si le "rêve américain", symbole du "tout est possible" demeure encore un fantasme bien présent du peuple haïtien, je trouve tout de même exagéré de faire de telles généralités et de stigmatiser le comportement des Américains de la sorte.

De mon point de vue, le cours de catéchisme de Frère Jules était le plus interactif. Faisant preuve de plus de dynamisme que ses confrères, ce dernier s'occupe d'abord des premières années dans la petite salle, alors que les 2^{ème} et 3^{ème} années s'affairent à recopier leur leçon dans la pièce centrale dans laquelle il a préalablement soigneusement disposé un petit tableau noir. Son intonation et sa gestuelle l'aident à captiver les élèves qui ne disent mots. Afin de se faire comprendre, Frère Jules n'hésite pas à recourir à des exemples proches de leur réalité et de leur quotidien, à faire des blagues ou à utiliser des expressions qui les interpellent. Enfin, pour être sûr que les apprenants le suivent, il leur demande de terminer certaines de ses phrases.

4.9.2 Cours pratiques

Au niveau des cours pratiques, je me suis largement focalisée sur l'atelier couture. Non pas que les formations d'ébénisterie et de ferronnerie ne m'intéressaient pas, mais tout simplement pour des raisons pratiques et morales peut être aussi. Etant moi-même de sexe féminin, il paraissait logique à tout de monde que j'axe mon travail exclusivement sur l'atelier destiné aux filles. Bien que j'aie antérieurement prévenu les Frères que ce n'était pas mon intention, j'ai malgré tout choisi de commencer par là, en pensant que cela me permettrait de me familiariser avec les environs et que ça faciliterait mon approche avec les étudiants masculins. Mais après plusieurs jours passés à l'atelier couture, mes rapports avec ces derniers n'avaient que peu évolué malheureusement. Seul deux ou trois d'entre eux avaient osé venir à ma rencontre me saluer et faire connaissance, tandis que les autres restaient à l'arrière, muets, avec un air embarrassé.

Mes tentatives de présentation dans leurs ateliers respectifs n'ayant pas rompu la glace, je n'ai pas réussi à m'intégrer convenablement dans leur groupe et n'ai donc pas pu y mener de longues observations. Toutefois, tous ont accepté de se soumettre à mes entretiens individuels, (comme les filles d'ailleurs).

Pour ce qui est de l'organisation des cours de l'atelier couture, (cuisine, pâtisserie, crochet, broderie et art floral), chaque volée dispose d'un planning particulier. L'absence prolongée de la directrice, Amanda, a néanmoins eu des répercussions significatives sur le contenu et le déroulement des cours. Durant le temps de mon enquête, plusieurs modifications et adaptations ont effectivement dû être effectuées. Les leçons de cuisine et pâtisserie se sont raréfiées, laissant des places plus importantes au crochet, à la couture et à la broderie. L'art floral a également été laissé pour compte, par manque de matériel et de ressources financières cette fois.

Après deux jours seulement d'observation, je me demande où va l'ensemble des produits confectionnés dans les divers ateliers. Je pose alors la question aux responsables d'ateliers et reste stupéfaite quand j'apprends qu'ils sont pour la grande majorité stockés dans un réduit attendant au bâtiment. Même les vêtements, nappes et décorations minutieusement fabriqués à l'atelier couture ne sont pas revendus. Etant donné qu'elles ont payé les matières premières de leur poche (tissus, fils, laine), les apprenantes sont donc contraintes de garder leur ouvrages chez elles ou les "dé-crochètent" afin de récupérer la laine et la réutiliser sur d'autres ouvrages.

Plusieurs facteurs expliquent ce travers :

- La situation géographique :

Le fait que le Centre de Formation Professionnelle soit situé à Café Lompré entraîne une situation à double tranchant. D'un côté, tout le monde apprécie et félicite le fait qu'une instruction pratique et manuelle soit disponible à la campagne et dissuade par conséquent, les jeunes à partir pour la capitale. Mais de l'autre côté, Café Lompré est une région reculée et difficile d'accès, où rares sont les potentiels clients.

- Les moyens de communication :

La pseudo route menant à Café Lompré est dans un tel état de délabrement que seuls les véhicules 4x4, les camions et les moto-cross peuvent l'emprunter. Le trafic routier journalier y est donc relativement faible, avec une dizaine de camions, d'occasionnelles voitures et une vingtaine de motos faisant des allers et retours entre le carrefour Saint-Etienne et Baudin (dernier village desservi). Bien que les PFST disposent d'un pick-up, certains articles restent difficiles à déplacer, comme les meubles de la menuiserie qui sont réalisés en bois massif et sont de ce fait, lourds et imposants. La ferronnerie se heurte également à un problème de transport et ne peut répondre à la demande de barrières ou portails en fer forgé, à moins de se rendre directement sur place ou à proximité, avec tout le matériel nécessaire pour travailler. Les marchandises réalisées par les jeunes filles de l'atelier couture sont quant à elles plus facilement transportables mais ne trouvent malheureusement pas preneur pour autant, à cause du manque de points de vente.

- Manque de publicité et de marketing :

Les stratégies commerciales des produits des ateliers professionnels sont quasi inexistantes. Seule une exposition annuelle est organisée à l'occasion de la remise des diplômes des élèves du centre. Pour cet événement, certains travaux sont envoyés à Port-au-Prince et sont présentés à un plus large public. Cette exception faite, le centre ne jouit d'aucune publicité télévisée, radiophonique ou même journalistique. Son unique moyen de se faire connaître réside dans le "bouche à oreille" et le réseau de la communauté des PFST. Cette dernière étant représentée aux quatre coins du pays, elle s'évertue à promouvoir ses activités en proposant ses services, mais les contrats restent exceptionnels. En outre, la communauté des PFST et celle des PSST s'efforcent à faire tourner leurs affaires en ayant recours au troc, entre leurs différents établissements.

- Le pouvoir d'achat :

Quand on sait qu'en Haïti, plus de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, soit, avec moins de 2 dollars américains par jour¹⁶, on comprend facilement que le pouvoir d'achat des Haïtiens est très limité. Si la totalité du/des revenu(s) de la famille ne se noie(nt) pas dans les dépenses alimentaires, le restant est utilisé pour répondre aux autres besoins de première nécessité, aux frais de transport, d'écolage ou d'habillement. L'acquisition de meubles et de gros œuvres est inaccessible pour la majorité, à moins d'en hériter, d'avoir fait l'objet d'un don ou de tuer et vendre du bétail.

Seuls les gens aisés et la diaspora représentent des clients potentiels dans le pays. C'est pourquoi, il est passablement difficile d'écouler la marchandise produite à la campagne. De plus, il ne faut pas négliger le fait qu'une quantité astronomique de matériel et denrées alimentaires en tous genres est importée dans le pays, et que les ouvriers et paysans locaux, subissent les effets pervers d'une concurrence déloyale. En effet, les productions locales reviennent plus chères que celles importées des pays voisins, en particulier des Etats-Unis.

Ayant également constaté que le centre professionnel de formation n'attirait pas assez de consommateurs, les PFST ainsi qu'OTM envisagent d'ouvrir une salle d'exposition à Sigueneau, (localité sur la route du Sud, à quelques kilomètres de la ville de Léogane). Durant mon séjour, celle-ci est en construction mais tous aimeraient la voir fonctionner au plus vite.

¹⁶ Tiré de « France 24 », journal d'actualité international 24h/24h, mardi 13 mai 2008, 23h30.

Bien que les difficultés de transport du matériel restent d'actualité, ils espèrent augmenter sensiblement leurs ventes, car jusqu'à présent, le centre fonctionne à perte. Sans l'aide financière régulière d'OTM, ce dernier aurait déjà dû fermer ses portes depuis longtemps. Selon tous les acteurs directs ou indirects de ce projet, cette mesure est essentielle à la survie du centre et vise également à répondre à l'objectif d'autonomie, initialement évoqué.

Bien que les produits confectionnés par les apprenants du centre soient incontestablement de bonne qualité, Frère François me confie ne pas vouloir exposer les travaux des élèves de l'atelier couture dans la future salle, sous prétexte qu'elles ne sont pas encore des professionnelles. Ce dernier ne modifiera guère ses positions, même après que je lui ai fait prendre conscience qu'aucun des élèves, (toutes filières confondues), n'est professionnel étant donné qu'ils sont tous en formation justement ! Pour moi, un tel point de vue est incohérent et injustifié. En agissant ainsi, je me demande comment ne pas développer une frustration et une jalousie aiguës entre les étudiants des diverses filières du centre et plus généralement, comment espérer que les filles cessent de se dévaloriser et croient en leurs capacités ?

4.10 Entretiens semi directs avec les apprenants du centre de formation professionnelle de Café Lompré

Après une dizaine de jours passés à Café Lompré à observer les cours de l'atelier couture principalement, à me balader dans le village et à aller à la rencontre de la population, je décide de commencer ma récolte de données avec les apprenants du centre, en procédant à des entretiens semi directs dont le canevas est présenté en annexe.

Installée sur un bureau bancal dans la partie du bâtiment réservée à la direction ou du moins aux actions administratives, les élèves me rejoignent tour à tour dans la petite salle. Celle-ci, qui devait initialement être destinée à accueillir des élèves désirant suivre des cours d'informatique, ressemble plutôt à un cimetière d'ordinateurs. Apparemment mal à l'aise et soucieux de savoir ce qui va leur arriver et ce que je vais leur demander, certains frappent à la porte sans oser entrer seul, malgré mes invitations verbales. Je sens bien que l'endroit les impressionne et ne les met pas en confiance mais je n'ai malheureusement pas le choix. Aucun autre lieu à proximité, à l'abri des regards, des pluies passagères et surtout du bruit (chants des coqs, menuiserie, ferronnerie etc.), n'est disponible.

Les entretiens avec les filles de l'atelier couture m'ont pris une semaine complète. Comme elles avaient eu le temps d'apprendre à me connaître, les 33 élèves ont toutes accepté de se soumettre à mes questions. Moins disponibles, 12 élèves en ébénisterie, soit la moitié, se sont prêtés au jeu. Enfin, seuls 3 étudiants en ferronnerie sur 6 ont participé, l'un étant absent, un autre s'étant déjà entretenu avec moi à l'occasion de mes entretiens avec la population et le dernier ne désirant pas être interrogé, sous prétexte qu'il a terminé sa formation et a pour mission d'assister le professeur.

Dans l'ensemble, les questions qui leurs ont été posées touchaient les domaines suivants :

- leur situation familiale,
- leur parcours scolaire,
- leur état de satisfaction concernant la formation suivie,
- leurs moyens de subvention pour les frais d'écologie,
- leur(s) projet(s) d'avenir,
- leur accessibilité à l'eau (potable ou non)

- leur(s) connaissance(s) vis-à-vis du traitement de l'eau,
- leur(s) point(s) de vue sur le développement de la région et les besoins prioritaires.

Bien que la majorité des élèves interviewés paraissent ou avouaient être impressionnés par cette situation formelle dont ils n'avaient pas vraiment l'habitude, tous se sont efforcés de répondre au mieux à mes interrogations. Malgré leur bas niveau d'instruction, j'ai été très agréablement surprise par leur implication et envie de bien faire.

4.11 Cheminement du projet d'eau

Le projet d'alimentation en eau potable est assurément celui qui a été le plus onéreux, sur le plan financier bien sûr, mais aussi et surtout en termes de savoir faire, des innovations technologiques, de participation physique et de ressources matérielles. Avant de pouvoir entamer les travaux qui ont aujourd'hui abouti à la présence de 7 kiosques à eau à Café Lompré et dans ses environs, Enfants Du Monde (EDM) d'abord et OTM ensuite, se sont efforcés à préparer et éduquer les villageois à respecter l'eau. Des journées de sensibilisation sur la manière de la traiter et de la consommer, ont et continuent ainsi à être organisées. S'adressant à un public majoritairement constitué de personnes analphabètes, les intervenants d'OTM ont dû imaginer et adapter leur enseignement. En élaborant et en s'appuyant sur un matériel pédagogique ludique et imagé, (jeux de cartes ou fiches pédagogiques illustratives dans la plupart des cas), ils ont commencé par revoir les habitudes sanitaires des villageois. Bien que cela représente un travail de longue haleine, force est de constater que petit à petit, l'illustration visuelle de leurs comportements et des conséquences négatives de ceux-ci sur leur environnement, a fini par payer et les amène à changer leurs habitudes sanitaires. Etant donné que je ne suis pas parvenue à me procurer les fiches utilisées par OTM, j'ai décidé de présenter ci-dessous, un exemple de fiches pédagogiques utilisées pour le programme de Bainet (localité à quelques kilomètres au sud de Café Lompré). Ces illustrations sont destinées à promouvoir la création et l'utilisation des latrines et donc par la même occasion, à montrer à la communauté paysanne, quels sont les réflexes à avoir ainsi que les pratiques de décontamination de l'eau. (Arangaray & Delsaart, 2000).

Animation sur la contamination et les moyens de l'éviter :		
Série sur la contamination de l'eau : 5 dessins		
		
Animation n° 1 : dessin n° 1 : Mun k'ap twalèt até ¹⁷	Animation n° 1 : dessin n° 2 : Lapli ap gaye mikwob ki nan poupoupa ¹⁸	Animation n° 1 : dessin n° 3: Yon danm vin pran dlo Une dame vient prendre l'eau à la rivière

¹⁷ Traduction de la 1^{ère} vignette : Les gens qui font leurs besoins par terre.

¹⁸ Traduction de la 2^{ème} vignette : Les microbes des selles sont entraînés par la pluie.



Figure 11 : Animations pour la promotion, la création et l'utilisation de latrines.

Malgré ce type de support imagé, certains rapports d'activité d'OTM montrent l'étonnement de leurs collaborateurs quand des villageois posent des questions invraisemblables ou ne se sentent pas concernés par ce qui est dit, sous prétexte par exemple, que le dessin des fiches pédagogiques met en scène une femme et non un homme !

Selon mes sources sur place, EDM s'était contentée (et c'est déjà beaucoup) de financer la construction de plusieurs citernes, destinées à la récupération de l'eau de pluie, avant de mettre fin à ses actions dans la région. OTM a quant à elle voulu aller plus loin dans ses démarches, en visant une amélioration significative, stable et durable du quotidien de la population, indépendamment des saisons. Pour ce faire, il a fallu attendre l'arrivée en 1990 de Felix Zenner, aujourd'hui directeur de l'organisation OTM. Fortement peiné de constater les difficultés des habitants et surtout des jeunes filles vouées à marcher de longues heures pour rapporter la denrée rare mais néanmoins indispensable à leur famille, Felix a tout d'abord pensé à développer un réseau avec Meyer. Contrairement à Café Lompré, ce village voisin jouit de plusieurs sources. A cette époque déjà, certaines avaient été captées, mais mal protégées (latrines en surplomb, réservoir non fermé laissant accès à de petits animaux etc.). C'est ainsi qu'OTM s'est proposée de rénover les installations et de fabriquer un réseau de distribution jusqu'à Café Lompré. Cette proposition n'ayant pas été contestée par les villageois, les travaux de canalisation entre les deux hameaux ont été réalisés. Alors que l'organisation pensait avoir surmonté le plus dur, elle se heurta à des difficultés qu'elle n'avait pas prévues ; la mesquinerie des gens et leur manque de vision commune caractérisée ici par l'expression « mank de tèt ansanm ». En effet, la réussite du projet n'a été que temporaire, car les villageois cassaient régulièrement les canalisations afin de s'approvisionner personnellement. Le débit se faisant de plus en plus faible, l'eau n'arrivait que rarement jusqu'à Café Lompré. De plus, des jalousies et rivalités s'étaient installées au sein des deux communautés, les uns reprochant à leur voisin de les déposséder de leur eau, les autres contrariés et frustrés de ne pouvoir y accéder facilement, malgré les efforts fournis. A leur décharge, il faut toutefois préciser que ces personnes vivent en société, de façon individuelle. Je m'explique : Comment espérer que des individus qui habitent le même lieu se comportent de manière civilisée s'ils ne bénéficient et ne possèdent aucun organisme qui leur montre ce que cela implique et comment cela fonctionne ? Complètement délaissés par l'Etat et livrés à eux-mêmes, ils manquent cruellement d'organisation communale, de comités et d'associations les représentant. Imaginez le chaos dans lequel nous serions plongés si tous les services techniques de nos communes étaient supprimés et qu'à notre tour, nous devions nous organiser seuls pour réagir à cette situation !

Bien que les intervenants d'OTM aient enterré les conduites à une vingtaine de centimètres de profondeur, les dégradations ont continué, tout comme le malaise communautaire d'ailleurs. Lassée par les innombrables dépenses des réparations du réseau de distribution d'eau, l'organisation commença à avoir des doutes quant au succès de ce projet. Alors que Felix était sur les lieux pour évaluer les dommages d'une ixième détérioration, il décida de partir à la

recherche d'une source propre à Café Lompré et mit finalement un terme au partenariat d'approvisionnement en eau des deux villages.

Pendant, un problème de taille empêchait les habitants de Café Lompré de se réjouir. La source découverte par Felix était située au fin fond d'une ravine, à plus de 150 mètres de dénivelé, dans un "quartier" appelé « Bois Debout ». Autant dire que les Haïtiens du coin n'avaient aucun espoir d'accéder à cette eau sans avoir à dévaler la montagne, car comme tout le monde le sait ici :

« Dlo pa monte mòn ! » (Littéralement : « *L'eau ne monte pas les montagnes !* »)¹⁹

Mais grâce à la ténacité et à la débrouillardise des intervenants, ils ont bien fini par y croire. Un impressionnant funiculaire a d'abord été installé pour faciliter la construction du captage. Mis en fonction le 31 décembre 1999, celui-ci a d'abord été alimenté par un groupe électrogène à Diesel (que l'on appelle ici DELCO). Après quoi, les intervenants ont pu se concentrer sur la construction de la turbine. Pour ce faire, il a fallu détourner le lit d'une rivière et la faire chuter d'une hauteur suffisante, pour fournir l'énergie nécessaire à l'activation d'une turbine, elle même destinée à monter l'eau potable jusqu'au haut du village. Evidemment, plusieurs années ont été nécessaires pour réaliser un tel travail, mais les efforts en valaient la chandelle car aujourd'hui, Café Lompré à l'honneur de détenir la seule turbine hydroélectrique du pays. Si ce prototype comporte encore quelques lacunes, il représente la fierté de toute la région. Non seulement il alimente un réseau d'eau potable, mais fournit également de l'électricité dans les locaux du centre professionnel de formation. Cette avancée révolutionnaire permet aux PFST de diminuer sensiblement les dépenses de fioul qu'exigeait l'utilisation de la génératrice.

Avant d'arriver dans les kiosques, l'eau transite dans 3 citernes de 63m³ chacune, qui sont géographiquement séparées par 80m de dénivelé. Chaque station de pompage dispose de deux pompes. Le réseau dessert actuellement 7 kiosques publics, 12 lignes privées, le centre professionnel et l'école Immaculée Conception. Dans l'idée d'amortir quelque peu les frais occasionnés et l'envie de respecter ses objectifs initiaux d'autonomie, OTM ainsi que les intervenants locaux ont choisi de facturer l'eau. Plus qu'un réel apport financier, cette mesure vise à responsabiliser les citoyens de la commune et les comités locaux responsables du projet, ODEC (Organisation pour le Développement de Café Lompré) et OGDEC (Organisation de Gestion De l'Eau pour Café Lompré).

¹⁹ Expression récurrente des habitants qui avaient du mal à croire que l'eau de la source pourrait un jour être accessible dans le village.



Figure 12 et 13 : Funiculaire permettant d'accéder à la turbine.



Figure 14 : Conduite forcée alimentant la turbine.



Figure 15 : Turbine hydroélectrique

Suite à l'augmentation du coût de la vie, le prix du seau équivalent à 20 litres environ, a augmenté à 1 gourde, alors qu'en 2006, il n'en coûtait que la moitié. Mais malgré les perpétuelles crises économiques, les paysans ne considèrent pas que ce prix soit exagéré et le trouvent même accessible. Ils profitent des infrastructures mises à leur disposition et espèrent que le projet continuera son expansion. De leurs côtés, le centre de formation ainsi que l'école primaire ne paient pas l'eau qu'ils consomment. Nous verrons plus bas que ce privilège tend à devenir problématique même si cela ne représente pas de grandes quantités, puisque ces établissements n'utilisent l'eau que pour faire la cuisine des deux cantines. L'évacuation des

installations sanitaires s'effectue quant à elle manuellement, avec de l'eau de pluie récupérée dans des citernes voisines.



Figure 16 : Une des trois citernes intermédiaires



Figure 17 : Un des sept kiosques d'eau

4.11.1 Dysfonctionnement de la turbine hydroélectrique durant mon séjour

Dans l'après-midi du jeudi 04-10-07, Frère Jordan m'apprend que la turbine est en panne et que Julien, le mécanicien formé par OTM pour arranger ce genre de situation, ne pourra venir sur place avant le lundi suivant. Pour parer à ce type d'éventualité et pour ne pas priver la population d'eau en cas d'endommagement de la turbine, OTM a justement laissé la génératrice utilisée au début du projet. Capable de prendre le relais et de monter l'eau jusqu'aux différents kiosques, elle n'est malheureusement pas assez puissante pour alimenter en électricité le centre de formation professionnelle, qui dispose donc de son propre groupe électrogène. L'inconvénient de ce dispositif de remplacement repose sur le fait qu'il est gourmand en fioul et que le prix de ce carburant ne cesse d'augmenter. Selon les dires d'un membre du comité d'ODEC, près de 25 gallons²⁰ seraient nécessaires pour transporter l'eau jusqu'aux bornes d'approvisionnement.

Julien est le technicien de tout ce qui touche au projet d'eau de Bois Debout (à Café Lompré). Initialement titulaire d'un diplôme de mécanicien automobile, il a reçu, grâce à l'idée ambitieuse d'OTM, une formation de plus de deux ans. Il se prépare à ouvrir prochainement son propre atelier technique à Sigueneau, à l'endroit même où la salle d'exposition des PFST s'apprête également à voir le jour. Présent dès les premiers coups de pioches et souvent accompagné de son acolyte Bèbè (jeune sourd-muet très intéressé et débrouillard), il s'efforce d'entretenir et de réparer le prototype en cas de besoin. Quand il n'y parvient pas, il lui appartient d'appeler Felix au Luxembourg pour les problèmes techniques et/ou Victor en Suisse, pour les problèmes (micro) électroniques. Malheureusement, il lui arrive encore souvent de se

²⁰ 1 gallon \pm 4 litres

retrouver dans l'impasse étant donné qu'il est particulièrement difficile et parfois même impossible, de se procurer des pièces de rechange, certains outils etc. Pour répondre aux urgences, les envois depuis l'Europe sont donc fréquents. Cette disposition fiable mais coûteuse n'étant pas la panacée, les intervenants d'OTM s'évertuent également à transporter un maximum d'équipement lors de leurs visites favorisant ainsi la constitution d'un stock de matériel sur place.

Nous sommes le 23 octobre 2007 et la turbine n'a toujours pas pu être réparée. Suite à un appel de Felix la semaine précédente, je profite d'un passage à Port-au-Prince (le 17 octobre étant un jour férié en Haïti, en commémoration de la mort de Dessalines, ancien président haïtien), pour acheter du vinaigre destiné à décalcariser les vannes de la turbine, car ni Julien ni Felix ne croient à une panne importante. Jusqu'à cet appel, ce dernier n'avait été prévenu de rien. Il a donc été très surpris d'apprendre que la turbine était hors service depuis près de deux semaines. Son étonnement augmente d'autant plus quand je lui annonce que la delco de remplacement n'a pas été mise en fonction durant ce laps de temps. Inquiété et exaspéré par la situation et le manque d'hygiène dans lequel je devais me trouver, il me promet d'intervenir rapidement pour faire réagir les responsables de terrain. De mon côté, je le rassure en lui expliquant que j'utilise pour mon hygiène corporelle, l'eau de pluie récupérée dans la citerne placée sur le toit de la maison des PFST, et que contrairement au reste de la maisonnée, je n'ai pas besoin d'aller chercher de l'eau au bas de la colline. Toutefois, la pression de l'eau étant très faible, il me faut remplir un seau et recourir à un gobelet pour me laver. Stupéfait par ma sérénité, je lui précise que j'agis de la même manière chez mes cousins à Port-au-Prince ou à Jacmel, que cela est pour moi chose courante en Haïti, que j'y suis habituée et que cela ne me dérange guère.

Les vannes décalcarisées, la turbine ne repart toujours pas. Julien soupçonne un dysfonctionnement au niveau électronique et projette donc d'appeler Victor pour obtenir plus amples informations. Au matin du 29 octobre, Julien m'informe avoir réparé la turbine à environ 75% de sa capacité. Mon enchantement ne sera malheureusement que de courte durée puisque dans l'après midi même, nous sommes méchamment frappés par le cyclone Noël. (Un paragraphe à ce sujet sera développé ultérieurement dans mon récit.) Suite à cette catastrophe naturelle, l'endommagement de la turbine devient un problème secondaire et chacun s'affaire au plus urgent.

Particulièrement déstabilisée par les événements et voyant que les réparations risquent de ne pas aboutir rapidement, je me résigne à "réaxer" mon étude, non sans frustration et sentiment d'avoir eu une malchance énorme, surtout quand on sait que du mois de janvier 2007 à mon arrivée ce fameux 04 octobre de la même année, la turbine n'a connu aucune panne ! Comme pour me narguer un peu plus, cette satanée machine ne re-fonctionnera que quelques jours avant mon départ définitif de Café Lompré, durant la semaine du 19 novembre. Autant dire qu'il m'aurait été difficile de mesurer l'état de satisfaction de la population et d'étudier l'impact de cette avancée technologique sur leur quotidien alors que je ne l'ai concrètement vue fonctionner que quelques jours. De plus, les conséquences désastreuses du cyclone Noël ont tant aggravé l'état de précarité de la population, que malgré le caractère général de mes interrogations, il m'a été très difficile et délicat de parler de développement dans de telles circonstances.

Mais le problème de la turbine est loin de représenter le seul dysfonctionnement que j'ai repéré. En effet, je ne peux décrire ma déception et mon incrédulité quand je me suis aperçue que la génératrice de remplacement n'était enclenchée que sporadiquement, ne laissant autres choix aux habitants que de retourner à leur point d'eau précaire de jadis. Au fil des jours, je m'étonnai de ne pas avoir écho du mécontentement de ceux-ci qui apparemment, étaient habitués à ce manque de réactivité. C'est ainsi que je décidai de mener l'enquête. Je me tournai tout d'abord vers les PFST qui m'expliquèrent qu'ils n'avaient plus la responsabilité de la gestion du projet d'eau de Bois Debout et m'envoyèrent auprès du comité d'ODEC. Après m'être entretenue avec

ses membres, collectivement d'abord et individuellement ensuite, j'ai pu dégager plusieurs facteurs influents. Bien sûr, tous ont présenté le manque de ressources financières comme argument central. Par contre, ils ne se sont pas forcément accordés quant aux causes et responsables de ces insuffisances monétaires. Alors que certains admettent une mauvaise gestion, d'autres dénoncent les impayés des privés, de l'école, du centre et même des PFST (dont la maison dispose d'une alimentation en eau qu'ils ne paient pas). D'autres encore soupçonnent les vendeurs de prendre une commission substantielle au passage. En bref, tous se renvoient la balle sans chercher à répondre à la vraie question : « Qu'est-il advenu des recettes des kiosques qui incontestablement, avaient fonctionné et été utilisés pendant plus de 9 mois consécutifs ? ». Lors de l'entretien collectif, je ne parviendrai pas à recevoir une réponse satisfaisante à cette question. Apparemment cet argent n'avait jamais existé ou avait malencontreusement disparu. Toutefois, lors des interviews individuelles, un autre son de cloche se fit entendre. Voici les deux explications qui ont été avancées par ces derniers :

- L'argent aurait été mis en banque au cas où OTM déciderait de ne plus les soutenir à l'avenir.
- L'argent aurait été utilisé pour payer les frais d'entretien. (Frais qui n'incluent pas le salaire de Julien, puisqu'il est directement rémunéré par OTM.)

Intriguée et désireuse de comprendre le problème pour peut-être pouvoir apporter une solution, je poursuis mes investigations et apprends qu'ODEC n'est pas totalement libre de ses mouvements. En effet, le comité ne peut conclure d'opérations bancaires (ni dépôt, ni retrait), sans l'aval du Frère responsable, actuellement Frère François, ou de Frère Jordan qui s'occupe de la comptabilité. Ne disposant d'aucun moyen pour confirmer ou infirmer les dires de chacun, je finis par abandonner l'espoir de trouver une explication rationnelle et valable à la situation. Pourtant, mon acharnement n'aura peut-être pas été totalement vain, étant donné qu'après mes entretiens, je remarque que la génératrice fonctionne plus fréquemment.

ODEC, l'Organisation pour le Développement de Café Lompré, a été fondée en 1994. Sa création a été encouragée par OTM, persuadé qu'un comité local pourrait être bénéfique à la croissance du projet de Bois Debout. Ses membres sont tous des habitants de la région qui ont vite compris l'importance de se greffer dans le programme. Malheureusement, mes entretiens ont montré qu'ils ne remplissent pas suffisamment leurs rôles d'intermédiaires et de gestionnaires. A mon sens, cela est partiellement dû au fait qu'ils manquent de formation dans divers secteurs :

- manque de formation à la gestion de projet,
- manque de formation à la gestion administrative,
- manque de formation à la communication.

Je m'explique. Malgré diverses réunions, plusieurs journées de formation et de sensibilisation sur la problématique de l'eau, la population reste peu habituée à réfléchir collectivement sur le long terme. C'est pourquoi, je pense qu'il aurait été préférable qu'OTM mandate un agent de terrain, conscient des difficultés et réalités du pays, chargé de s'occuper spécifiquement de la bonne formation des membres du comité, motivé à pousser l'ensemble de la population à s'impliquer collectivement et à faire preuve de "tèt ansanm" (*ici* : esprit communautaire)!

4.11.2 Tempête tropicale Noel et conséquences

Avertie la veille par un membre de ma famille vivant à l'étranger qu'un cyclone violent allait s'abattre sur l'île, je m'étonne au matin du lundi 28 octobre, de ne pas voir les habitants de Café Lompré se préparer aux événements à venir. Les PFST tentent de prévenir un maximum de

villageois, leur conseillant de se mettre à l'abri avec des réserves de provisions et de prier pour que les dommages ne soient pas trop graves.

Dès la nuit tombée, le réfectoire de la maison des PFST est inondé. On déplace le stock de nourriture à l'étage supérieur et les filles logeant dans l'ancienne maisonnette des Frères sont invitées à s'installer dans la chambre voisine à la mienne. Enfermés durant plusieurs jours, nous prenons notre mal en patience. Dans l'après-midi du mercredi 30 octobre, je profite d'une accalmie pour mettre le nez dehors et aller évaluer l'étendue des dégâts. Accompagnée du Frère Vaillant, je peine à croire que nous sommes dans le même village. Les plantations de bananes sont noyées, les routes et sentiers massacrés par les éboulements et les affaissements de terrain. Ce spectacle me donne la triste impression d'avoir débarqué en plein tournage d'un film hollywoodien sur l'apocalypse ! Et encore, l'état de la situation se serait amélioré depuis la veille d'après Frère Vaillant.

Au matin du jeudi 31, pensant que le pire était derrière nous, chacun se met au travail et tente de sauver ce qu'il peut. Mais comme un malheur n'arrive jamais seul, une onde tropicale vient balayer tous nos espoirs et nous bloque à nouveau à l'intérieur jusqu'au samedi 2 novembre.

Durant cette semaine éprouvante, beaucoup de mes proches essaient de me joindre pour prendre de mes nouvelles. La turbine en panne et les panneaux solaires n'ayant pas vu leur source d'énergie depuis plusieurs jours, il ne me reste que ma lampe de poche dynamo pour recharger mon téléphone portable. Chaque matin, je passe deux heures à tourner sa manivelle pour récupérer une ou deux "barres" d'énergie avant de transmettre l'appareil à mes hôtes et colocataires, également soucieux du sort de leur entourage. Les communications sont mauvaises et le trafic interrompu, bien que quelques conducteurs de camions inconscients tentent malgré tout la traversée. Les bulletins météorologiques sont difficilement perceptibles car les ondes radiophoniques sont elles aussi perturbées. En bref, mis à part quelques rares correspondances téléphoniques, nous sommes coupé du monde extérieur et livrés à nous même.

Au matin du samedi du 2 novembre, les affaires reprennent péniblement malgré les énormes pertes de récoltes, de bétails ainsi que les dégâts matériels. Les camions en directions ou en provenance de la capitale sont chargés à bloc. Lorsque le sentier est vraiment trop sinistré, les hommes descendent et s'efforcent de dégager un passage. Accablés et désespérés par leur nouvelle situation de précarité, nombreuses sont les femmes qui viennent chercher de l'aide et du réconfort auprès des PFST.

Les dégâts du cyclone Noel ne concernent malheureusement pas que la région de Café Lompré. Toute la partie ouest du pays a également été touchée. Pour les lecteurs qui désirent des informations plus spécifiques au sujet de ce cataclysme, je les renvoie aux annexes de ce dossier.

4.12 Entretiens avec la population de Café Lompré :

Alors que cela fait près d'un mois que je me trouve à Café Lompré, je considère que le temps est venu pour que je passe à la vitesse supérieure et me mette à interviewer la population, les notables et toutes les personnes qui seront d'accord de me donner leur(s) impression(s) sur l'état de développement de la région. Les habitants ont maintenant l'habitude de m'apercevoir en compagnie des Frères, dans les champs, au centre de formation, à l'école ou à l'église. Ils semblent avoir accepté ma présence et je me prépare donc à entrer dans l'étape la plus excitante de mon travail de terrain. Pour commencer, je prends rendez-vous avec l'un des maires de la commune de Léogane, (ils sont trois), M. Wallon, ce lundi 28 octobre 2007. Un peu stressée par cette rencontre et par les recommandations de mes proches concernant le potentiel passage de l'ouragan Noel, je prends la route rocailleuse de bonne heure le matin, accompagnée du casec de Café Lompré, M. Léon L.

Arrivés à l'heure convenue, (à 9h pour être exacte), aucun magistrat n'est présent. Un grand nombre de personnes s'impatientent dans la salle d'attente. Après une heure environ, un homme vient à notre rencontre. Celui-ci n'est pas maire mais se propose de répondre à mes questions, apparemment ennuyé de voir une étrangère attendre de la sorte. Il se présente, M Saint Laurent Jean Roger, directeur de fiscalité de Léogane. Assurément fier de son statut, il s'excuse de la part du maire et m'assure pouvoir répondre à mes questions à la place de son collègue, alors qu'il ne connaît même pas les raisons de ma visite. Déstabilisée et visiblement déçue, j'entreprends tout de même mon entretien. N'ayant pas le bon interlocuteur, je réaxe péniblement mes questions mais réalise rapidement que cet entretien est totalement improductif et frise le ridicule. En effet, gêné et peut être agacé par mes questions, M. Franz tourne autour du pot, évite soigneusement de répondre ou utilise un discours équivalent à la langue de bois. Envahie par le sentiment de perdre mon temps, j'écourte l'entrevue.

Bloqués à la mairie par la pluie, Léon L. et moi prenons notre mal en patience en attendant une accalmie. C'est là que nous apprenons officiellement, via un bulletin d'information radiophonique, que la tempête tropicale Noel s'apprête à heurter le pays. Au même moment, le maire Wallon entre. Il est près de 12h. Etonné de nous voir encore là, il s'excuse brièvement et nous reçoit dans son bureau. Au contraire de son collègue, il se montre franc, clair, direct et réaliste. Il admet avoir un « *regard passif* » sur les activités de Café Lompré. Il m'explique être « *pieds et mains liés au niveau financier* » et n'avoir aucunement participé à l'élaboration ou au suivi des projets de la région. Les PFST représentant une institution religieuse et disposant par conséquent, d'une totale liberté d'action à partir du moment où celles-ci visent à l'amélioration de la vie de la population. Car contrairement aux privés, ils n'ont pas besoin d'autorisation particulière pour entreprendre des activités de développement.

Largement plus satisfaite par ces réponses sincères, monsieur L. et moi nous dépêchons de reprendre la route, avant de finir bloqués par les eaux.

Séquestrée presque toute la semaine dans la maison des PFST suite à la catastrophe précédemment décrite, il me faut différer mes entretiens auprès de la population. Ne voulant pas détourner les Frères de leurs activités ni me perdre dans les montagnes, je demande à Bèbè de m'accompagner. Toujours prêt à rendre service, celui-ci accepte et c'est donc en compagnie d'une personne sourde muette que j'effectue mes premiers entretiens. Bèbè connaît parfaitement les coins et recoins de la région. Tous les habitants semblent l'apprécier et usent de stratagèmes pour communiquer avec lui. Malgré son handicap, il est très actif, débrouillard et drôle. Par la suite, Frère Vaillant se propose de m'accompagner et s'avère m'être d'un grand secours pour recadrer et enrichir les propos des villageois.

Les premiers entretiens avec la population vont vite me faire comprendre qu'il est très difficile de parler de développement après une catastrophe comme le cyclone Noel, qui a incontestablement marqué les esprits. En effet, beaucoup d'habitants, pour la plupart paysans illettrés, ont du mal à prendre le recul nécessaire pour pouvoir parler des avancées de leur région. Privés de leur unique moyen de subsistance (production agricole et/ou maigre cheptel), ils ne savent de quoi sera fait demain et redoutent le pire.

Ne désirant pas influencer mes interlocuteurs dans leurs réponses, je choisis de ne pas trop m'attacher à mon canevas d'entretiens et de les laisser me parler de ce qu'ils jugent important. C'est ainsi que mes entretiens auprès de la population de Café Lompré ressemblent plus à des conversations courantes qu'à des entretiens semi-directifs. Alors que certains parlent du progrès que l'implantation d'écoles représente, d'autres évoquent le projet d'eau, les problèmes sanitaires, politiques, économiques, routiers et j'en passe. Les révélations les plus récurrentes restent la reconnaissance incommensurable que les habitants de la zone témoignent aux PFST ainsi que leur souhait de voir leurs actions de développement perdurer. Toutefois, ils ne paraissent pas vraiment investis, au courant et intégrés aux projets de ceux-ci. Ils donnent l'impression de mettre aveuglément leur sort dans les mains de la congrégation et des organisations internationales enclines à les aider. Rares sont ceux qui ont des idées ou des

propositions visant à améliorer leur quotidien. Leur analphabétisme n'arrangeant rien, ils se disent impuissants et totalement dépendants de l'extérieur, du gouvernement ou des bonnes volontés des communautés religieuses. Or, quand on sait que la majorité des projets de développement échouent à cause du manque d'implication de la population concernée, on est en droit d'émettre des doutes quant aux chances de réussite à long terme des divers projets de Café Lompré.

4.13 Au revoir Café Lompré...

En début d'après-midi du vendredi 30 novembre 2007, il me faut déjà quitter la petite bourgade de Café Lompré, le cœur gros, chargé de chagrin et d'émotion. Moi qui n'aime déjà pas cela, les derniers au revoir aux habitants, enfants, étudiants, professeurs et Petits Frères ont été douloureux. Tous espèrent me revoir bientôt et me remercient de mon passage parmi eux. Dans le pick-up du Frère François qui me ramène à Port-au-Prince, je ne sais quoi penser de ce témoignage d'affection. Alors que pour mon départ de Suisse, il m'avait fallu organiser une fête pour pouvoir saluer mes proches, une grande partie de la communauté de Café Lompré, avec qui je n'avais passé que peu de temps finalement - qu'est-ce que deux mois dans une vie ? – s'était durant les trois derniers jours spontanément déplacée pour me dire au revoir. Comme quoi, l'attachement sentimental avec les gens ne dépend pas nécessairement du nombre d'années de côtoiement !

Je passe les deux dernières semaines de mon séjour en Haïti entre la capitale et Jacmel, entourée de ma famille qui comme toutes les familles haïtiennes, s'évertue à résister aux conditions et réalités chaotiques du pays.

De retour à Genève, bien que je sois encore émue par l'expérience intense que je viens de vivre à Café Lompré et surtout par les difficultés que j'éprouve à admettre que je ne reverrais peut-être jamais ces personnes qui m'ont si bien accueillie, j'essaie péniblement de reprendre le cours "normal" de ma vie. La subite disparition de mon grand cousin, le Père Roger Baptiste, survenue à peine trois semaines après mon retour, m'a profondément affectée et n'a en rien facilité ma prise de recul face aux événements susmentionnés. En d'autres termes, j'ai fait les frais de ce fameux sentiment de culpabilité que développent souvent les intervenants humanitaires de retour de mission. Car après avoir laissé des populations avec qui ils ont noué des liens sincères et vécu des situations extrêmes dans des conditions difficiles, il arrive effectivement assez fréquemment qu'ils traversent une période de blues.

Dans la prochaine partie de ce dossier, l'analyse des observations et des entretiens visera à offrir un regard plus précis et critique sur l'état d'esprit des villageois vis-à-vis de leurs conditions de vie, des nouveaux aménagements effectués à Café Lompré et de ce qui selon eux, reste à réaliser.

5. Analyse

Mon étude de terrain ayant fait face à divers imprévus et catastrophes naturelles, a dû s'adapter et se modifier en fonction des événements et des moyens disponibles. Ma récolte de données ne pouvant s'effectuer dans de bonnes conditions, suite au cyclone Noël ainsi qu'aux dysfonctionnements répétés de la turbine hydroélectrique notamment, il m'a fallu composer avec les réalités inhérentes à la période à laquelle je me trouvais sur place. Ainsi, les quelques 42 interviews réalisées auprès de la population et des notables de Café Lompré, n'ont pu suivre un canevas d'entretien rigoureux. Bien qu'il m'ait souvent été nécessaire de recadrer la discussion afin de garder un lien avec le thème général de mon étude, (à savoir la problématique du développement au sens le plus large du terme), mes entretiens ont plutôt été guidés par les interviewés, leurs préoccupations et sentiments du moment. Seules les entrevues avec les étudiants du centre de formation professionnelle et certains enseignants et/ou PFST – soit une cinquantaine tout de même - ont réellement pu être menées de manière semi-directive. Toutefois, étant donné que la grande majorité de celles-ci s'adressaient aux jeunes du centre de formation, les informations récoltées se sont passablement limitées à offrir une vue d'ensemble des conditions et qualité de vie de la population.

Dans le paragraphe intitulé « Cheminement d'une action de développement » présenté dans la partie du cadre théorique, j'ai reproduit et transmis les étapes que la nouvelle génération d'auteurs, d'acteurs, d'analystes et/ou critiques du domaine du développement ont estimé, après moult recherches et études, correspondre à une grille d'analyse pertinente, dont le suivi augmenterait significativement les chances de succès des projets et actions de développement. Bien que les données récoltées auprès des divers acteurs et intervenants des projets intégrés entrepris dans la zone de Café Lompré soient riches et multiples, elles ne peuvent répondre à tous les aspects énoncés dans cette dite démarche théorique. Pour finir, j'ajouterai que les appréciations qui vont suivre disposent d'une part de subjectivité puisqu'elles sont issues de mes réflexions, interrogations et impressions personnelles.

5.1 Analyse des démarches du projet d'établissement du centre de formation professionnelle à Café Lompré :

Disposant d'un nombre important d'entretiens et d'observations au centre de formation professionnelle, j'ai dans un premier temps décidé d'axer plus particulièrement mon analyse sur ce domaine d'activité. Dans la mesure du possible, je m'apprete donc à reprendre rigoureusement, chacun des points de repères présentés dans l'ouvrage de Beaudoux, Crombrughe, Douxchamps, Gueneau et Nieuwerkerk (1992), que j'utiliserai dorénavant comme grille d'évaluation et d'analyse.

Tout d'abord, il faut savoir qu'OTM s'était initialement manifestée et investie dans la région de Café Lompré avec pour principal objectif de favoriser et améliorer l'accès de la population à l'eau potable. Ce n'est qu'au fur et à mesure de sa présence et assistance sur les lieux, mais aussi de son partenariat avec la congrégation des PFST, que l'organisation élargit son secteur d'activité et commence également à se concentrer sur les domaines de l'éducation, de l'agronomie et de l'artisanat. Grâce à ses modestes moyens - principalement issus de la générosité et des dons de citoyens luxembourgeois et européens mais aussi des démarches et actions d'autofinancement entrepris par OTM - l'organisation s'efforce de promouvoir et concrétiser l'approche du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) que l'on pourrait intituler "Enseignement contre Nourriture", que ce soit au niveau de l'école primaire ou du centre de formation.

Lors de mon passage en fin d'année 2001, Café Lompré ne disposait pas de l'ensemble des infrastructures présentes aujourd'hui dans la région. Pourtant, ses citoyens ainsi que les PFST essayaient déjà de réagir en proposant des activités et services. Ainsi, les paysans avaient accès à diverses formations, l'école primaire Immaculée Conception s'efforçait de fonctionner au mieux et l'embryon de ce qui allait prochainement devenir le centre de formation professionnelle avait vu le jour. Sachant qu'à cette époque une vingtaine d'élèves se réunissaient dans une vieille bâtisse biscornue dont la solidité pouvait être mise en doute, dans l'espoir d'y suivre une formation théorique et professionnelle ; autant dire que j'ai été très agréablement surprise de me trouver face à deux beaux et grands bâtiments en béton lors de ma seconde visite en 2007. Alors que l'organisation qui avait démarré le projet (EDM) s'était retirée, l'intervention d'OTM prenait effet en cours de route, avec pour objectif de soutenir la démarche de la population et de la fratrie, qu'elle estimait salubre et en harmonie avec sa conception globale du développement.

Bien qu'OTM montait dans un train en marche, elle désirait s'investir de manière pertinente et surtout viable. C'est pourquoi, avant de foncer tout azimut dans la construction de nouveaux locaux et d'élargir les potentialités de formation du centre, elle programma plusieurs réunions avec l'ensemble de la communauté afin d'obtenir l'opinion publique vis-à-vis de cette idée. A l'issue de ces échanges, l'idée d'ouvrir un magasin communautaire au dessous de l'atelier couture, à côté de la boulangerie, fut également avancée. Une fois le projet validé, OTM entra donc en action, en partenariat avec la congrégation des Petits Frères de Sainte Thérèse.

Voyons maintenant si OTM a pu et su répondre aux différentes questions relatives aux quatre étapes de ma grille d'évaluation.

1. L'identification des actions :

Pour mener à bien cette phase dans les meilleures conditions, l'accent a été mis sur la communication et l'entente de tous les intervenants (membres d'OTM, les PFST ainsi que les habitants de Café Lompré et de la région). Pour ce faire, des réunions, journées d'information, sensibilisation et formation ont été régulièrement organisées.

- Quelle est l'action envisagée ?

L'action envisagée a été définie par l'amélioration, l'agrandissement et l'aménagement de meilleures infrastructures destinées à accueillir un centre de formation professionnelle. La zone ne disposant jusqu'alors que d'une école secondaire, beaucoup de jeunes abandonnaient leur campagne pour l'inconnu de Port-au-Prince où ils espéraient poursuivre leur instruction, alors que les autres restaient à Café Lompré sans réelle perspective d'avenir. C'est pourquoi, l'idée de créer un véritable dispositif de formation pratique, a suscité l'enthousiasme de la population, en particulier des jeunes. Celle-ci espérait évidemment que dans un premier temps, ce projet lui permette d'augmenter le niveau d'instruction de ses habitants et donc de globalement améliorer ses conditions de vie, mais elle pensait aussi dans un second temps, qu'une telle démarche offrirait une certaine publicité et notoriété de leur région qui, peut-être, aboutirait à une réaction et implication du gouvernement.

Après s'être accordé sur la zone la plus propice et adéquate pour implanter les futurs locaux, OTM et les PFST rachetèrent progressivement le terrain qui accueillait déjà la petite maisonnette biscornue ainsi que ceux qui l'entouraient, cette situation géographique étant effectivement la plus judicieuse car ces locaux étant situés non loin de l'église et de l'école primaire. En s'engageant à bétonner la route, l'Etat avait apporté un argument supplémentaire au bien fondé du lieu de cette construction. Les travaux devaient donc commencer dès que

possible, une fois avoir recueilli tous les fonds nécessaires. La participation de la population allait évidemment être sollicitée.

- Par quels acteurs ?

Au vu du manque de moyens et de ressources des habitants de Café Lompré, il est évident que les aspects techniques, matériels et financiers sont pris en charge par OTM. L'administration ainsi que la gestion quotidienne du projet sont quant à elles du ressort et de la responsabilité des PFST. Ceux-ci sont également chargés de transmettre les appréciations et requêtes de la population, faisant ainsi office d'intermédiaires clefs. Les villageois motivés participant (de manière bénévole) aux séances et réunions de planification ont bien entendu leur mot à dire, en s'adressant soit aux PFST, soit directement à un membre d'OTM. Pour ce qui est de la construction à proprement dite des locaux, OTM a sollicité la participation de quelques professionnels du bâtiment. Chargés de coordonner les travaux, il leur appartient également de former et suivre les villageois volontaires. La participation active de ces derniers ayant préalablement été exigée, il est convenu qu'ils représentent la main d'œuvre essentielle à la construction des ateliers de formation.

- Quelles sont les actions prioritaires et réalisables ?

L'action prioritaire de ce projet qui s'inscrit dans la conception des projets intégrés de la zone, consiste à offrir des locaux décentes et adaptés, puis d'acquérir le matériel adéquat aux besoins et exigences d'un centre de formation professionnelle.

- Qui sont les bénéficiaires directs et indirects ainsi que les exclus ?

Les bénéficiaires prioritaires de ce projet sont massivement représentés par les jeunes des environs (adolescents et jeunes adultes), filles comme garçons.

Les bénéficiaires indirects correspondent à l'ensemble de la communauté qui, grâce au centre de formation, augmente ses connaissances et dispose d'un "garage de réparation" où les chauffeurs de mototaxi affluent en cas de petites pannes mécaniques. Les particuliers en profitent aussi puisqu'ils ont la possibilité d'y réparer leurs mobiliers (lits, tables, chaises etc.). De plus, le centre fait également figure de précurseur du développement éducatif et peut prétendre à un certain respect, voire à une idéalisation de ses pairs.

Les exclus du projet sont les personnes totalement analphabètes qui ne peuvent par conséquent pas suivre la partie théorique de la formation, les personnes qui malgré des arrangements, n'ont pas les ressources suffisantes pour payer leur cotisation annuelle, ainsi que les personnes qui habitent trop à l'écart de Café Lompré.

- Comment assurer l'implication des bénéficiaires ?

Consciente que la situation précaire des habitants ne favorise pas leur participation, OTM a choisi d'offrir une rémunération journalière ainsi qu'un repas aux personnes qui s'investissent dans la réalisation concrète du projet.

- Quelle sera la viabilité du projet lorsque les aides extérieures prendront fin ?

Dans le paragraphe qui suit, j'examine les divers types de viabilité permettant de présenter quelques pistes de réflexion spécifiques à la conception et création du centre de formation professionnelle de Café Lompré.

- *La viabilité sociale et culturelle* : Comme je l'ai énoncé précédemment, l'un des objectifs de la création du centre ambitionne de limiter l'exode rural des jeunes vers la capitale et donc, l'expansion de ses bidonvilles. En outre, étant donné que le centre est ouvert à toutes personnes des environs intéressées par les formations proposées, indépendamment de leur âge, sexe, religion ou niveau de scolarisation, on peut considérer que la viabilité sociale et culturelle est préservée. Plus qu'un établissement de formation, le centre correspond à un lieu où les contacts sont facilités. De plus, le magasin communautaire situé au rez-de-chaussée de l'atelier couture, augmente les possibilités de rencontres et le brassage de la population.
- *La viabilité organisationnelle* : Avant d'espérer prononcer ces vœux permettant d'intégrer la communauté de Petits Frères de Sainte Thérèse, chaque aspirant doit avoir au préalable suivi et réussi une formation professionnelle, en général pratique. Cette condition intransigeante permet à la confrérie de disposer d'un effectif qualifié pour faire fonctionner ses missions établies dans diverses localités rurales du pays. Ainsi, lorsque est venu le temps d'un changement d'équipe (tous les 5 à 6 ans), les responsables concernés ont au minimum l'obligation d'envoyer à la mission de Café Lompré, un Frère menuisier et un ferronnier, pour garantir la pérennité du centre de formation. Concernant l'atelier couture, OTM et les PFST comptent sur la fidélité de leur enseignante actuelle ainsi que sur celle de leurs futures diplômées.
- *La viabilité technique* : Les machines ainsi que le matériel nécessaires au bon fonctionnement des ateliers de formation, ont été cédés ou récupérés par OTM avant d'être légués aux PFST de la mission de Café Lompré. Ainsi, à chaque changement d'équipe, les Frères en charge des activités du centre, sont formés par leurs prédécesseurs afin qu'ils maîtrisent les outils spécifiques mis à leur disposition. Pour répondre aux éventuels endommagements des machines, les intervenants d'OTM s'efforcent de compléter le stock de pièces détachées à chacun de leur passage. Il est à noter qu'il est parfois possible de se procurer des pièces de rechange auprès d'autres ateliers techniques du pays (qui ont en général également joui de dons internationaux), ou d'en fabriquer directement sur place.
- *La viabilité économique et financière* : Suite à l'enthousiasme initial de la communauté, OTM a mis en avant le fait que pour elle, au-delà de créer un centre de formation, elle prévoyait qu'une fois que celui-ci produirait suffisamment de bénéfices par la vente de ses créations, il pourrait s'auto-suffire, puis contribuer, voire prendre complètement en charge les frais relatifs aux cantines (de l'école primaire et du centre). Au sortir de leur formation, les diplômés seront libres de tout engagement et pourront prêter leurs services où bon leur semble.
- *La viabilité environnementale* : Afin de minimiser les frais relatifs aux machines des ateliers ainsi que les répercussions néfastes sur l'écologie, une turbine hydroélectrique a été mise en place et permet au centre de disposer gratuitement d'énergie. Cependant, pour garantir la rentabilité de l'établissement, un groupe électrogène indépendant reste en permanence à disposition des PFST en cas de panne de la turbine.



Figure 18 : Enclenchement de la génératrice des ateliers de formation

- *La viabilité politique* : Etant donné qu'en Haïti « les congrégations religieuses n'ont pas besoin d'autorisation pour réaliser des actions de développement »²¹, les projets des PFST et d'OTM, (comprenant la création du centre), n'ont aucunement été parasités ou ralentis par les politiques et n'ont d'ailleurs bénéficié d'aucune subvention nationale non plus. Bien que la passivité de l'Etat vis-à-vis de ses responsabilités éducationnelles soit parfois déroutante, il est cependant rassurant de constater que les projets de Café Lompré, au vu de leur éloignement géographique, sont à l'abri des instabilités politiques du pays.

2. La programmation des actions :

De manière générale, le processus de programmation des actions n'a pas été réalisé aussi rigoureusement que la première étape. En fait, pour être plus exacte, celui-ci semble avoir été absorbé par la phase d'identification.

- Préciser les actions à programmer :

La première étape ayant permis d'identifier et tracer les besoins, potentialités, buts et objectifs de l'action, la seconde aurait dû viser à affiner les stratégies d'action pour leurs donner un caractère opérationnel.

N'ayant pas réussi à obtenir des informations tangibles, je ne peux apporter de critiques (positives ou négatives) à ce sujet.

- Organiser les trois niveaux des interventions :

L'action retenue par les gens constitue un programme local de développement, car ils ont participé à son élaboration, l'ont validée et en ont pris possession.

Le programme d'appui de l'ONG locale, c'est-à-dire de la congrégation des PFST, s'est quant à lui beaucoup focalisé sur le programme de formation et de sensibilisation des villageois, visant pour commencer à transmettre les différentes étapes nécessaires à la construction des bâtiments.

²¹ Entretien avec le maire de Léogane, cf. annexe : Carnet de bord, p.67, 68.

De plus, les PFST m'ont également dit avoir organisé des séances de sensibilisation quant aux potentiels bénéfiques que ce projet pourrait apporter à l'ensemble de la communauté.

A l'exception de l'acquisition des terrains qui a été partagée avec les PFST, l'ONG de financement, soit OTM, a pris toutes les dépenses à sa charge, que ce soit au niveau du matériel, des frais de formations ou même des possibilités d'hébergements pour ses intervenants. Elle s'est également efforcée à mettre à disposition :

- Un programme de formation pour les PFST et les villageois visant à transmettre les différentes étapes du projet, notamment pour commencer celles nécessaires à la construction des bâtiments.
- Un programme de formation pour les PFST et futurs formateurs, destiné à les préparer à la gestion d'un tel type d'établissement.
- Un programme de mise en place des procédures administratives et de gestion des liquidités, étant donné qu'il était prévu que le centre de formation soit payant.

Au cours de mes observations et entretiens relatifs à cette phase, j'ai pu constater que des relations ambiguës de dépendance et de domination s'étaient installées entre les trois partenaires. Le rôle et les responsabilités de chacun n'ayant apparemment pas été définis assez clairement, en cas de problème, les locaux (villageois ou PFST) avaient facilement et souvent tendance à attendre passivement une intervention de la part d'OTM.

- Favoriser un climat de négociation :

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le mentionner à plusieurs reprises, OTM a tenté de mettre en relation tous les acteurs du projet en organisant de multiples réunions sur le terrain visant, entre autres, à confronter leurs idées. Les conversations issues de ce travail d'équipe, ont quant à elles donné naissance à des négociations visant à proposer les solutions les plus satisfaisantes pour tous. Bien que celles-ci aient été planifiées, en fonction de la progression du projet, il semble que certains points, comme le lieu de ces fameuses réunions, n'aient peut-être pas été suffisamment pris en compte. En effet, pour des raisons pratiques de places, celles-ci se sont toutes déroulées dans des établissements dépendants des PFST, ce qui d'après mes observations et interviews, a pu dissuader de leur participation, quelques personnes de confession non catholique et semble même parfois, avoir fini par faire douter ces villageois de l'impact réel de leurs opinions sur les décisions à prendre. Se sentant en quelque sorte mis à l'écart et insignifiants, certains paraissent s'être totalement détachés du projet au lieu de se l'approprier. En guise d'illustration, voici un passage de l'une de mes interviews avec un villageois d'une quarantaine d'années :

« (...) (interviewer) – Et comment trouvez-vous Café Lompré aujourd'hui ? La zone s'est-elle développée, y a-t-il eu des évolutions ?

- (Interviewé) Et bien...pas vraiment...Mis à par l'arrivée des PFST et leurs ateliers, il n'y a rien ici ! Ils se démènent pour faire des choses pour nous aider mais ici, les gens n'ont pas vraiment de projets ; ils pensent à sauver leur peau. Quelques fois, il y a des réunions d'information mais... Nous ne savons pas nous organiser et nous gérer nous-mêmes de toute façon. Nous attendons souvent des autres...D'ailleurs ce sont les blancs qui peuvent développer la région, pas nous !

- (Interviewer) Mais y allez-vous à ces réunions ?

- (Interviewé) Oui...enfin on m'en a déjà parlé mais comme je ne suis pas catholique et que je ne vais donc pas à l'église des PFST, j'ai pensé que ça ne me concernait pas !...

Après, des voisins m'ont dit que je pouvais y aller aussi, alors la prochaine fois j'irais si Dieu veut. »

Dès lors, la participation de ces derniers aux séances d'information était plus motivée par la curiosité et l'envie de se tenir au courant quant aux nouveaux objectifs des deux organisations d'aide que dans le but d'apporter leurs propres pistes de réflexion. De plus, le fait que l'enseignement, (à l'exception des cours pratiques de l'atelier couture), soit dispensé par des Frères de la congrégation, semble avoir renforcé leur sentiment d'exclusion vis-à-vis de ce projet qu'ils ont fini par considérer comme celui d'OTM et des PFST et non comme le leur.

Toutefois, le fait que les PFST représentent une institution religieuse a, dans certains cas, facilité la négociation mais aussi, dans d'autres cas, fait apparaître de nouvelles difficultés, car étant donné que leur mode de fonctionnement est hiérarchisé, les procédures de décisions peuvent être longues et faire perdre un temps précieux aux intervenants.

- Programmer dans un cadre souple :

Le fait qu'OTM et les PFST organisent des réunions aux cours des différentes étapes de l'évolution du projet, démontre bien qu'ils étaient prêts à s'adapter, à se remettre en question voire même à modifier leur(s) stratégie(s) d'intervention.

- Articuler la programmation au suivi et à l'évaluation :

Il est clair que toute nouvelle programmation doit avoir été élaborée en fonction des phases de suivi et d'évaluation si elle veut aboutir à des résultats pertinents. Les membres d'OTM ne pouvant être sur place que périodiquement, les PFST sont les garants du bon déroulement et du suivi des activités mises en place. En cas de problème, c'est à eux qu'il appartient de tirer la sonnette d'alarme. En outre, ils ont également été chargés de jouer le rôle d'intermédiaire entre la population et OTM afin de pouvoir transmettre leurs attentes, demandes, appréhensions etc. D'après mes sources, la programmation de nouvelles stratégies a à chaque fois été réalisée à la suite de réflexions collectives.

- Envisager les conditions de retrait de l'aide :

Pour être tout à fait honnête, les informations que j'ai récoltées ne me donnent pas la possibilité d'évaluer cette dimension. Vraisemblablement, le thème du retrait de l'aide, c'est-à-dire du soutien de l'organisation extérieure (OTM), aurait été énoncé et abordé à plusieurs reprises, sans pour autant avoir fait l'objet d'une réelle programmation. En définitive, il semblerait qu'aucune procédure concrète de repli n'ait été présentée ou discutée avec les bénéficiaires.

3. Le suivi des actions :

« Le suivi est un processus de collecte et de traitement de renseignements » (Beaudoux et al., 1992, p.127). Il cherche à relever de façon systématique tous les éléments en lien avec l'exécution d'un projet, en fonction des prévisions et de la temporalité convenues. Il diffère du processus d'évaluation entre autre du fait qu'il intervient au cours de l'exécution d'une action et non ultérieurement. Il permet d'apprécier l'état d'avancement d'un projet et par conséquent, de repérer les potentiels dysfonctionnements, anomalies ou mécontentements des acteurs et/ou bénéficiaires, au fur et à mesure. Ainsi, le suivi vise à réorienter ou apporter des corrections à la gestion d'une action selon le contexte et les circonstances dans lesquels elle prend part.

- Déterminer les acteurs du suivi :

Idéalement, à chacun des trois niveaux d'intervention (action, appui et aide), devrait correspondre un suivi particulier. Bien entendu, le niveau le plus important est celui de l'action. Grâce à ce processus, les acteurs locaux (bénéficiaires et intervenants) peuvent apprécier si les actions ainsi que leurs effets, sont conformes aux prévisions ou s'il y a des modifications à effectuer.

Comme je l'ai annoncé précédemment, le suivi des actions a été laissé à la charge et responsabilité des PFST, étant donné qu'à l'inverse des intervenants passagers d'OTM, eux sont en permanence présents sur les lieux. Lors de la construction de l'établissement, il est évident que des professionnels locaux et étrangers ont également été sollicités pour suivre le bon déroulement des travaux.

- Déterminer les caractéristiques d'une procédure de suivi :

Suite à mes observations et entretiens, force a été de constater qu'aucune structure de suivi n'avait été mise en place. En effet, les appréciations des PFST quant à l'évolution des actions semblent ne pas avoir été basées sur des indicateurs concrets (économiques, techniques, d'organisation ou d'impact social). N'ayant apparemment pas été définis lors de la phase d'identification, les PFST n'ont pas pu jouir de ces outils et ont donc apprécié la situation qu'en fonction de jugements de valeurs personnels et subjectifs. Sans pour autant dévaloriser les estimations des PFST, l'absence de procédure de suivi est selon moi un fâcheux oubli dont les conséquences sont difficilement quantifiables.

- Déterminer l'implication des acteurs de base dans le dispositif de suivi :

Pour maximiser sa pertinence, le processus de suivi doit donner la parole aux bénéficiaires, en l'occurrence, les élèves du centre de formation. Bien qu'ils en aient eu la possibilité, j'ai pu remarquer qu'ils avaient beaucoup de mal à avoir un regard critique sur cette structure qu'ils considèrent tous comme une aubaine.

4. L'évaluation des actions :

Comme je l'ai expliqué dans mon cadre théorique, l'évaluation est un processus plus complet que celui du suivi. Elle consiste à porter un jugement d'ensemble sur la pertinence, la performance, l'efficacité et l'impact (prévus ou non) de l'action de développement concernée, par rapport aux objectifs fixés. Elle s'efforce également de mesurer le niveau de satisfaction des bénéficiaires.

- L'efficacité :

De manière générale, il semble que les objectifs initiaux aient été atteints. Ne disposant pas d'une liste les répertoriant, je ne peux m'appuyer que sur les différentes conversations que j'ai pu avoir avec les acteurs ainsi que sur mes observations.

Tout d'abord, de plus grands bâtiments destinés à devenir les nouveaux locaux des ateliers couture, menuiserie et ferronnerie ainsi qu'un magasin communautaire, ont bien vu le jour et ont été attribués selon les prévisions. De plus, l'établissement jouit d'une alimentation en eau et en électricité. Ensuite, le centre de formation professionnelle est actif depuis plus de dix ans et représente la seule institution de ce type dans la région. Ainsi, le centre diversifie les possibilités

d'apprentissage des jeunes qui éprouvent moins la nécessité de quitter leur village pour se rendre à Port-au-Prince. Bien que la formation qu'ils reçoivent ne soit pas validée par un diplôme d'Etat, le certificat qu'ils obtiennent de la congrégation de PFST est valorisé et reconnu sur l'ensemble du territoire. Les PFST s'occupent de la gestion administrative du centre, du stock des produits du magasin ainsi que du réapprovisionnement des ateliers en matières premières (tissus, bois, tôle etc.). Toutefois, l'ambition des membres d'OTM de voir les cantines scolaires devenir indépendantes grâce aux bénéfices des ventes du centre de formation professionnelle, paraît actuellement utopique.

La création du centre de formation professionnelle a incontestablement redonné vie à la région. Plus dynamique et fière de cette marque de développement, la population espère continuer sur cette voie. Bien que les débouchés après la formation restent limités, elle ambitionne de voir encore de nouveaux progrès apparaître et de faire office de modèle à d'autres régions rurales.

- L'efficience :

Ayant dû faire face à plusieurs impondérables, il est certain que la réalisation du centre de formation a nécessité plus de moyens et de temps que prévu initialement. Que ce soit au niveau des coûts ou des ressources humaines et matérielles, il a fallu faire preuve de patience et d'adaptation pour que le chantier aboutisse. Pour ne donner qu'un exemple illustratif, le coût des matières premières de construction, comme le sable, a continuellement varié, malgré les devis et accords passés avec les fournisseurs. Changeant leurs prix de vente ou prétextant parfois la hausse de prix de l'essence ou encore l'accessibilité laborieuse des lieux, d'inlassables négociations ont dû être engagées. En outre, les procédures administratives ont également traîné passablement, faute d'intérêt et/ou de disponibilité des notaires concernés.

- L'impact :

En partant du principe que depuis son ouverture, le centre accueille en moyenne chaque année plus d'une cinquantaine de jeunes, il paraît clair qu'il répond à une certaine demande et qu'il est apprécié par la population. Bien qu'ils éprouvent parfois des difficultés à s'acquitter de leurs frais d'inscription, les apprenants apprécient vivement le fait d'avoir accès à une formation manuelle. Grâce à cette infrastructure, ils essaient de retrouver foi en l'avenir, en leurs capacités et compétences, car nombreux sont ceux qui avaient prématurément quitté les bancs d'école, par contrainte économique ou par choix. Ainsi, ces derniers se sentent valorisés et dénigrent moins leur campagne natale. L'affluence des élèves est stable même si l'atelier de ferronnerie rencontre moins de succès, (seuls cinq élèves inscrits pour la période académique 2007-2008).

L'impact économique est considéré comme insuffisant. En effet, les frais d'inscription ne parviennent même pas à couvrir les coûts de la cantine. Grâce à leur appartenance à une congrégation, les PFST sont totalement pris en charge (logés, nourris, blanchis) et ne reçoivent donc pas d'indemnité pour leurs activités. Les enseignantes de l'atelier couture (tout comme les instituteurs de l'école primaire Immaculée Conception) reçoivent quant à elles un salaire mensuel de 150\$ haïtien (750 gourdes). Ces rémunérations ainsi que les frais d'entretien et de réparation des machines (effectuée généralement par Julien, le mécanicien), sont acquittés par OTM. Les élèves de l'atelier couture doivent en outre se procurer le matériel nécessaire à leur formation, ce qui n'est en général pas le cas pour les apprentis des ateliers menuiserie et ferronnerie, étant donné que ces formations nécessitent des outils et matières premières plus importants et onéreux. D'ailleurs, l'accessibilité ainsi que la disponibilité de ces matières premières (bois et ferraille), font elles aussi défaut. En outre, lorsque la turbine tombe en panne et que les machines électriques de ces deux derniers ateliers ne fonctionnent donc pas, se sont les PFST qui sont sensés résoudre le problème et qui doivent acheter l'essence nécessaire à la

mise en marche de la génératrice. Cette démarche représente la procédure de substitution dans cette situation.

Les difficultés de transport déjà évoquées, restreignent les possibilités de vente de la production du centre, surtout pour ce qui est des gros œuvres. A moins de répondre à une demande spécifique, les meubles, réchauds et autres grands travaux des jeunes sont stockés. Pour ce qui est des vêtements ou objets réalisés par les filles de l'atelier couture, ils sont soit gardés par celles-ci, soit défaits et réutilisés (cela concerne spécialement les travaux de crochet en laine). Il va de soit qu'étant donné le niveau de vie précaire des habitants de la région ainsi que l'état rudimentaire et spartiate de leur habitation, ils ne peuvent habituellement pas se permettre de dépenses superflues !



Figure 19 et 20 : Maisonnets standards de Café Lompré abritant des familles entières pouvant dépasser 10 personnes.

Au niveau de l'impact technique, l'ouverture du centre de formation a largement contribué à revaloriser l'artisanat et le savoir-faire local et traditionnel. Certains habitants fréquentent le centre lorsqu'ils ont des outils à réparer ou qu'ils ont besoin de conseils pour fabriquer des objets.

L'impact social et culturel est également positif : la présence du centre au "milieu du village" semble favoriser les rencontres et échanges de l'ensemble de la communauté. Ces contacts sont également favorisés par le fait que les locaux accueillent en plus des ateliers, le magasin communautaire ainsi que la boulangerie. De plus, l'alimentation en électricité des bâtiments attire de nombreuses personnes désireuses de profiter de l'installation pour charger gratuitement leur téléphone portable. Enfin, bien que les activités soient séparées de manière "genrée" (excepté pour ce qui est des cours théoriques), et que l'on ressent quand même une certaine gêne ou timidité dues au tabou que les rapports hommes / femmes représentent encore dans la société haïtienne (surtout pour la population de cette tranche d'âge), l'établissement offre une plateforme neutre aux jeunes pour faire connaissance et se côtoyer. Le fait qu'ils mangent ensemble à la pause de midi favorise une ambiance conviviale mais la séparation des groupes reste tout de même bien marquée et les rapports de proximité ou les conversations approfondies entre eux sont rares.

Enfin, l'impact politique est inexistant étant donné que le gouvernement n'a en rien participé à la réalisation du centre de formation. Détenant un statut d'établissement privé, l'Etat n'a aucun contrôle sur ses activités.

- La viabilité / reproductibilité :

Cet aspect fera l'objet d'une analyse approfondie dans une partie ultérieure de ce manuscrit. Celui-ci s'efforcera de donner une vision globale et objective des chances et obstacles d'autonomie du centre de formation professionnelle de Café Lompré.

- La stratégie d'intervention :

La stratégie d'intervention a laissé entrevoir quelques lacunes. OTM n'étant initialement pas venue à Café Lompré dans le but d'agrandir le centre de formation dont les premières pierres avaient été posées grâce à l'appui de l'organisation suisse Enfants du Monde, elle a fait de son mieux pour réaliser ce projet ambitieux et répondre aux besoins formulés par la population. Une étude de marché plus approfondie aurait par exemple permis d'anticiper les difficultés d'écoulement des marchandises. Ainsi, des dispositions visant à améliorer le marketing auraient pu être envisagées. La création d'une cellule officielle de « suivi-évaluation », interne ou externe, disposant d'outils, d'indicateurs et d'une procédure précise, permettrait également une meilleure vue d'ensemble et faciliterait par conséquent, l'identification des ajustements nécessaires.

- La participation / satisfaction des bénéficiaires :

La notion de participation de la population intervient à plusieurs niveaux du projet. Tout d'abord, lors des réunions d'informations et sensibilisation. A ces occasions, les organisations d'appui et d'aide espèrent attirer un maximum de personnes afin de récolter suffisamment de renseignements sur les besoins et attentes de ces dernières. Durant ces séances, elles essaient aussi de mieux comprendre la mentalité des gens, leurs comportements et réactions face aux réalités de leur environnement.

Dans un second temps, la participation des villageois a été sollicitée pour la construction des locaux destinés à accueillir les trois ateliers professionnels, le magasin communautaire ainsi que les bureaux administratifs. Ceux-ci ont répondu présents, même si certains ont montré un manque d'assiduité. En effet, étant donné qu'une rémunération journalière ainsi qu'un repas étaient offerts, les participants ont eu tendance à venir apporter leur soutien périodiquement, ne pouvant attendre pour profiter de leur petit salaire. Ce manque de rigueur est malheureusement monnaie courante en Haïti. Ayant apparemment beaucoup de mal à développer une vision à long terme, les ouvriers temporaires, (qui pour l'extrême majorité n'ont pas de moyen de subsistance), préfèrent dilapider leur argent au jour le jour, au lieu de venir travailler tous les jours et ainsi, économiser une somme plus importante. Aussi, de tels comportements ont une part de responsabilité dans le ralentissement des travaux et donc dans le non respect des délais prévus, car le maître de chantier se voit dans l'obligation de prendre chaque jour du temps pour répéter ses instructions et démonstrations aux nouveaux participants.

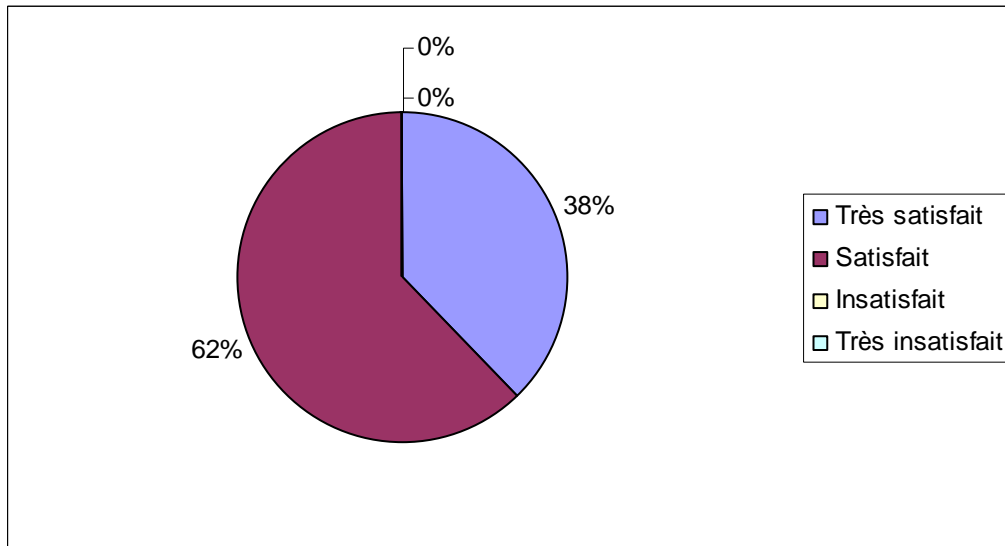
Enfin, pour ce qui est de la participation des élèves à leur cours, le centre de formation professionnelle rencontre un franc succès. Malgré l'éloignement géographique de certains, qui habitent à plus d'une heure et demie de marche et arrivent parfois un peu en retard, leur régularité est quasiment irréprochable. De plus, le repas fourni à la cantine est certainement un autre facteur de motivation.

Le dévouement et l'implication des enseignants sont aussi à mettre en avant. Ils cherchent inlassablement à se perfectionner, à améliorer leurs cours et à offrir de nouvelles techniques. Ils s'efforcent à développer la créativité et l'estime de soi de chacun des apprentis. Seul le Frère Gérard, responsable de l'atelier de menuiserie, se dit dépassé par les événements, avec une quarantaine d'apprenants à gérer. D'anciens étudiants, aujourd'hui diplômés du centre, viennent

de temps à autre lui donner un coup de main, mais ne pouvant recevoir un salaire, ceux-ci ne peuvent rester en permanence.

L'état de satisfaction des bénéficiaires directs, à savoir les élèves du centre, est tout à fait positif. Ces derniers semblent s'épanouir dans les formations proposées qu'ils suivent avec enthousiasme. Les 37 élèves interviewés ont tous donné de bonnes appréciations quant au centre et plus particulièrement, quant aux formations qui y sont offertes. Pour répondre à cette question, ils avaient le choix entre les quatre variables suivantes : très satisfait, satisfait, insatisfait, très insatisfait. Le graphique 1 récapitulatif ci-dessous illustre leurs réponses :

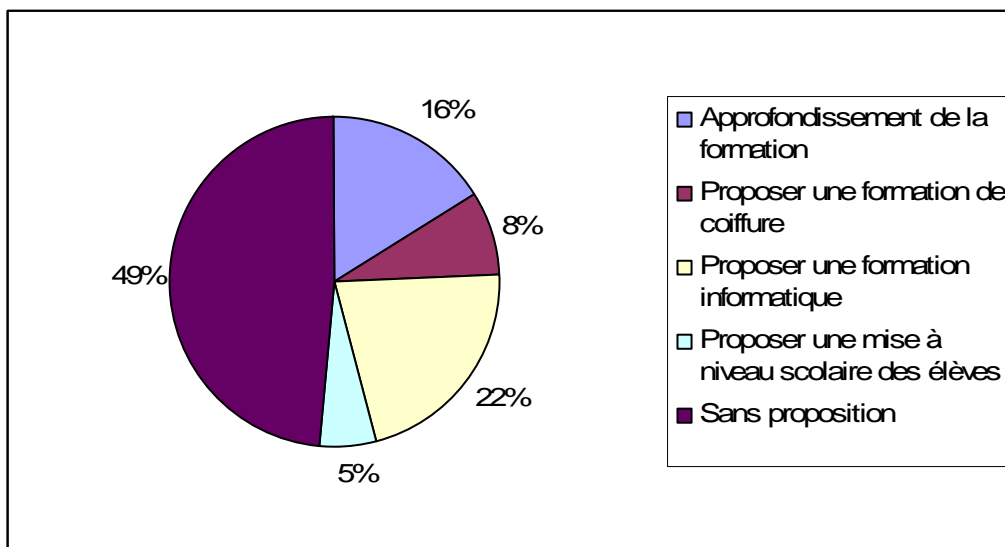
Graphique 1



Comme l'indique le pourcentage nul des deux dernières catégories, aucun élève n'a décrit négativement le centre professionnel et ses formations.

Les réponses à la question « Quelles sont les améliorations que vous aimeriez pour le centre ou ses formations ? », ont été largement plus timides et contrastées. Le graphique 2 ci-dessous permet une vue d'ensemble :

Graphique 2



Sur un total de 37 élèves interviewés, 18, soit près de la moitié, n'ont pas de proposition à faire mais précisent qu'ils seront heureux de prendre tout ce qu'on voudra bien leur donner.

8 apprentis (2 filles et 6 garçons) aimeraient qu'un atelier informatique, voire même un Internet Café dans la mesure du possible, soit ouvert. 6 élèves pensent qu'un approfondissement des formations actuellement disponibles serait bénéfique. 3 apprenties voudraient qu'un atelier de coiffure voie le jour. Enfin, les 2 derniers répondants estiment qu'une mise à niveau des savoir de base devrait être appliquée, afin que tous les élèves puissent intégrer le contenu des cours théoriques plus ou moins au même rythme. Il convient de préciser que quelques apprenants n'espèrent pas s'arrêter là et envisagent ensuite d'effectuer des cours de perfectionnements. Certains garçons veulent profiter au maximum du dispositif mis à leur disposition en suivant successivement les deux programmes ; les ateliers de menuiserie et de ferronnerie. La plupart des jeunes filles espèrent quant à elles trouver un emploi dans un autre centre de la congrégation religieuse ou en entreprise. Tous sont heureux d'avoir eu accès à ces formations à proximité de chez eux, sans avoir été obligés de quitter leurs proches.

Concernant les bénéficiaires indirects, à savoir le restant de la communauté de Café Lompré, tous voient d'un bon œil la création du centre. Ils estiment que ce dernier offre l'opportunité d'acquérir des savoirs qui sans lui, n'auraient pas ou très péniblement été accessibles à leurs enfants. Bien que certains éprouvent des difficultés à s'acquitter des frais d'inscription, tous sont conscients que cette dépense est bien inférieure à la somme qu'ils auraient dû payer pour une formation équivalente dans la capitale.

En définitive, pour que le centre fonctionne et se développe convenablement, il me semble nécessaire que les PFST ainsi que l'ensemble de la population s'investissent d'avantage, à titre collectif et personnel, dans la publicité et la reconnaissance de leurs actions, en particulier celles en lien avec le centre de formation, s'ils veulent augmenter leurs mandats et leurs ventes. Comme me le disait Frère Manuel, investigateur et ancien responsable du projet lors de la collaboration d'EDM :

« Les Petits Frères actuellement en activité à Café Lompré manquent de dynamisme. La population aussi d'ailleurs. (...) En Haïti comme partout et particulièrement dans les pays en voie de développement, rien ne se fait tout seul, il faut se retrousser les manches. (...) S'ils ne font pas d'avantage la promotion de leurs activités, alors ils n'aboutiront jamais à l'autonomie. Il faut avoir et développer un réseau. En restant dans son coin et en refusant d'aller à la rencontre des autres, alors rien n'avance ! C'est comme tout, les contacts sont essentiels. »

5.2 Evaluation des démarches du projet d'eau potable (turbine hydroélectrique et kiosques à eau) :

Etant donné que la venue et l'implication d'OTM à Café Lompré ont initialement été motivées par l'envie de faciliter l'accès des citoyens à l'eau potable, il m'a semblé naturel d'accorder également une importance privilégiée à ce sujet dans mon mémoire. Les acteurs de ce projet qui s'inscrit dans la multiplicité des actions dites "intégrées" de la région, restent les mêmes ; l'ONG OTM, la confrérie des PFST ainsi que les habitants de Café Lompré.

Bien que je n'aie pas vraiment eu la possibilité de réaliser l'étude que j'avais envisagée avant mon départ, à savoir évaluer l'impact de la création des sept kiosques à eau sur le quotidien de la population de Café Lompré mais aussi l'apparition inespérée d'énergie électrique fournie par la turbine hydraulique, je suis tout de même parvenue à récolter suffisamment d'informations pour proposer une analyse des démarches effectuées pour mettre en place ce projet. Pour ce faire, je m'appuie encore une fois à utiliser les points de repères proposés par Beaudoux, Crombrughe, Douxchamps, Gueneau et Nieuwerkerk (1992), comme support.

Je précise que l'analyse qui suit va se focaliser sur le projet de la source "Bois Debout" et ne prendra donc pas en compte la tentative antérieure d'OTM, visant à élaborer un réseau commun avec les habitants du village de Meyer.

1. L'identification des actions :

La création de canalisations terrestres puis souterraines approvisionnées par différentes sources de Meyer ayant débouché sur des échecs successifs, les collaborateurs d'OTM ont dû se résoudre à imaginer un autre plan d'intervention. C'est ainsi que le passage de Felix Zenner dans la région en 1990 a été décisif. Fatigué d'entendre sans cesse les mêmes plaintes de la population et conscient que l'accès à l'eau potable représente une nécessité prioritaire, celui-ci a décidé de partir à la recherche d'une source propre à Café Lompré, qui pourrait répondre aux besoins vitaux de la communauté.

- Quelle est l'action envisagée ?

Une fois la source "Bois Debout" découverte, Felix suggère un projet ambitieux à ses collègues luxembourgeois et suisses, aux PFST et à la population locale. Il espère construire un dispositif permettant à l'eau de la source de parcourir et monter les 150 mètres de dénivelé qui la sépare des habitations du village, où il imagine ouvrir différentes fontaines. Sceptiques quant aux chances de réalisation et de réussite d'un tel projet, les PFST ainsi que les villageois se laissent convaincre et finissent non seulement par prendre au sérieux la proposition de Felix, mais aussi par s'impliquer dans sa conception en participant aux nombreuses réunions de sensibilisation sur la thématique de l'eau.

Sans vouloir encore en dévoiler trop, les membres d'OTM pensent déjà à une chose encore plus incroyable ; fournir de l'électricité au centre de formation professionnelle grâce à une turbine hydraulique qui par la même occasion, permettrait de remplacer la génératrice en transportant l'eau de source jusqu'aux kiosques. Bien que ces derniers s'accordent tous à dire que cette innovation technologique pour le pays pourrait alors faire office de prototype et diminuerait considérablement les frais relatifs au captage, personne n'ose encore y croire réellement.

- Par quels acteurs ?

Bien que la création d'un captage soit à la portée des compétences de la population locale, la complexité conceptuelle et technique qu'implique celui de la source "Bois Debout", située au fond d'une ravine, la laisse un peu perplexe et inopérante. L'élaboration de la turbine dépasse quant à elle complètement leur imagination et entendement. Même les quelques professionnels dont elle dispose, qui exercent dans des métiers du bâtiment ou de la mécanique, ont beaucoup de mal à comprendre quelle forme va prendre le chantier. Autant dire qu'encore une fois, les aspects conceptuels, techniques, matériels et financiers sont sous la responsabilité d'OTM.

Dès le début des démarches, l'organisation étrangère a pensé à former des personnes qui ultérieurement deviendront les spécialistes et personnes de références du captage de "Bois Debout". Frère Pascal, (qui à la fin des années 90 est affilié à la mission des PFST de Café Lompré) se porte volontaire car il dispose déjà d'une certaine expérience dans les domaines de l'hygiène et des techniques de protections des sources. OTM lui donne donc l'opportunité d'approfondir ses connaissances dans ses secteurs d'activités et profite pleinement de son savoir-faire, lors de la construction des citernes, captages et du funiculaire notamment. Malheureusement, avant la mise en fonction de la turbine dans le courant de l'année 2004, Frère Pascal est transféré dans une autre région et ne peut depuis lors, apporter son soutien que sporadiquement.

Julien a quant à lui été sollicité par les PFST. Originaire de la région de l'Artibonite (région au nord de la capitale) et titulaire d'un diplôme de mécanicien automobile, celui-ci a vite accepté leur offre et est aujourd'hui le technicien de la turbine. Bien qu'il ne vive pas à Café Lompré, Julien vient régulièrement vérifier le bon fonctionnement du dispositif. En cas de panne, il est le seul à pouvoir évaluer et réparer les dommages de la turbine. La responsabilité de l'entretien des

captages (plusieurs ont été nécessaires pour l'alimentation global du réseau), a été cédée à un jeune des environs, appelé Etienne. Chaque mois, il inspecte toutes les installations et dégage, le cas échéant, les débris qui se sont accumulés et qui peuvent faire obstruction. Enfin, Etienne et Julien doivent nettoyer les citernes chaque trimestre afin de détruire les potentielles bactéries et garantir une eau saine à la population.

Pour ce qui est de la main-d'œuvre, elle a quant à elle été laissée à la charge des habitants de la région. Que ce soit pour la construction du funiculaire (indispensable pour transporter les matières premières), des trois citernes, des kiosques ou des locaux abritant et protégeant les captages et la turbine, la population a massivement participé au bon déroulement des travaux.

Lorsqu'en 1999, le captage a été terminé et les premières fontaines d'eau ouvertes, la gestion administrative et financière des pertes et profits que le dispositif apportait, était prise en charge par les PFST. Quelques années auparavant, en 1994 pour être exacte, des personnalités incontournables du village avaient créé un comité local, appelé ODEC (Organisation pour le Développement de Café Lompré), dont la mission principale était de repérer les potentielles anomalies du réseau, comme des robinets qui présentent des fuites par exemple, et de transmettre les informations aux personnes compétentes, à savoir Julien le technicien ou aux PFST. Depuis 2003, les membres d'ODEC ont insisté pour s'investir davantage et ont affirmé leur volonté de reprendre les responsabilités administratives et comptables des PFST vis-à-vis du projet d'eau. Pensant qu'une telle démarche pouvait favoriser la participation d'autres locaux, OTM a encouragé cette initiative et a même demandé qu'un second comité soit formé. C'est ainsi qu'OGEDec (Organisation de Gestion De l'Eau pour Café Lompré), dont les membres sont plus jeunes que ceux d'ODEC, a été créé dans le courant de l'année 2005, avec pour missions prioritaires d'organiser la vente d'eau des kiosques et d'encadrer les bénévoles qui y travaillent. En outre, les adhérents de ce comité local, doivent récolter les recettes qui en découlent avant de les transmettre au gestionnaire d'ODEC. En ville, un compte bancaire a été ouvert afin que cet argent puisse être économisé et utilisé à bon escient, en cas de panne de réseau ou de dysfonctionnement de la turbine. Pour minimiser les risques de dilapidation de cet apport financier, les membres d'ODEC n'ont pas la possibilité de faire des transactions bancaires s'ils ne sont pas accompagnés du Frère supérieur ou du Frère comptable respectifs de la mission de Café Lompré. En définitive, bien que les PFST n'aient plus la charge officielle de la gestion du projet d'eau, les deux Frères précités disposent tout de même d'un droit de regard et de décision quant aux positions à adopter.

- Quelles sont les actions prioritaires et réalisables ?

L'action prioritaire de ce projet est d'offrir de l'eau potable à la communauté de Café Lompré qui jusqu'alors, doit parcourir de longues distances pour s'en procurer. De plus, l'eau dont elle se sert est très souvent souillée (par leur ignorance, irresponsabilité ou infortune) et implique par conséquent, de nombreux risques de contaminations bactériologiques et autres maladies.

Pour commencer, les sources déjà exploitées sont protégées afin que les animaux et insectes n'y aient plus accès, ou du moins, moins facilement. En outre, des séances d'information et de sensibilisation sur les conséquences de la souillure des sols sont organisées pour que les villageois prennent conscience que certains de leurs actes quotidiens, comme par exemple le fait de disposer des latrines à quelques mètres en amont d'un captage, ont de mauvaises répercussions sur la qualité de l'eau qu'ils consomment.

Dans un second temps, le captage de la source "Bois Debout" débute. Son accès étant particulièrement difficile, la construction d'un funiculaire est nécessaire. Trois citernes intermédiaires munies de puissantes pompes sont bâties afin que la génératrice suffise à faire monter l'eau jusque dans les kiosques.

Dans un troisième et dernier temps, OTM envisage de construire une turbine hydroélectrique destinée à remplacer et remplir la fonction de la génératrice en faisant monter l'eau, mais aussi à procurer de l'énergie électrique au centre de formation.

- Qui sont les bénéficiaires directs et indirects ainsi que les exclus ?

Les bénéficiaires directs de réseau d'eau sont les villageois de Café Lompré. Prévu pour répondre aux besoins de 600 familles environ, les membres d'ODEC estiment que le dispositif est en fin de compte utilisé par plus de 1000 familles, soit au total entre 5000 et 7000 personnes²². En effet, en disposant d'une facilité d'accès à une eau salubre, petits et grands économisent du temps et de l'énergie tout en diminuant les risques d'attraper des maladies. Lors de l'élaboration de ce projet, OTM envisage que le surplus d'eau servira à l'irrigation des jardins, voire même des plantations avoisinantes.

Les bénéficiaires indirects sont le bétail ainsi que l'ensemble de la faune et de la flore qui, grâce au dispositif mis en place, sont moins à la merci des conditions climatiques, en particulier durant la saison sèche.

Les exclus de ce projet sont encore une fois les personnes qui vivent dans les zones trop reculées du village. A cause de leur éloignement des fontaines, celles-ci continuent à utiliser l'eau disponible à proximité, malgré le fait qu'elle soit souvent moins propre. D'autres exclus sont représentés par les personnes qui, malgré les prix illusoire, n'auraient pas les moyens de payer l'eau potable.

- Comment assurer l'implication des bénéficiaires ?

Tout comme elle l'a fait pour l'ensemble de ses interventions à Café Lompré, OTM a choisi d'offrir une rémunération journalière et un repas aux personnes qui s'investissent et aident à la concrétisation du projet. Comme je l'ai expliqué plus haut, elle a également offert des formations théoriques et techniques aux personnes qui ont participé aux séances d'information. De plus, le fait que la majorité des habitants soient sceptiques quant aux chances de réussite de cet ouvrage semble avoir eu des retombées positives. Piqués par la curiosité, certains sont venus donner un coup de main pour voir à quoi ressemblait le chantier, alors que d'autres ont apporté leur contribution dans l'espoir de pouvoir revendiquer leur participation à un projet surréaliste.

- Quelle sera la viabilité du projet lorsque les aides extérieurs prendront fin ?

Voyons maintenant si OTM a pris en considération toutes les facettes relatives au concept de viabilité présentées par les auteurs de ma grille de référence :

- *La viabilité sociale et culturelle* : Etant donné que l'eau correspond à un besoin vital, OTM n'a jamais douté quant à l'utilité ou à l'accueil de la population cible vis-à-vis de ses installations. Elle savait qu'une fois le réseau d'eau activé et performant, les habitants des environs n'hésiteraient pas à en profiter. La difficulté n'était donc pas de les convaincre de la nécessité du projet mais plutôt, de les préparer à la gestion d'un tel dispositif.

²² Ces chiffres sont des approximations à considérer avec prudence, car ni les membres d'ODEC, ni OTM, ni même le gouvernement haïtien, ne disposent d'un appareillage statistique fiable.

- *La viabilité organisationnelle* : La création de divers comités, dont ODEC et OGEDEC, a été réalisée dans le but de former et préparer une relève capable de gérer les dimensions administratives, organisationnelles et comptables du projet.
- *La viabilité technique* : OTM a procédé à la formation de plusieurs techniciens destinés à répondre aux éventuels dysfonctionnements de l'ensemble du dispositif. Pour répondre au mieux au problème des pièces de rechanges non disponible en Haïti, étant donné que la turbine est un prototype qui a été construit à partir de technologies mécaniques et électroniques européennes, OTM est actuellement en train d'aider Julien (le technicien responsable) à ouvrir son propre atelier. A terme, elle espère que celui-ci sera en mesure de fabriquer et/ou réparer les pièces défectueuses.
- *La viabilité économique et financière* : Dès le début des travaux du captage de la source "Bois Debout", OTM a su entrevoir les difficultés auxquelles allait se heurter la population locale au moment de son retrait, car les frais relatifs à la génératrice à pétrole allaient être trop élevés. La création de la turbine hydroélectrique a justement été réalisée dans le but de surpasser cet obstacle et permettre une diminution des coûts. D'après les estimations d'OTM, la viabilité financière devrait être assurée par le prix de vente de l'eau, certes minime, mais suffisant selon elle pour rémunérer le technicien et ses collaborateurs et pour acheter de l'essence pour la génératrice en cas de panne de la turbine.
- *La viabilité environnementale* : Au vu du manque généralisé d'accessibilité à l'eau dans la région et sur l'ensemble du pays, l'installation du réseau a largement plus tendance à améliorer les conditions environnementales qu'à les détériorer. En effet, même si la capacité de la turbine ne permet (à ce jour) pas l'irrigation des terrains agricoles, les paysans disposent tout de même d'une issue de secours en cas de grande sécheresse. De plus, les divers examens de experts d'OTM ont montré que l'exploitation de la source ne risquait pas d'engendrer des baisses significatives de la nappe phréatique. Enfin, un suivi régulier du niveau de la rivière, dont une partie a été détournée pour permettre l'activation de la turbine, est effectué.
- *La viabilité politique* : Bien qu'Haïti soit un pays où l'instabilité politique est omniprésente, le projet d'eau de Café Lompré a été préservé des soubresauts politiques. En effet, l'Etat, grand absent de ce projet, n'a jamais fait opposition aux diverses démarches mises en place. Au contraire, il semble plutôt ravi de constater que des personnes volontaires s'acquittent de ses responsabilités, qu'il n'est pas en mesure d'assumer.

2. La programmation des actions :

Comme je vais le montrer dans les paragraphes qui suivent, les acteurs de ce projet ont accordé une importance beaucoup plus importante à cette étape qu'ils ne l'ont fait pour la création du centre de formation professionnelle.

- Préciser les actions à programmer :

Pour réaliser et venir à bout d'un tel chantier, les divers intervenants ont dû s'armer de stratégies d'action. Comme la construction du réseau d'eau est à elle seule pluridimensionnelle, il a fallu s'organiser et déléguer le travail du mieux possible, malgré le niveau élémentaire de formation de la plupart des ouvriers locaux. A cet effet, de nombreuses réunions d'information ont été effectuées. Dans un second temps, les acteurs du projet ont dû être patients mais surtout persévérants et imaginatifs. En effet, au fur et à mesure de l'avancée des travaux, ils ont été

contraints d’user de ruses et de créativité afin de répondre aux différents problèmes et impondérables auxquels ils ont été confrontés.

Tout d’abord, il a fallu réaliser une étude de milieu (tant géographique que culturelle) pour permettre l’élaboration des plans (dessins) du futur dispositif. Dans un deuxième temps, on a appris aux ouvriers, agriculteurs pour la plupart, comment procéder pour maximiser leur rentabilité et minimiser leurs efforts. Je rappelle d’ailleurs que, malgré les moyens rudimentaires dont ils disposaient, les villageois sont parvenus à construire, par la force du poignet, les captages, citernes, une vingtaine de kilomètres de canalisations, les kiosques et les locaux de protection, dans des endroits parfois très escarpés et difficiles d’accès. Afin de faciliter les conditions de transport, les briques ainsi que le ciment ont été confectionnés sur place, dans l’atelier « multi vibres », rendu fonctionnel pour l’occasion. Toutefois, les déplacements des matériaux finis n’ont pu se faire qu’à pied. Pour certaines constructions, comme celles du captage et du local de protection de la source “Bois Debout“, même le recours aux forces animales a été négligeable à cause de la raideur ou de l’état inquiétant de divers tronçons des sentiers. Dans un troisième temps, la construction de la turbine a été planifiée de façon à ce qu’elle court-circuite le moins possible le réseau d’eau, déjà actif grâce à la génératrice. Alors que les éléments mécaniques de la machine ont été fournis par OTM, tous les éléments microélectroniques ont été conçus et offerts par Victor, (particulier suisse marié à une Haïtienne), fidèle collaborateur d’OTM et d’autres actions de développement en Haïti.

- Organiser les trois niveaux des interventions :

L’action retenue par les gens correspond à la création d’un dispositif en eau potable. Bien qu’ils aient montré quelques réticences à accepter la possibilité de réaliser un réseau si important et complexe, ceux-ci ont fini par valider le projet. Une fois convaincus, ils l’ont véritablement considéré comme un programme local de développement et se sont beaucoup investis.

La fratrie des PFST s’est quant à elle passablement occupée de la formation des villageois. En effet, les Frères se sont efforcés à diffuser au maximum les informations relatives aux traitements de l’eau qui leur avaient précédemment été transmises par des professionnels. De plus, les PFST ont cherché à sensibiliser la population quant à l’importance physiologique de consommer de l’eau saine.

OTM, qui représente une fois encore l’ONG de financement, s’est chargée de la majorité des dépenses. Elle a fait venir plusieurs spécialistes d’Europe afin de maximiser les chances de réussite du projet. Ces derniers ont offert des formations plus poussées aux PFST ainsi qu’aux membres d’ODEC puis OGEDEC, afin qu’ils puissent passer le relais et organiser à leur tour des séances d’information et de sensibilisation à la population. En outre, OTM a bien évidemment organisé des rencontres publiques qui ont notamment permis de connaître l’état d’esprit de la population face au projet ou ont apporté des indications sur le déroulement des travaux. Enfin, OTM a formé les comités locaux aux techniques administratives et comptables.

- Favoriser un climat de négociation

Les multiples séances d’informations ont favorisé un climat de négociation entre les différents acteurs. Au cours de celles-ci, au vu de la complexité technique du projet, il est clair que les villageois n’ont pas vraiment été en mesure d’apporter leur contribution conceptuelle mais ont été plutôt invités à écouter attentivement, afin de s’imprégner de la procédure et des stratégies d’actions envisagées. Au niveau pratique, leurs avis et propositions ont toutefois été pris en compte.

Malgré leur profonde envie de bien faire, les intervenants d’OTM puis les formateurs locaux, se sont heurtés à un problème inattendu : leurs réunions n’étaient quasiment pas fréquentées par les

femmes. Alors que ces dernières représentent des actrices clefs de ce domaine, (étant donné qu'elles ont la charge des activités ménagères), elles ne participaient pas aux formations, par manque de temps ou d'intérêt. Pour répondre à cette sous représentation des femmes, les formateurs ont dû insister sur l'importance de leur présence et leur faire comprendre que ce sont elles qui devront ensuite transmettre les connaissances acquises à leur enfants. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, les formateurs disent avoir remarqué une augmentation de la participation et implication des femmes à leurs réunions.

Comme pour le projet du centre de formation professionnelle, on peut se demander si le fait que les réunions se soient passées dans des locaux dépendants des PFST, n'ait pas eu un certain impact.

- Programmer dans un cadre souple :

Les conditions météorologiques, la difficulté d'accès ou encore le manque d'outils performants, sont autant d'éléments qui ont incité et favorisé la mise en place d'un cadre souple. En effet, la réalisation du dispositif d'eau ainsi que celle de la turbine ont impliqué tant d'obstacles, qu'il a fallu varier et adapter les stratégies d'action progressivement.

- Articuler la programmation au suivi et à l'évaluation :

Etant donné que les deux comités locaux (ODEC et OGEDEC) ont été créés dans le but de garantir le bon fonctionnement de l'ensemble du dispositif en eau potable de Café Lompré, c'est à leurs membres que revient la charge et responsabilité du suivi de cette action de développement. En cas de problème, ils doivent alerter les personnes de référence ; en général le technicien et les trésoriers responsables. Si ces derniers ne peuvent résoudre le problème, ils doivent informer les PFST et prendre contact avec les intervenants d'OTM. Enfin, les comités locaux représentent un double intermédiaire entre la population, les PFST ainsi qu'OTM.

Bien qu'ils n'en soient plus officiellement chargés, les PFST continuent à jouer un rôle de superviseur et participent donc également au suivi de l'action. A l'égard de la population, ils détiennent une crédibilité réactionnelle beaucoup plus importante que celle accordée aux membres d'ODEC et OGEDEC et restent définitivement par défaut, les personnes de contacts et de références en cas de problèmes. Mes entretiens auprès de la population ont d'ailleurs clairement révélé cette tendance.

- Envisager les conditions de retrait de l'aide :

Au contraire du projet du centre de formation professionnelle, le retrait de l'aide extérieure a clairement été envisagé et exposé à la population. Alors que le réseau fonctionnait à l'aide de la génératrice, OTM a insisté sur la nécessité d'installer la turbine hydraulique, afin d'accéder à une meilleure rentabilité et garantir l'autonomisation du dispositif. Bien que les concepteurs de ce prototype acceptent l'idée de jouer encore longtemps un rôle de consultant, ils espèrent que les membres des comités locaux, le technicien ainsi que le chargé d'entretien, pourront à l'avenir répondre aux besoins de celui-ci. Malheureusement, malgré le bon fonctionnement de la turbine pendant près de dix mois avant mon arrivée et donc une rentrée d'argent non négligeable, j'ai pu remarquer que ces derniers étaient encore très dépendants d'OTM, que ce soit aux niveaux matériel, financier ou conceptuel.

3. Le suivi des actions :

- Déterminer les acteurs du suivi :

Comme je l'ai énoncé précédemment, les intervenants d'OTM ont attaché une attention toute particulière à l'organisation du suivi de ce projet prometteur. Ainsi, deux comités locaux, ODEC et OGEDEC, ont respectivement vu le jour en 1994 et 2005 dans le but de suivre et favoriser le bon déroulement et développement des services et activités liés au dispositif en eau potable. En cas de problème, c'est vers ses membres que la population est sensée se tourner, même si mes observations ont montré qu'elle avait plus tendance à faire appel aux PFST dans ce cas de figure. Considérés comme les "bons samaritains" des environs, la communauté peine à s'adresser directement aux comités locaux, auxquels elle accorde apparemment, une confiance modérée.

Les PFST continuent par conséquent à jouer un rôle de suivi du projet d'eau. Étant donné que le centre de formation professionnelle, l'école primaire ainsi que leur maison d'habitation, jouissent d'une alimentation en eau potable, ils correspondent à des consommateurs privilégiés qui sont donc en mesure de repérer rapidement certains dysfonctionnements. En fin de compte, ODEC, OGEDEC ainsi que les PFST s'occupent du suivi pratique et effectif du projet.

Toutefois, estimant qu'avec une meilleure communication et sensibilisation de la communauté, son soutien auprès de nombreux projets éparpillés sur l'ensemble du territoire serait plus performant, OTM a carrément sollicité la création d'un troisième comité, SOHPAD²³. Ce comité "social" ou spécialisé dans le domaine de la communication du moins, est destiné à accompagner la population locale dans son désir d'améliorer ses conditions de vie, en déterminant avec elle quels sont ses besoins prioritaires. Lorsqu'un projet est ensuite mis sur pied et soutenu par OTM, SOPHAD est chargé d'organiser des séances d'information. À ces occasions, ses membres doivent également suivre l'avancée des actions programmées et repérer les manques ou retards potentiels. De plus, ils doivent rester à l'écoute de la population et transmettre l'état de satisfaction de celle-ci à l'organisation de financement. Mandaté sur l'ensemble des projets intégrés de Café Lompré, ce comité "national", se rend régulièrement sur les lieux pour vérifier si les villageois sont au courant de ce qui se passe, s'ils ont des commentaires ou propositions à faire et s'ils sont satisfaits des démarches entreprises. Malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer l'un des membres de ce comité durant mon séjour.

Les éventuelles modifications de stratégies d'interventions et d'actions sont bien entendu réalisées en accords communs de l'ensemble des acteurs concernés.

- Déterminer les caractéristiques d'une procédure de suivi :

La création des divers comités susmentionnés n'a malheureusement pas donné place à l'élaboration d'une réelle procédure de suivi du projet. Là encore, aucune liste d'indicateurs ou échelle de valeur n'ont, à ma connaissance, été établies. Démunis d'outils pertinents pour suivre l'exécution de l'action et la mise en œuvre du plan d'opération, les membres de ces comités semblent agir à leur guise et convenance. Difficile alors de garantir l'objectivité des informations qu'ils récoltent et transmettent. La seule base concrète sur laquelle les membres d'ODEC m'ont dit s'être basés dans le passé, correspond aux prévisions d'avancement des travaux par rapport au temps.

²³ À mon grand regret, il ne m'a malheureusement pas été possible de me procurer la définition de cette abréviation.

- Déterminer l'implication des acteurs de base dans le dispositif de suivi :

Malgré l'apparition du comité national social, SOHPAD ainsi que les deux comités locaux, ODEC et OGEDEC ; les bénéficiaires paraissent s'être, encore une fois, un peu détachés du projet. En effet, depuis la mise en marche du réseau et donc des bornes de distribution d'eau, les villageois bénéficiaires, réagissent de moins en moins aux pannes et éventuels dysfonctionnements de la turbine. Préférant retourner à leur ancien point d'eau, ils attendent patiemment que quelqu'un vienne les informer que la réparation a eu lieu. Bien que selon moi, ce comportement s'explique partiellement par la mentalité souvent fataliste des Haïtiens ; la désinvolture de certains habitants interviewés face à la non accessibilité à ce produit de première nécessité, m'a par moment je l'avoue, laissée perplexe. Malgré l'ancienneté de leur étude, mes observations sur le terrain m'amènent à penser que les commentaires de Mathurin, Mathurin et Zaugg (1989) sur le comportement des paysans haïtiens sont toujours d'actualité : « (...) le milieu rural n'est pas organisé sur une base de communauté et l'esprit de gestion communautaire n'existe traditionnellement pas » (p.119). En d'autres termes, le concept connu ici sous l'appellation « *Metè tèt nou ansanm* » fait particulièrement défaut dans les campagnes haïtiennes.

Les villageois moins passifs vont pour leur part se plaindre auprès des PFST en espérant ainsi accélérer le processus de dépannage ou de révision.

4. L'évaluation des actions :

- L'efficacité :

Etant donné qu'un réseau d'eau potable a bien été installé à Café Lompré, on peut considérer que l'objectif principal a été atteint. A ce jour, ce dispositif alimente sept kiosques à eau ainsi qu'une quinzaine de clients privés, incluant les établissements sous la gérance des PFST (habitation, école primaire et centre de formation professionnelle). Bien que je n'aie pas été très chanceuse lors de mon passage – la turbine n'ayant fonctionné que quelques jours sur mes deux mois et demi d'étude sur le terrain - la turbine gagne quotidiennement en fiabilité. Avant mon arrivée, elle avait fonctionné pendant près de dix mois d'affilée, sans interruptions ni pannes, ce qui alors représentait un record. Malgré quelques défauts épisodiques, toutes les personnes interrogées s'accordent à dire que ce dispositif correspond à une grande avancée technologique dont elles sont fières, mais aussi et surtout, à une amélioration évidente de leurs conditions de vie. Grâce à lui, elles admettent gagner du temps et de l'énergie tout en étant plus sereines quant à la qualité de l'eau qu'elles consomment. De plus, la turbine hydraulique a également atteint son second objectif visant à alimenter le centre de formation professionnelle en énergie électrique, ce qui lui vaut par conséquent sa dernière appellation de « turbine hydroélectrique ». Indispensable pour faire fonctionner les machines des ateliers de menuiserie et de ferronnerie, les villageois en profitent également, car le magasin communautaire est alors en mesure de leur proposer des boissons fraîches. En outre, depuis l'expansion massive des téléphones portables dans le pays, il y a cinq ans environ, les prises électriques des locaux du centre de formation professionnelle, rencontrent un franc succès.

Malgré la distance, les concepteurs du prototype s'efforcent à suivre de près ses performances afin d'identifier les modifications nécessaires aux futurs modèles potentiels.

- L'efficacité :

La réalisation de cet énorme chantier ne s'est évidemment pas produite sans accroc ! D'infinis obstacles ont donné du fil à retordre aux intervenants multiples de ce projet qui, une fois encore, ont dû faire preuve de courage, d'ingéniosité, d'adaptation et de persévérance. Les ressources humaines et matérielles ont largement dépassé les estimations initiales mais c'est surtout la

construction du funiculaire qui a apparemment été la plus problématique. Quand on apprend que pour mettre les premiers jalons de cet engin indispensable au bon déroulement des travaux, Felix et Victor ont bravé les risques et ont descendu l'abrupte falaise en rappel, équipés uniquement de cordes et d'éponges (destinées à atténuer les désagréments liés aux frottements) ; on parvient plus ou moins à visualiser le degré de précarité des moyens disponibles. En outre, la mauvaise accessibilité du terrain a également engendré d'autres problèmes. L'acquisition d'un marteau piqueur par OTM n'a, par exemple, eu que peu d'utilité étant donné les difficultés liées à son transport sur les sentiers pédestres abîmés et/ou glissants des environs et la nécessité de le ramener au centre chaque soir pour le recharger.

Au niveau administratif, le projet du réseau d'eau n'a pas connu de difficultés majeures. Pour commencer, OTM a racheté la parcelle de terre où se situe la source de "Bois Debout" et donc la turbine. Selon un marché passé il y a une dizaine d'années, l'organisation donne aussi une participation aux paysans qui ont accepté de mettre une citerne sur leur terrain. OTM envisage évidemment de transmettre cette responsabilité financière, une fois le dispositif totalement opérationnel et les comités locaux de gestions bien rodés.

- L'impact :

Depuis leur ouverture, il est incontestable que les bornes à eau rencontrent un franc succès et contribuent fortement à l'amélioration des conditions de vie quotidiennes des villageois. Leur affluence est stable bien que certaines fontaines soient moins fréquentées que d'autres. L'ensemble de la population utilise régulièrement le système pour sa consommation personnelle ; pour boire, faire la cuisine et se laver dans la majorité des cas. Toutefois, rares sont ceux qui utilisent cette eau pour irriguer leurs plantations ou abreuver leur bétail, faute principalement de moyens économiques. Les pannes successives survenues lors de mon passage ainsi que mes entretiens avec la population, m'ont permis de constater que le réseau mis en place correspond plus à un système supplémentaire qu'à un système de substitution. En effet, malgré l'apparition du nouveau dispositif, les habitants n'ont pas perdu leurs vieilles habitudes et continuent à se rendre dans des sources plus éloignées et dont la qualité de l'eau n'est pas garantie pour répondre à leurs besoins secondaires ou lorsque le dispositif est défectueux. L'eau de rivière est également exploitée pour les animaux, la lessive et parfois pour l'agriculture. Il convient de préciser que les paysans de Café Lompré sont encore très dépendants des conditions météorologiques, car les cyclones peuvent (comme j'ai eu l'occasion de le voir) tout emporter sur leur passage, tout comme les sécheresses peuvent également avoir des conséquences dramatiques sur les plantations et donc sur le futur pouvoir d'achat de la population.

L'impact économique est tangible mais encore considéré comme insuffisant. Suite aux travaux de construction, ce projet a créé deux emplois fixes. Cependant, malgré la fonctionnalité croissante de l'installation et donc des rentrées d'argent de plus en plus stables, Julien le technicien mécanicien ainsi qu'Etienne le responsable des captages, continuent à être payés par OTM. Le matériel défectueux est rarement pris en charge par les comités de gestion du projet, car comme je l'ai déjà expliqué précédemment, ces derniers tardent quelques fois à activer la génératrice de secours, (notamment à cause de la flambée des prix du pétrole), et préfèrent attendre l'appui substantiel de l'organisation étrangère. Les recettes des ventes d'eau permettent toutefois à se procurer les produits nécessaires à l'entretien du dispositif. Les travailleurs bénévoles des bornes tirent aussi des avantages de cette activité puisqu'ils peuvent s'approvisionner gratuitement, mais certains points négatifs sont aussi à mettre en évidence. Le manque de transparence des transactions financières pour commencer, car les fontaines ne sont pas munies de compteurs permettant d'assurer un suivi de qualité entre les quantités d'eau vendues et les recettes récoltées. De plus, des pertes monétaires surviennent aussi au niveau des clients privés qui disposent de compteurs défectueux. Bien que les membres du comité ODEC soient chargés de répondre à ces désagréments, des lacunes subsistent. Etant donné que l'argent

transite par plusieurs intermédiaires, il est difficile de savoir si la somme finale est exacte ou si elle a été ponctionnée en chemin.

L'impact technique est convaincant puisque le projet a favorisé la création d'un atelier « multi vibres » destiné à fabriquer des briques de ciment. Quelques villageois ont donc eu l'occasion d'apprendre à manier le matériel et les outils relatifs à cette activité. De plus, l'apparition de bâtiments solides tend à gagner la sollicitude des villageois qui constatent les avantages pratiques et écologiques de ces constructions, à savoir respectivement, la diminution des risques et des dégâts en période cyclonique ainsi que la préservation des ressources forestières passablement mises à mal le siècle dernier.

L'impact social est également positif. Les responsables de la corvée d'eau sont en général des enfants ou adolescents. Contrairement à ce que j'ai pu constater dans d'autres régions, à Café Lompré cette besogne n'est pas uniquement laissée à la charge des jeunes filles. Les jeunes (filles et garçons) y trouvent donc une occasion rêvée pour parler et se charrier mutuellement. De plus, la proximité et la facilité d'accès des fontaines d'eau leur permettent de gagner un temps précieux qu'ils peuvent consacrer à leurs études ou à d'autres activités. D'ailleurs, en me baladant dans les salles de classe de l'école primaire, j'ai remarqué qu'il y avait nettement plus de filles que lors de ma première visite, sept ans auparavant. En définitive, depuis l'apparition de la turbine et de son réseau, les jeunes filles jouissent d'un double gain de temps ; d'une part grâce au rapprochement des installations et d'autre part, grâce à l'augmentation récente de la participation des jeunes hommes dans la réalisation de cette tâche quotidienne.

L'impact organisationnel est convenable étant donné que le projet a incité la création de comités de gestion. Bien que ces derniers ne soient pas encore autonomes et ne fonctionnent pas tout à fait correctement, les mobilisations et les réflexions communes qui en découlent représentent les bases d'une organisation communautaire qui avec du temps ainsi que l'aide du gouvernement, aboutira peut être un jour à une organisation sociétaire. La plupart des membres d'ODEC se sont d'ailleurs engagés à gérer d'autres aspects de la vie communautaire de Café Lompré. Ainsi, monsieur L. assume à la fois la fonction de vice-président du comité et de casec du village, monsieur F. celle de conseiller et d'agent de santé et monsieur C., celle de trésorier et de directeur de chapelle.

A l'évidence, l'impact sur la santé est significatif. D'après les informations récoltées chez les particuliers, l'accès facilité à une eau de qualité a permis de diminuer sensiblement le taux de morbidité²⁴ du paludisme dans la région. Les diverses campagnes de sensibilisation (d'OTM, des PFST, du gouvernement ou d'autres organismes privés), apprennent aux villageois à considérer l'eau autrement et à changer leurs comportements. Ces séances visent essentiellement à les rendre attentifs aux risques de contamination et des maladies pouvant en découler, ainsi qu'aux possibilités de purification de l'eau. Enfin, la construction de latrines salubres, excentrées des sources d'eau potable, contribue aussi à l'amélioration des conditions sanitaires.

L'impact politique est pour sa part très insuffisant. Le caractère titanesque des travaux de construction a bien piqué la curiosité des autorités politiques mais n'a malheureusement pas conduit à son implication. Lors de notre entretien, Frère Manuel m'explique d'ailleurs avoir sollicité la participation du ministre de l'agriculture lors de l'inauguration du funiculaire. Impressionné par cette réalisation unique dans les Caraïbes, celui-ci s'était engagé à donner son appui pour améliorer la route d'accès, à promouvoir les efforts fournis par la population et même à proposer au gouvernement d'inclure ce site dans une politique de tourisme rural. Malheureusement, la communauté de Café Lompré n'a pas vu ces dires se transformer en actes. Depuis la réaffectation de Frère Manuel dans une autre mission des PFST, la communauté

²⁴ En épidémiologie, le taux de morbidité est le rapport qui mesure l'incidence et la prévalence d'une certaine maladie. Dans le cadre d'une période donnée (typiquement, mais pas nécessairement, un an), ce taux indique le nombre de personnes atteintes par cette maladie par unité de population. On l'exprime en général en nombre de personnes atteintes par 1 000, 10 000 ou 100 000 personnes.

manque cruellement de leader(s) pour se faire entendre et exiger le concours, le soutien et la prise de responsabilité de l'Etat.

- La viabilité / reproductibilité :

Tout comme je l'ai énoncé pour le projet du centre de formation professionnelle, cet aspect fera l'objet d'une analyse spécifique dans le prochain chapitre de ce mémoire. A cette occasion, je reprendrai le conceptogramme en forme d'arbre proposé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) dans son rapport : « Viabilité des projets de développement » (1991), présenté dans le cadre théorique de cet écrit.

- La stratégie d'intervention :

Une fois de plus, l'approche "aliments contre travail" comme dédommagement de la participation des villageois qui à terme sont destinés à devenir les bénéficiaires directs du projet, peut avoir biaisé les véritables sources de motivation de ceux-ci et être remise en cause. Toutefois, ce projet orgueilleux de réseau d'eau, symbole de vie et de prospérité pour les locaux, a su vaincre leur scepticisme et engendrer leur mobilisation et participation massives. Bien que les intervenants d'OTM disposaient des connaissances théoriques et techniques pour réaliser un tel ouvrage, ils n'en étaient pas moins rassurés et sûrs de la réussite du projet à cause de la précarité du matériel disponible à Café Lompré. Suite à l'échec du réseau commun entre les habitants du village et ceux de Meyer, l'étude de terrain a été menée minutieusement et OTM et les PFST ont tout mis en œuvre pour responsabiliser les participants et minimiser les potentiels facteurs de corruption.

L'élaboration d'une route menant au captage de la turbine n'étant pas réalisable à cause de la raideur du fossé dans lequel il se trouve, la construction du funiculaire s'en est d'autant plus avérée indispensable. Ainsi, pour parvenir à destination finale, le gros du matériel technique a été treuillé sur les quatre-vingt derniers mètres de dénivelé. Cette technologie inédite en Haïti a suscité la stupéfaction de beaucoup, paysans comme autorités ministérielles. OTM et les PFST espèrent toujours que ce funiculaire puisse un jour être également exploité à des fins lucratives, grâce à des visites touristiques par exemple. Malheureusement, ce projet est une nouvelle fois pénalisé par le manque de marketing et de publicité.

Un dernier bémol reste à souligner : bien que les intervenants d'OTM aient été à la base de l'élaboration de ce projet et qu'ils aient demandé aux villageois de créer un comité de gestion, ils n'ont pas établi de cellule officielle de « suivi-évaluation ». Fréquemment oubliée lors de l'exécution des projets de développement, cette phase peut être rajoutée ultérieurement.

- La participation / satisfaction des bénéficiaires :

Sachant que l'éducation sanitaire constitue un puissant levier pour pousser les communautés à s'impliquer et à s'intéresser à la problématique de l'eau saine, OTM et les PFST ont commencé par solliciter la participation de la population aux séances d'information / sensibilisation portant sur la thématique. Suite à l'échec du réseau commun avec Meyer, ceux-ci ont accordé une attention toute particulière sur l'importance de ne pas détériorer les futures canalisations et plus globalement, sur le respect des règles d'hygiène à observer afin de limiter la prolifération des maladies d'origine hydrique. Après leur avoir fait part du nouveau projet destiné à exploiter la source « Bois Debout », les villageois n'ont d'abord pas montré beaucoup d'enthousiasme. Plusieurs assemblées ont été nécessaires pour que ces derniers se mettent à le prendre au sérieux. Les formateurs et intervenants ont également dû faire preuve de patience et d'insistance avant de voir le taux des participantes s'accroître. Etant donné que ce sont elles qui s'occupent

du ménage, ce sont également elles qui manipulent le plus l'eau d'usage domestique et qui représentent par conséquent, des informatrices de premiers ordres lors de la programmation d'un tel projet. En effet, combien d'actions se sont soldées par des échecs parce qu'elles n'avaient pas pris en considération leurs avis ? Combien de lavoirs ont été laissés à l'abandon à cause de leur agencement incommode ? Conscients de cette réalité, les membres d'OTM ont pris en compte l'opinion des villageoises, particulièrement concernant les emplacements stratégiques des fontaines. En amont, les journées d'information organisées à l'école primaire ont aussi eu des conséquences positives sur la participation des bénéficiaires, car les écoliers ont joué un rôle de canal pour la transmission des messages dans les familles et/ou ont poussé leurs parents à s'impliquer dans le projet.

Dans un second temps, la participation des villageois a été réclamée pour la réalisation de la route menant jusqu'à l'embranchement choisi pour le funiculaire. Grâce à l'élargissement du sentier pédestre initial, il a été possible d'acheminer une partie du matériel nécessaire à la réalisation du captage et de la turbine, à l'aide de voitures 4x4. Ont alors commencé quasi simultanément les travaux de construction des captages et de leurs locaux de protection ainsi que les tranchées prévues pour dissimuler les canalisations. La construction du funiculaire et le détournement du lit de la rivière destinée à faire fonctionner la turbine, représentent des activités et démarches qui ont été laissées à la charge et responsabilité des professionnels étrangers d'OTM.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la participation des villageois est favorisée par la rémunération financière et alimentaire quotidienne qu'elle suppose, mais ne garantit pas pour autant leur assiduité. Toutefois, il semble que les participants aient montré une plus grande rigueur dans leur implication à ce projet qu'à celui du centre de formation professionnelle. Lors de mes entretiens, Felix et les PFST insistent à plusieurs reprises sur la participation active des femmes sur les divers chantiers. Etant donné que l'eau potable représente une préoccupation quotidienne à laquelle elles doivent faire face, elles ont largement contribué aux travaux ; gros comme petits œuvres.

Bien que je n'aie malheureusement pas pu le vérifier concrètement, tous les témoignages récoltés affirment que depuis la mise en fonction du réseau en fin d'année 1999 par le biais de la génératrice, puis en 2004 avec la turbine hydroélectrique, les villageois affluent chaque jour aux fontaines pour se procurer leur eau domestique. Leur état de satisfaction vis-à-vis de l'ensemble du dispositif est bon et rares sont ceux qui osent en faire une critique, malgré quelques pannes et le manque de réactivité récurrent des comités de gestion. Dans de telles circonstances, les habitants de Café Lompré prennent leur mal en patience, se résignent à revenir à leur système d'approvisionnement antérieur et reprennent donc des risques en utilisant de l'eau de qualité douteuse. Bien qu'ils seraient certainement en mesure de faire suffisamment pression sur les membres des comités pour accélérer les démarches de réparation ou du moins celles de substitution (mise en marche de la génératrice), ils attendent passivement et sans rien dire, que quelqu'un veuille bien intervenir. Malheureusement, cette manière d'appréhender les choses n'est pas un cas isolé, propre à la population de Café Lompré. Sans vouloir faire de généralisations abusives, ce "trait de caractère" est commun à un grand nombre d'Haïtiens. Selon moi, ce phénomène peut, peut-être représenter une des conséquences de leur passé de nation colonisée. En effet, les campagnes d'évangélisation effectuées à cette époque, prônant l'acceptation de la soumission pour permettre d'accéder après la mort au paradis, pourraient être perçue comme une des sources principales du schéma structurel du peuple haïtien qui, aujourd'hui encore, reçoit malgré lui cette éducation de soumission. En effet, ces théories catholiques sont toujours bien ancrées dans les mœurs et peuvent être à mon sens, à l'origine de la résignation et/ou passivité de la population face à l'adversité.

Les exclus de ce projet, soit les personnes qui vivent trop loin du dispositif pour pouvoir en profiter, se disent impressionnés par celui-ci. Malgré la "non gratuité" de l'eau des fontaines de Café Lompré, tous ont affirmé qu'ils seraient clients si un réseau similaire leur était accessible.

Les effets sur les bénéficiaires indirects, à savoir les animaux, la faune et la flore de la région, ne sont pas encore palpables ni mesurables, car la quasi totalité des villageois utilisent l'eau du dispositif exclusivement à des fins domestiques.

5.3 Viabilité des projets de développement mis en place par les PFST et OTM à Café Lompré :

Avant de s'investir dans une action de développement, il faut bien avoir en tête que chaque projet est particulier. Il s'inscrit dans un environnement précis, avec des réalités, outils et mœurs bien distincts. Nombreux sont les éléments ou facteurs pouvant influencer sur leur réussite à long terme, en d'autres termes sur leur viabilité. Il appartient donc aux concepteurs de chaque projet, d'identifier les facteurs de viabilité qui ont une incidence significative et sont adaptés aux besoins spécifiques de celui-ci.

Afin d'apprécier les chances d'autonomie des projets de développement mis en place par les PFST et OTM dans la région de Café Lompré, j'ai décidé de m'appuyer sur l'arbre de viabilité proposé par la Direction du Développement et de la Coopération (1991) présenté dans mon cadre théorique (voir p.18). Je vais naturellement accorder une attention particulière aux deux projets précédemment analysés (celui du centre de formation professionnelle et celui du dispositif d'eau potable), mais vais également émettre des commentaires liés à d'autres actions portées par ces deux organismes dans la zone. Grâce à l'appréciation générale de leurs démarches, j'espère faire ressortir les facteurs et indicateurs pertinents qui ont un impact sur la viabilité et ceux qui au contraire, sont négligeables dans les cas pratiques qui nous intéressent. Ainsi, je m'appête à mesurer le degré de considération des variables symbolisées par les racines et les branches de l'arbre ainsi que les conditions intrinsèques du projet, représentées par les nuages et les engrais dans ce conceptogramme.

5.3.1 Les conditions extérieures du projet (symbolisées par les nuages et l'engrais)

Les études à disposition de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), ont montré qu'avant même de se lancer dans la réalisation d'une quelconque action de développement dans un Pays le Moins Avancé (PMA), il est préférable, pour ne pas dire essentiel, de s'informer concernant les conditions suivantes :

- Stabilité politique, perspectives sociales et économie favorables :

A l'heure actuelle, Haïti doit sa triste notoriété aux documentaires et reportages présentant les problématiques des PMA et de ses apparitions répétitives dans les journaux télévisés. L'expression "stabilité politique" est bien illusoire dans ce pays où, en moins de deux siècles, se sont succédés 38 présidents, (dont seulement six sont venus à bout de leur mandat), et 22 constitutions. Déjà passablement frappé et meurtri par la pauvreté ainsi que l'instabilité politique et économique, le pays souffre également du passage régulier des cyclones et des dérèglements climatiques. En outre, les crises économiques et alimentaires auxquelles les Haïtiens doivent actuellement faire face, diminuent considérablement leur pouvoir d'achat et possibilités de faire des bénéfices.

Dans de telles circonstances, les projets intégrés de Café Lompré ont en un sens, eu l'avantage de ne pas être liés directement aux instances politiques instables du pays, dont les agissements relèvent malheureusement trop souvent de l'incohérence ou de la corruption.

- Compatibilité avec l'environnement et bonnes conditions du milieu ambiant :

Tous les projets de développement effectués à Café Lompré s'efforcent de transmettre une conscience écologique, peu connue ou ignorée par la majorité des Haïtiens. Comment les en blâmer quand on constate que même dans la capitale, la plupart des quartiers populaires ne sont pas pris en charge par un système de voirie. Les immondices s'accumulent, les citoyens n'ont d'autre choix que d'y mettre le feu régulièrement, indépendamment des potentiels risques sanitaires que peut impliquer cette destruction. Pour avancer sensiblement sur une voie écologique, une responsabilisation et intervention gouvernementale sont indispensables. La problématique du déboisement devrait également représenter un sujet prioritaire des politiques. En effet, il est selon moi très utopique de demander à une population aussi pauvre que celle d'Haïti, d'abandonner l'usage quotidien du charbon (principale cause actuelle du déboisement abusif du pays), si aucun moyen de substitution n'est mis à disposition. Trop onéreux, les réchauds à gaz ne sont pas accessibles à la masse. Les cuisinières électriques ne sont quant à elles pas suffisamment fiables ni rentables, car les privilégiés qui ont cette énergie à domicile, n'en jouissent pas 24 heures sur 24.

Bien que la route soit encore longue avant de parvenir à un réel changement des habitudes des villageois de Café Lompré, de grands pas ont été fait dans cette direction, grâce à l'apparition des PFST et des actions de développement effectuées dans la zone. Les multiples réunions ponctuelles d'informations concernant le déroulement et les avancées des divers projets, ont implicitement été menées avec pour objectif sous-jacent, la conscientisation graduelle de la population vis-à-vis de ses comportements anti-écologiques. A force de leur expliquer inlassablement les répercussions négatives que leurs habitudes peuvent avoir sur l'environnement, les habitants commencent peu à peu à changer de comportement. Bien qu'il soit encore commun de jeter ses débris (gobelets, bouteilles en plastique etc.) le long des sentiers battus, la plupart des paysans ont par exemple, intégré le fait qu'il est mauvais d'uriner à proximité d'une source d'eau potable.

La construction de la turbine hydroélectrique illustre à elle seule, l'importance primordiale accordée par les professionnels d'OTM à l'aspect environnemental. Soucieux de donner une réponse durable et fiable au problème d'accessibilité à l'eau potable, ces derniers ont imaginé un procédé, certes complexe, mais en harmonie avec leurs idéologies écologiques.

- Les apports extérieurs : financement, conseil, technologie, formation :

Etant donné que ses aspects ont fait l'objet d'une analyse détaillée dans les chapitres précédents, je ne m'attarderai que brièvement sur ce paragraphe en rappelant que la grande majorité des apports extérieurs ont été pris en charge par l'organisation luxembourgeoise OTM suite au retrait, apparemment prématuré, de l'organisation suisse EDM. Travaillant toutes deux en partenariat avec la mission des PFST établie dans la région, ces derniers ont bien évidemment été des acteurs clés dans la diffusion et transmission d'informations. De plus, les PFST ont joué un rôle déterminant dans l'acceptation et la compréhension des enjeux des divers projets. Respectés et presque idolâtrés par la population, ils n'ont cessé de s'activer dans leurs diverses responsabilités de formateurs, de coordinateurs, de gestionnaires et d'intermédiaires avec les membres d'OTM ou des comités locaux.

5.3.2 Les apports propres (symbolisés par les racines de l'arbre)

- La motivation :

A ce niveau d'analyse, la motivation ne fait pas uniquement référence à la participation de la population dans la réalisation d'un projet de développement, mais est surtout considérée comme un véritable motif amorçant la procédure d'exécution de l'action.

Les conditions de vie précaires et l'absence de réactivité de l'Etat correspondent bien évidemment aux sources originelles de motivation de la population haïtienne pour l'établissement de projets de développement. Toutefois, les protagonistes des actions de Café Lompré n'ont pas hésité à mettre en place des démarches pouvant inciter les habitants à croire et à s'impliquer personnellement dans celles-ci. Le fait par exemple, que leurs projets soient intégrés et touchent l'ensemble de la communauté (petits et grands), a joué un rôle significatif dans la participation et donc, la motivation des villageois. Egalement flattés qu'on s'intéresse à eux et qu'on veuille les aider à améliorer leur quotidien, ces derniers ont dès les débuts, accueilli avec enthousiasme les propositions des PFST et des membres d'OTM.

De leur côté, les PFST ont montré beaucoup d'intérêts dans les démarches entreprises. Leurs avis et initiatives étant pris au sérieux par OTM, ils ont incontestablement joué un rôle de leader, créateur de motivation pour l'ensemble des habitants de Café Lompré.

Enfin, les bénévoles de l'organisation OTM ont eux aussi fait preuve d'une grande motivation. Après avoir essuyé plusieurs échecs, ils n'ont pas baissé les bras et ont inlassablement cherché des solutions aux problèmes intempestifs liés au milieu, aux outils et aux mentalités de la population cible. C'est d'ailleurs suite à l'échec du dispositif commun avec le village de Meyer, qu'ils se sont lancés dans le projet vertigineux de la turbine hydroélectrique et son réseau d'eau potable.

- La conscience de sa propre valeur :

Bien que l'illettrisme des paysans leur fasse douter quant à leur propre valeur, cette part de la population n'a pas peur de "se retrousser les manches", et représente par conséquent, une force de travail parfois surprenante. Quand on voit le chemin parcouru avec si peu de moyens à disposition, on a vraiment envie que les villageois prennent conscience de leurs qualités. C'est pourquoi, dès les prémisses des actions prévues, il est important de les (re)valoriser et de les féliciter pour les efforts qu'ils fournissent.

- La confiance en soi :

Dans la mise en place d'actions de développement, il est primordial que les intervenants disposent d'une estime et confiance en soi suffisante pour les amener à croire en ce qu'ils font. La population qui nous occupe y est parvenue, notamment grâce aux sollicitations et encouragements des PFST et ainsi que des professionnels d'OTM. Disposant des savoirs techniques nécessaires, ces derniers se sont montrés optimistes et confiants dès la programmation des actions.

- Les expériences positives :

Bien qu'ils ne semblent pas tout à fait prendre la mesure de l'impact global, mais pourtant direct, que peut représenter l'apparition d'établissements scolaires dans leur région, les villageois ne remettent absolument pas en question son bien fondé et affichent une certaine fierté de pouvoir offrir à leurs enfants ce que eux n'ont pas eu. Seuls possesseurs d'un centre de

formation professionnelle de ce type dans la région, ils se considèrent comme des privilégiés et espèrent voir leur reconnaissance augmenter à mesure que le centre formera des employés qualifiés.

Dans un autre ordre d'idée, j'estime que la tentative manquée de l'agrandissement du réseau d'eau de Meyer n'a pas été totalement vaine. En effet, cette expérience a au moins eu le mérite de faire comprendre au villageois de Café Lompré le concept de "Tèt ansanm" ; que les actions communautaires mis en place dans leur région sont, (comme leur nom l'indique), des projets destinés à répondre à la collectivité et non pas aux individualités.

- La créativité :

Au vu des infrastructures dont disposent actuellement les habitants de Café Lompré, il faut admettre qu'ils manquent un peu de créativité ou d'esprit d'initiative pour faire face aux petits problèmes de celles-ci. Le local où sont disposés les moulins à maïs et à manioc, est par exemple resté portes closes durant tout mon séjour, sous prétexte d'une pièce défectueuse. Etant donné que Julien, le technicien, était accaparé par la construction de son atelier de mécanique et par les réparations de la turbine, il n'a pas eu la possibilité de s'en occuper. Toutefois, il est quand même un peu navrant de constater que personne n'ait eu l'obligeance de regarder d'où venait la panne. Ainsi, il arrive fréquemment que des installations restent inutilisées durant de longues périodes, alors qu'elles ne nécessitent que de petites réparations que le "tout en chacun" pourrait prendre en charge.

- L'autonomie :

Comme je l'ai déjà expliqué à diverses reprises, les multiples séances de sensibilisation et d'information ont, entre autres, été organisées dans le but de familiariser au maximum la population à ces projets. En amont, on a sollicité cette dernière à créer des comités locaux, destinés à gérer et/ou prendre en charge les mesures liées à ces actions de développement. A l'évidence, cette procédure a été réalisée dans le but de favoriser et d'augmenter l'autonomie des villageois comme des PFST.

5.3.3 Les six principes fondamentaux favorables au renforcement de la viabilité (symbolisés par les branches de l'arbre)

1. L'orientation vers les groupes cibles :

Compte tenu des nombreux colloques effectués, je pense que les membres d'OTM ont largement tenu compte des aspects socioculturels liés à la population cible. A travers ceux-ci, ils ont fixé des objectifs clairs et réalistes aux étapes successives de la réalisation des projets. Ils ont adapté les activités aux comportements, modes de vie et systèmes de valeurs de la culture locale. Ils ont été sensibles aux représentations initiales et parfois sceptiques des habitants et ont pris en considération les doutes et appréhensions de ces derniers. Le soutien de la congrégation des PFST - intégrée, écoutée et respectée depuis une vingtaine d'années dans la région - a sensiblement facilité cette prise en compte. Crédibles et bénéficiant de la confiance de la population, les PFST ont en effet souvent dû expliquer aux intervenants d'OTM le raisonnement, parfois surprenant, des paysans.

Lors de la réalisation concrète des divers projets, des tâches spécifiques ont été confiées aux participants, selon leurs aptitudes et connaissances singulières, leur âge et leur sexe. Ainsi, les femmes ont pour la plupart été chargées d'acheminer les matériaux de construction (briques,

pierres, sable etc.) à destination ou se sont occupées du ravitaillement des travailleurs. Les hommes ont pour leur part participer aux étapes plus techniques et physiques, comme celle du creusage des tranchées de canalisation ou celle de l'édification des bâtiments. De plus, OTM a tenu compte des superstitions des villageois puisqu'elle les a laissé procéder à des rituels dits "purificateurs" des infrastructures. Ils ont également pu choisir un nom pour chacune des fontaines d'eau.

Le projet du centre de formation professionnelle ainsi que celui de la turbine hydroélectrique représentent des innovations. Sur l'ensemble du territoire haïtien, rares ou inexistantes sont (respectivement), les actions similaires conçues par d'autres organisations humanitaires. En définitive, ces deux projets prennent donc le statut de "projets pilotes" et pourront certainement représenter à l'avenir, une base solide de départ pour la programmation d'actions analogues.

2. Capacité organisationnelle :

Bien que les concepteurs des projets intégrés de Café Lompré aient sollicité la création de comités locaux destinés à favoriser l'autogestion de ceux-ci, force est de constater que ces structures ne sont pas encore en mesure d'assumer seules, une telle responsabilité. En effet, malgré les formations continues ponctuelles, ses membres ne détiennent pas les ressources et connaissances suffisantes pour assurer pleinement leur fonction. Déjà que les communautés rurales haïtiennes n'ont que peu de visions globales et à long terme des choses, cette situation s'aggrave par les carences du gouvernement, qui ne met quasiment pas en place de programme d'intervention dans ces régions reculées. La création d'une route bétonnée reliant le carrefour Saint-Etienne à Bainet (dernière localité au Sud-est) en est un bon exemple. En effet, bien que tous les notables des localités concernées ainsi que le maire de Léogane s'accordent à considérer cette route comme primordiale, ceux-ci ne parviennent pas à concevoir une action commune. Suite à leurs sollicitations répétées auprès des autorités compétentes, ils n'ont obtenu que le goudronnage de quelques tronçons.

Les multiples colloques organisés par OTM et/ou les PFST avec les comités locaux, se sont efforcés à transmettre graduellement les notions nécessaires à la bonne gestion des projets. Petit à petit, des changements touchant à la sphère des responsabilités ont été effectués. C'est ainsi que le comité ODEC s'est vu confier la responsabilité de la gestion du projet d'eau de Bois-Debout (turbine, fontaines d'eau, citernes, etc.) jusqu'alors assumée par les PFST.

Les intervenants d'OTM ont aussi cherché à augmenter les compétences spécifiques et personnelles de certains participants. Ainsi, Julien et Etienne ont respectivement été formés à réparer la turbine et à la maintenance des infrastructures hydrauliques. Consciente que la présence de formateurs locaux rassure et encourage la participation aux séances d'information, OTM a également montré à ces derniers et aux PFST, comment transmettre à leurs pairs les notions et connaissances qu'ils ont acquises.

En définitive, bien que les efforts fournis soient considérables, toutes ces démarches ne permettent pas encore de garantir une autogestion fiable et complète des projets de Café Lompré.

3. Capacité financière : frais récurrents et rentabilité :

Les frais occasionnés pour la réalisation des divers projets de développement de Café Lompré ont majoritairement été pris en charge par OTM. Les outils et machines nécessaires à l'enseignement des différents ateliers également. En choisissant de s'impliquer dans la réalisation de plusieurs projets simultanément, OTM et les PFST se sont efforcés de répondre à un seul et unique objectif : améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population rurale. Malgré les mesures prises par ces deux organisations dans le but de rentabiliser les

infrastructures mises en place, il est actuellement difficile d'imaginer une bonne continuité de celles-ci, si l'aide financière d'OTM devait prochainement s'interrompre. En effet, malgré leurs efforts, OTM et les PFST n'ont pas apprécié correctement les capacités et limites de l'économie locale. Le prix de vente de l'eau aux kiosques (1 gourde par seau de 20 litres) est certes accessible à la population, mais ne génèrent apparemment pas une entrée d'argent suffisante pour payer les réparations éventuelles du réseau, les pièces de rechange, les produits d'entretiens ainsi que les salaires du technicien et de son intendant. Le centre de formation professionnelle dont elles espéraient tirer suffisamment de profits pour diminuer les charges de l'école primaire, n'arrive même pas à s'auto-suffire. En effet, partis de bonnes intentions en voulant limiter l'exode rural, les concepteurs des projets n'ont pas pleinement évalué l'impact que pouvaient avoir sur les recettes du centre, le manque de marketing associé aux difficultés de transport et d'accessibilité. De plus, l'économie familiale de la communauté s'apparentant à une économie de subsistance ; les villageois des environs ne peuvent représenter une clientèle subsidiaire. Au vu de la crise actuelle et des restructurations budgétaires, même les cantines scolaires, cofinancées par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et OTM, sont en péril. Les champs communautaires destinés à les prendre en charge ayant été abandonnés, les étudiants des deux établissements (école primaire et centre de formation) n'ont d'autre choix que d'espérer et prier pour que l'aide financière étrangère se poursuive encore longtemps.

4. Technologie adaptée :

Il est clair que même avec les ressources financières nécessaires, les projets de développement de Café Lompré n'auraient pas pu prendre de telles proportions sans le soutien technique et logistique d'OTM. Bien que le matériel cédé aux ateliers de formation soit considéré comme ancien, voire même comme des "antiquités" pour les européens, il correspond à une technologie adaptée pour les Haïtiens. Les machines à coudre à pédale ainsi que les moulins manuels à maïs et à manioc (quand ils ne sont pas en panne évidemment), permettent une utilisation fiable, économe et continue. Les machines des ateliers de ferronnerie et d'ébénisterie sont quant à elles alimentées par l'électricité produite grâce à la turbine hydraulique. Ainsi, on peut considérer que le procédé utilisé pour obtenir cette énergie respecte les critères écologiques et est en adéquation avec le milieu dans lequel il s'inscrit. Concrètement, la turbine hydroélectrique correspond toutefois à une réalisation qui implique un niveau de connaissances (micro) technique important. Les savoir-faire techniques locaux n'étant pas suffisants, OTM continue tant bien que mal à former du personnel capable de répondre aux pannes du système. Bien que la technique sous-jacente à la turbine ne soit pas assimilée par la majeure partie des utilisateurs du réseau d'eau, ceux-ci disposent aujourd'hui d'une meilleure représentation de son fonctionnement qu'auparavant. De plus, par souci de continuité et en contrepartie de son soutien dans la création de l'atelier technique à Sigueneau, l'organisation luxembourgeoise a exigé que Julien – le futur propriétaire de l'atelier - forme des apprentis supplémentaires.

5. Caution de décideurs :

Etant donné l'extraordinaire passivité de l'Etat face à ses responsabilités, les actions de développement instaurées à Café Lompré ne se sont heurtées à aucune objection gouvernementale. Bien que celles-ci correspondent à des priorités nationales, les décideurs politiques n'ont pris part ni à leur programmation, ni à leur réalisation, ni même à leur promotion. En effet, à l'exception du ministre de l'agriculture venu pour l'inauguration du funiculaire, aucune figure politique influente n'est venue voir ce qui avait été réalisé dans la région. Dans ces conditions, une éventuelle collaboration avec les instances politiques concernées, semble bien peu probable. A cet égard, le commentaire de M. Wallon, maire depuis neuf mois de la commune de Léogane (comprenant Café Lompré) est très expressif :

« Il est vrai que je ne me suis jamais rendu physiquement à Café Lompré et que je ne suis pas trop familier avec les activités de cette région. Toutefois, je sais que les PFST ont beaucoup contribué à son développement. Grâce à eux, Café Lompré correspond d'ailleurs à l'une des localités les plus développée de Léogane. Malheureusement, nous n'avons pas les moyens de faire notre politique. Sans contribution extérieure, nous ne pouvons rien faire, nous sommes pieds et mains liés ! D'après les informations dont je dispose, la mairie n'a pas été consultée avant la réalisation des projets, car les PFST en tant que congrégation religieuse, n'ont pas besoin d'autorisation pour agir quand il s'agit de mettre en place des dispositifs améliorant les conditions de vie de la population. En cas de problème, ils peuvent bien évidemment faire appel à nous. Nous essayons alors, dans la mesure du possible, c'est-à-dire si cela nécessite une contribution autre que financière, de répondre à leurs requêtes. »

6. Conception réaliste du projet :

Bien que la création des infrastructures ait donné du fil à retordre aux concepteurs de projets, force est de constater que ces actions étaient réalisables puisqu'elles ont été accomplies ! Malgré les doutes et le scepticisme de départ, OTM et les PFST sont parvenus à gagner la confiance et l'implication de la communauté. Voyant que ses intérêts ainsi que ses opinions étaient pris en considération, celle-ci a effectivement apporté une grande contribution. Afin de la rassurer, OTM a échelonné les activités dans le temps et a adapté la progression des travaux en fonction des circonstances locales. Tenant également compte des réalités quotidiennes du groupe cible ainsi que de ses capacités organisationnelles, les deux organismes d'appui s'efforcent encore aujourd'hui à transmettre les rudiments nécessaires à la bonne gestion des projets de développement.

6. Conclusion

Ce dernier chapitre est séparé en trois sous-chapitres destinés à clôturer le plus globalement possible ce manuscrit.

6.1 Critiques personnelles des outils d'analyse

De manière générale, je considère que la grille d'analyse ainsi que le conceptogramme utilisés dans cette étude, ont été adaptés aux projets de développement examinés. Ils ont représenté des outils d'évaluation pertinents qui m'ont permis de considérer des dimensions qui m'étaient jusqu'alors insoupçonnées. En effet, avant d'effectuer ce travail de terrain, je n'imaginai par exemple pas à quel point il était primordial et difficile d'intégrer la population locale aux démarches entreprises. L'idée qu'un puits puisse être laissé à l'abandon sous prétexte de ne pas avoir été "exorcisé" par un prêtre (chrétien ou vaudou), m'apparaissait comme improbable, pour ne pas dire surréaliste. Pourtant, force a été de constater sur place que de nombreux projets ont échoués pour des raisons aussi extraordinaires que celles-ci, ou à cause d'une mauvaise programmation des actions. Barthélemy (1990) en fait d'ailleurs mention dans le passage qui suit :

« (...) L'histoire également est banale du projet nouveau d'irrigation qui, après quelques coups de pioches, retrouve le canal en ciment qu'un autre projet avait établi quelques décennies auparavant. A plus court terme encore, il ne faut pas plus de deux ans, à l'heure actuelle, pour que le captage de la source hâtivement implanté par des techniciens de passage et devenu cause de dissensions locales disparaisse au premier orage sérieux. Les initiatives exogènes encombrantes, artificielles, inutiles voire dangereuses pour le milieu, sont toujours éliminées a posteriori, de façon quasi naturelle, faute de pouvoir être stoppées, au moment de leur mise en place, par un milieu qui ne cherche pas l'opposition brutale » (p.66).

Malheureusement, certaines actions à Café Lompré n'ont pas été épargnées par cette réalité. OTM et les PFST pensent avoir peut-être minimisé l'aspect communicatif et social lors de la réalisation des projets susmentionnés et s'efforcent aujourd'hui, à palier du mieux qu'ils peuvent ce manque. Toutefois, même si elles ont apparemment été insuffisantes pour les cas qui nous occupent, les réunions et séances d'information ont bien été effectuées dans l'intention d'intégrer et de favoriser au maximum la participation de la population. En définitive, il semble que les étapes de programmation et de suivi des actions aient été les plus difficiles à appliquer. S'il est possible de corriger le tir en cours de route pour la seconde, les intervenants d'OTM ainsi que les PFST n'ont d'autre possibilité que de tirer profit de leurs erreurs dans la phase de programmation de leurs projets à venir.

Concernant le conceptogramme de viabilité plus particulièrement, certaines dimensions, comme celle de la stabilité politique, n'ont pas eu des répercussions directes sur le bon fonctionnement du centre de formation ou celui du dispositif hydraulique. Toutefois, bien que ces approches puissent par conséquent être abandonnées au vu du manque de pertinence de leurs indicateurs, leur considération demeure nécessaire si l'on veut maximiser les chances d'autonomie de tels projets et ne pas risquer de devoir les interrompre.

6.2 Recommandations et axes de réflexion

Tout d'abord, il est primordial de rappeler les conditions de vie des habitants de la région de Café Lompré avant l'arrivée des Petits Frères de Sainte Thérèse puis de la petite ONG Objectif Tiers Monde, de leurs actions de soutien et de développement. En effet, il y a à peine 20 ans, le

niveau de précarité de celles-ci était tel que le quotidien des villageois pouvait s'apparenter à celui de nos ancêtres vivant à l'époque du Moyen-Âge. Dépourvus d'eau et d'électricité, ces derniers étaient livrés à eux-mêmes et aux caprices de la météorologie. Ne disposant d'aucun établissement communautaire, (comme une église ou une école), favorisant les prises de contact, les réflexions collectives ou la transmission de savoirs de base ; les paysans illettrés délaissés du gouvernement, s'efforçaient de survivre grâce à leurs maigres récoltes. La chasse et l'élevage ne représentaient pas des sources suffisamment fiables de revenus ou d'apports nutritif, car le déboisement massif des montagnes avoisinantes avait déjà eu raison de la plupart des espèces animales et le manque de ressources économiques ainsi que l'absence de subventions étatiques, réduisaient considérablement les possibilités des paysans à devenir propriétaire d'un quelconque cheptel. La région n'étant pas située en bord de mer, les habitants ne pouvaient pas non plus profiter des apports substantiels de la pêche.

Confinées dans de frêles et minuscules habitations de bois, les familles de Café Lompré ne nourrissaient pas de grandes perspectives d'avenir. Le taux élevé de natalité corrélé à l'exiguïté croissante des terres cultivables, conduisaient inlassablement à l'augmentation de l'exode rural des jeunes. En outre, les "accidents ménagers" (voir exemple plus bas) issus de l'ignorance des gens étaient fréquents. Il n'était pas rare que des maisons soient emportées par les eaux ou les affaissements de terrains à la suite de cyclones, pour avoir été construites dans des zones à risques, en contrebas d'une rivière ou d'un sentier. Insensibles aux notices d'avertissement à cause de leur analphabétisme, des enfants mourraient en ingurgitant des produits toxiques, pensant qu'il s'agissait de bidons d'eau. Autant d'exemples tragiques qui auraient pu être minimisés ou carrément évités par le biais d'une éducation de base de la population.

Bien que les PFST et les intervenants d'OTM n'aient pas pu répondre à l'ensemble des problématiques relatives à la population rurale haïtienne et plus particulièrement à celle établie dans la zone de Café Lompré, il est impressionnant et salutaire de constater le chemin parcouru depuis l'activation de leurs projets de développement communs et distincts. Titulaire d'une église, d'une école primaire, d'un centre de formation professionnelle, d'un dispositif en eau potable, d'un magasin communautaire, d'une boulangerie, d'une pépinière, d'un atelier multi vibres, d'un local d'apiculture, de moulins à maïs et à manioc ainsi que d'une petite huilerie ; les habitants de Café Lompré ne peuvent rester indifférents aux actions et démarches entreprises par ces deux organismes susmentionnés, qui ont considérablement amélioré leurs conditions générales de vie. D'ailleurs, la remarque de M. Wallon, (un des maires de la commune de Léogane), lors de notre entrevue l'atteste : « (...) grâce aux interventions des PFST, Café Lompré est devenue l'une des localités les plus développée de la commune de Léogane » (Carnet de bord, p. 67).

Même si le chemin du progrès de cette région reste encore long et que certaines lacunes des actions effectives de développement sont à relever, les difficultés actuelles auxquelles sont confrontés les villageois de Café Lompré ne sont aucunement comparables à celles d'il y a 20 ans ou à celles qui persistent encore malheureusement dans d'autres régions rurales du pays. C'est pourquoi, je tiens à préciser que les critiques qui vont suivre ne sont nullement destinées à entacher les démarches effectuées, mais visent au contraire à apporter des pistes d'amélioration pour la réalisation de prochains projets de développement ruraux en Haïti.

- Appropriation des projets :

Nous avons pu voir au cours de cet écrit que pour maximiser les chances de succès d'un projet de développement, il était essentiel que la population cible se l'approprie et finisse par le considérer comme le sien. Cette condition remplie ainsi qu'un climat de confiance établi, les locaux devraient avoir plus d'entrain et de motivation à participer à la réalisation de l'action concernée. Car même si ces derniers ne disposent pas des ressources économiques suffisantes pour exécuter les démarches nécessaires, ils s'investiront personnellement et feront leur possible

pour que cela fonctionne, leur profite et leur apporte aussi, une forme de reconnaissance de leurs pairs.

Au sujet des deux projets phares examinés dans cette étude, on remarque que la population locale a montré un plus grand engouement et intérêt pour celui concernant le dispositif en eau potable que pour le centre de formation professionnelle. Pour reprendre l'image de l'arbre utilisée dans le conceptogramme de viabilité, on constate en effet que l'enracinement du réseau d'eau était plus profond et solide que celui du centre. Alors que le projet paraissait irréaliste aux yeux des locaux, ceux-ci ont su dépasser leurs préjugés et ont cru en leur potentiel. Rassurés par la présence, les encouragements et la ténacité des agents d'OTM dont la crédibilité et le dévouement n'étaient plus à prouver, nombreux sont les paysans de Café Lompré qui ont grandement contribué à la réalisation de ce projet. Le caractère ambitieux de la mise en place de la turbine hydroélectrique semble avoir joué un rôle plus positif que négatif, car les villageois, curieux de voir si ce que "les blancs" racontaient était vrai, participèrent massivement aux travaux de construction. De plus, ce constat est partiellement dû au fait que l'accès à l'eau potable correspond à un besoin primaire et que dès le début, le projet a été imaginé et conçu en étroite collaboration entre tous les acteurs ; habitants (futurs bénéficiaires directs ou non), PFST et intervenants d'OTM. Toutefois, il est (positivement) surprenant qu'une action de si grande envergure n'ait pas découragé d'avantage de personnes. Bien que certains soient restés sceptiques voire "hermétiques" au plan d'action choisi, ils ont tous fini par admettre que ce projet était réalisable puisqu'il fonctionne, fournit de l'eau à approximativement un millier de familles et de l'électricité au centre de formation professionnelle.

Si l'eau est vitale au bien être physique de l'Homme, l'éducation est un aliment tout aussi important au développement et à l'épanouissement mental de celui-ci, car ses réflexions et réactions face aux multiples situations auxquelles il est confronté tout au long de son existence, en sont issues. Mais même si philosophiquement cet énoncé semble cohérent, dans la réalité et le quotidien des habitants des pays en voie de développement, il ne "coule pas encore de source" ! Ce n'est que grâce à l'éthique, à la persévérance et au dévouement de religieux (locaux ou étrangers) et d'organismes internationaux notamment, qu'un grand nombre d'écoles de campagne ont été construites en Haïti durant les deux dernières décennies. Bien que les paysans se félicitent d'envoyer leurs enfants à l'école, le défi reste de taille car ici plus qu'ailleurs, l'accès à l'éducation ne rime malheureusement pas avec celui d'une situation professionnelle. Destinés à léguer et partager leur petit lopin de terre à leurs enfants, certains villageois estiment, à juste titre peut-être, qu'il vaut mieux que chacun d'eux reçoive une éducation de base, (c'est-à-dire le cursus primaire tout au plus), au lieu de les pousser à entreprendre de longues études, qui ne déboucheront souvent pas sur un emploi. Toutefois, les séances de sensibilisation et d'information ont fini par payer puisque aujourd'hui, la majorité des paysans de la région vantent les mérites du centre de formation et prônent la nécessité d'ouvrir d'autres établissements professionnels. Ainsi, la plupart des personnes interviewées apprécient la présence du centre de formation professionnelle, car avec l'expérience et le recul, elles mesurent différemment les impacts que cette éducation peut avoir sur l'avenir de leurs enfants et de l'ensemble de leur population.

- Participation et implication des locaux :

Malgré la forte mobilisation que les deux projets analysés ont suscité, nous avons pu constater qu'il n'était pas chose facile que d'obtenir la participation régulière et constante des villageois. Sollicités lors des nombreuses séances d'information, la prise en compte de leurs opinions ainsi que leur rémunération en liquide et en nourriture, ont incontestablement contribué et favorisé leur implication dans ces actions de développement. Toutefois, une meilleure régularité des ouvriers aurait facilité et accéléré l'avancée des travaux de construction. En effet, le manque d'assiduité de ces derniers a contraint les chefs de chantier à répéter quotidiennement leurs instructions, ce qui a par conséquent, conduit à une diminution des rendements ainsi qu'à des

pertes d'énergie et de temps. N'oublions pas que les paysans concernés ne reçoivent habituellement pas de salaire et n'ont donc souvent pas le réflexe d'économiser. Aussitôt qu'ils ont quelques sous en poche, ils ont facilement tendance à dépenser leur argent sans penser au lendemain. Comme je l'ai déjà expliqué précédemment, ce manque de vision à long terme est malheureusement un trait commun à beaucoup d'Haïtiens, car dans leur esprit, une fois leurs besoins primaires satisfaits, on s'arrête ou on utilise le surplus rapidement. Même le gouvernement est incapable de donner le bon exemple, puisqu'il peine à tenir ses engagements et modifie régulièrement ses stratégies d'interventions. Afin de minimiser l'absentéisme des travailleurs, je pense qu'une rétribution hebdomadaire pourrait s'avérer bénéfique. Des campagnes de sensibilisation sur les possibilités d'épargne ou du moins d'économie, pourraient aussi être envisagées. Enfin, des contrats prévoyant le blocage d'une partie des salaires des travailleurs, sous forme d'épargne obligatoire pour le financement ultérieur de projets privés et personnels (acquisition de bétail, d'un terrain ou autre), pourrait également se révéler favorable. Néanmoins, malgré de telles démarches, il est certain que les ONG et autres organismes qui viennent sur le terrain dans le but d'apporter une aide précise, ne peuvent prendre en charge toutes ces dimensions. En définitive, il est clair que c'est à la population de prendre conscience des potentialités qui lui sont offertes afin de pouvoir en profiter au maximum.

- Gestion et entretien des infrastructures :

Bien que des mesures aient été mises en place, la gestion ainsi que l'entretien des infrastructures présent à Café Lompré, doivent être améliorés si l'on veut les voir perdurer dans le temps une fois le retrait de l'organisation de financement (OTM). Les comités locaux, ODEC et OGEDEC, ont tous deux besoin de développer leurs compétences organisationnelles et communicatives car lors de mes observations, force a été de constater qu'ils ne s'acquittaient pas convenablement de l'ensemble de leurs responsabilités puisqu'ils ne préviennent pas toujours Julien (le mécanicien) à temps et qu'ils n'utilisent que rarement l'argent des ventes de l'eau, pour réparer et/ou entretenir les installations. Une solide formation en gestion et comptabilité de quelque uns de leurs membres me semble également indispensable. Pour se faire, OTM se doit de déceler les individus capables d'assumer ces tâches, car comme l'a écrit Barthélemy (1990) :

« Ce ne sont pas les structures qui font défaut, mais plutôt leur crédibilité. Dans tout cela, où gît le véritable pouvoir ? Qui sont les hommes véritablement représentatifs ? Où sont les instances efficaces ? Bien fin celui qui devinera derrière le vieillard docile et effacé qui lui fait face, l'observateur sagace, en train de jauger, au nom du groupe complice, le degré de naïveté, de pouvoir réel, d'utilité de son interlocuteur venu de l'extérieur » (p.61,62).

En outre, il paraît primordial que les bénéficiaires de ces infrastructures s'habituent dès maintenant à s'adresser directement à ces collaborateurs en cas de problème, puisqu'ils sont destinés à reprendre le flambeau et devenir des acteurs de références des actions de développement de la zone. Si OTM ne veut pas voir "ses" projets si durement réalisés se solder par des échecs, elle se doit de mettre à la disposition des comités coordinateurs, les outils et savoirs nécessaires à leur bonne gestion. Après quoi, les interventions d'OTM devront s'estomper afin de les contraindre à prendre leurs responsabilités envers la communauté.

En définitive, toute gestion globale qui suppose une volonté collective de prise en charge et d'entretien, a de la peine à s'enraciner dans le fonctionnement et les habitudes des populations rurales haïtiennes. Pour les deux projets de développement qui nous ont occupés dans cette recherche, une généralisation des savoirs et démarches d'entretien des infrastructures doit aussi être mise en place, car Julien et Etienne ne pourront pas indéfiniment, demeurer les seuls responsables de ses tâches.

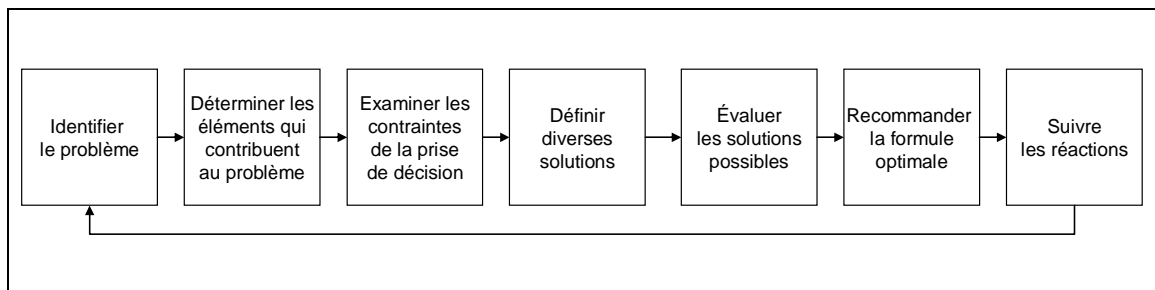
- Ecoulement des marchandises :

Concernant le centre de formation professionnelle, j'ai rapidement mis le doigt sur le problème de l'écoulement des produits fabriqués par les élèves. La praticabilité réduite de la route reliant le carrefour Saint-Etienne à Café Lompré associée au manque d'affluence de potentiels clients sur ce tronçon, sont autant d'obstacles auxquels les dirigeants du centre doivent impérativement faire face s'ils veulent que leurs activités perdurent et leur apportent des bénéfices. Le matériel confectionné dans les ateliers ne peut inlassablement être stocké dans un réduit. Les ventes aux autres missions des PFST ou aux PSST ainsi que les quelques mandats obtenus grâce à des réseaux personnels demeurent insuffisants pour garantir la pérennité du centre professionnel. Bien qu'OTM construise actuellement une salle d'exposition pour répondre à cette problématique, d'autres mesures devraient être envisagées. En effet, je pense une fois encore, qu'il est essentiel d'améliorer l'aspect marketing des activités du centre de formation, car le bouche à oreille ne peut-être suffisant dans un projet d'une telle envergure. Afin de toucher un plus large public, de petites campagnes publicitaires radiophoniques, journalistiques et pourquoi pas télévisées, représenteraient des atouts stratégiques et commerciaux majeurs. Un partenariat avec des magasins d'artisanat dans d'autres zones du pays ainsi que la distribution de petits tracts imagés décrivant les activités et objectifs du centre de formation, pourraient également s'avérer bénéfiques. Même des ventes par correspondances, via Internet, pourraient être imaginées une fois la réputation du centre acquise. Enfin, un arrangement avec un conducteur de camion ou l'achat en commun d'un véhicule utilitaire, représente aussi des options à évaluer.

- Suivi-évaluation des projets :

Cette étape représente indéniablement celle qui a et continue de faire le plus défaut aux projets de développement de Café Lompré. Pour y remédier, OTM et les PFST doivent impérativement mettre en place des outils et démarches relatives au suivi de l'exécution des actions. Une liste d'indicateurs techniques, économiques, d'impact social, de fonctionnement ou d'organisation, doit être établie. Qu'ils soient quantitatifs ou qualitatifs, ces indicateurs devront être appréciés selon des échelles de valeurs standardisées. Toutefois, il faut rester attentif au fait que ces indicateurs représentent des outils et non une méthode. Ils doivent être choisis et mis au point par les acteurs en fonction de leurs besoins et ne doivent en aucun cas, être rigides au point d'étouffer l'action entreprise. Avant de donner un diagnostic, un examen des données que contient le système d'information de gestion doit avoir été effectué. Dans le cas où ce dernier ferait apparaître des dysfonctionnements, un dispositif de résolution du problème sera mis en place. Celui-ci pourrait alors s'apparenter au circuit présenté ci-dessous, proposé par Casley et Kumar (1987) :

Figure 21 : Schéma des étapes de la solution d'un problème par l'analyse



Les flèches symbolisent l'évolution en cascade et les différentes étapes de la résolution d'un problème par l'analyse au cours de la phase de suivi-évaluation.

Après lecture de plusieurs ouvrages analysant des projets de développement variés dans divers pays en difficulté en Afrique notamment, j'ai constaté que les fonctions du suivi et d'évaluation étaient particulièrement complexes et faisaient régulièrement défaut. Que se soit pour des

actions à petite ou grande échelle, les ONG ont du mal à mettre en place convenablement cette optique de gestion. Comme le soulignent à juste titre Casley et Kumar (1987) : « Beaucoup de tentatives de suivi et d'évaluation se sont soldées par un échec parce que, en particulier, on a mal compris leur objet au stade de la conception » (p.1). Même l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), (dont le siège est à Genève), n'y a pas échappé et représente un bon exemple illustratif. En effet, après avoir injecté un demi-million de dollars dans la création d'une nouvelle centrale de pompage d'eau à Cité Soleil, l'un des principaux bidonvilles de Port-au-Prince, l'affaire fait scandale et défraie la chronique dans *La Tribune de Genève* du 17 mars 2008 : « Une histoire symptomatique du manque de suivi de l'aide internationale est en passe d'être résolue en Haïti ». ²⁵ Les travaux terminés en début d'année 2007 et bien qu'un rapport final du bulletin « Health Action in Crises » stipulait que « l'OMS a rétabli et renforcé le système d'eau potable de Cité Soleil », l'installation n'a jamais fonctionné et commence même à rouiller ! « Tout l'argent a été dépensé pour financer cette superbe installation et de nombreux séminaires de formation et d'éducation à l'utilisation de l'eau. Des tuyaux sont entreposés à proximité de la centrale. Il manque les fonds pour les installer sur une distance de trois cents mètres et relier ainsi la station de pompage au réseau de distributions d'eau existant de Cité Soleil » (Clémento, *Tribune de Genève*, 17 mars 2008). Une semaine après la parution de cet article, l'OMS réagissait et envoyait un de ses ingénieurs sur place pour réévaluer la situation. Le 7 avril 2008, Clémento écrivait un second article dans le même journal, dans lequel l'OMS donnait de vagues explications et promettait la finalisation des conduites pour la fin du mois d'avril 2008. Autant dire qu'à travers le monde, d'autres projets ambitieux doivent également être paralysés et ne s'achèveront peut-être jamais, à cause de la mauvaise application de cette phase de suivi-évaluation.

- Délaissement des équipements :

Que se soit l'huilerie, l'atelier multi vibres ou les moulins à maïs et manioc, j'ai eu l'occasion de constater lors de mon séjour que certaines installations étaient laissées à l'abandon. Nullement dû à l'inefficacité de celles-ci, ce désintérêt des habitants est plutôt lié à leur manque de connaissances et de réactions communes. Alors que dans la plupart des cas, une simple intervention du comité responsable ou du technicien, suffirait à venir à bout des petits obstacles liés à ces infrastructures, les villageois ne réagissent pas. Bien qu'ils soient conscients de leurs bienfaits, ils les abandonnent et reprennent leur ancienne méthode (c'est-à-dire qu'ils font tout à la main), en attendant patiemment que quelqu'un signale la panne à leur place. Parfois, même des installations qui ne sont pas défectueuses restent inexploitées. L'huilerie en est un exemple parfait. Alors que cet atelier commençait à apporter une nouvelle source de revenu à quelques paysannes des environs, le Frère qui en était responsable, a été déplacé dans une autre mission des PFST. Celui qui vint le remplacer, inexpérimenté et apparemment désintéressé par cette activité, la délaissa. Malgré l'apport financier non négligeable de cette occupation, seule une femme a osé demander la réouverture de l'atelier. Lassés par ses nombreuses requêtes ainsi que par les pressions des membres d'OTM, les PFST ont finalement accepté de lui louer le local. Quand on sait que les machines qui sont à l'intérieur ont été offertes par OTM, on comprend alors que dans ce pays de misère, chaque individu, (hommes d'église y compris), cherche à faire du profit, (même minime), par n'importe quel moyen...

- Dépendance et possibilités d'autonomie :

Afin d'améliorer les conditions de vie désastreuses des Haïtiens, d'atténuer les pénuries matérielles et de s'engager sur la voie d'un développement économique et social rentable ; il est indispensable que le gouvernement haïtien réagisse et adopte de nouvelles stratégies

²⁵ Cf. Annexes : Articles de la *Tribune de Genève* du 17 mars et du 07 avril 2008.

commerciales et politiques. Sans l'appui de ce dernier en amont, la plupart des actions de développement entreprises dans le pays seront en péril. Une fois le retrait et l'arrêt des subventions des organisations concernées, celles-ci encourront effectivement le risque d'être laissées à l'abandon, par manque de ressources financières, d'entretien ou d'intérêt du gouvernement.

Pour les projets de Café Lompré, OTM doit s'assurer qu'il existe une structure collective de décision et de gestion fiable, avant de se retirer. En effet, la prise en charge collective des actions de développement, (gestion collective d'enjeux collectifs), représente une priorité absolue à leur pérennité. Pour ce faire, il faut inciter les paysans de la zone à réorienter leurs démarches individuelles afin qu'elles deviennent collectives. Toutefois, même s'ils y parviennent, le double paradoxe - activités temporaires visant des effets durables et instauration d'une dépendance devant aboutir à l'autonomie - que dissimule le concept de viabilité, menace toujours. En conséquence, l'objectif ultime d'OTM est de trouver le moyen d'en venir à bout. Pour y parvenir, les préconisations énoncées dans les pages précédentes devraient y contribuer même si j'ai bien conscience qu'elles ne sont pas si facilement réalisables. En voici un bref rappel :

- a) Encourager la population locale à s'investir d'avantage dans le suivi des actions et à alerter les personnes de références en cas de problèmes.
- b) Former un plus grand nombre d'acteurs capables d'intervenir rapidement en cas de dysfonctionnement des actions de développement établies.
- c) Intensifier les formations techniques et organisationnelles de la population et des comités locaux.
- d) Développer des stratégies publicitaires destinées à promouvoir leurs actions et à augmenter les ventes de leurs produits.
- e) Inciter la prise en charge collective des actions de développement afin de soutenir le passage d'un système individuel à un système communautaire qui, je l'espère, pourra peut-être un jour aboutir à un système sociétaire.
- f) Solliciter la participation et la bienveillance de l'Etat haïtien en réclamant notamment, l'aménagement d'une route bétonnée de Carrefour Saint-Etienne à Bainet.

6.3 Conclusion personnelle

Me voici finalement à la dernière page de ce mémoire de licence qui, je l'avoue, s'est révélé bien plus complexe que je ne l'avais imaginé. Les aléas des réalités du terrain m'ont empêchée de réaliser l'étude initialement prévue et m'ont contraint à la réorienter une fois rentrée à Genève. Bien que cela n'aie pas été chose facile, j'ai aujourd'hui l'immense satisfaction d'avoir tenu bon et accompli ce projet qui me tenait tant à cœur. Grâce à cette recherche, j'ai compris que l'expression haïtienne :

« *Mete tèt nou ansanm !* »,

littéralement « mettons nos têtes ensemble », c'est-à-dire « travaillons ensemble et collectivement », représente la clef indispensable à la réussite et à la viabilité de tous projets de développement, car plus les acteurs et bénéficiaires de ces actions évoluent ensemble, plus les retombées de ces dernières sont positives.

Cette recherche m'a aussi laissée entrevoir les difficultés auxquelles sont quotidiennement confrontés les délégués humanitaires et autres personnes qui luttent contre la pauvreté, œuvrent pour le respect des Droits de l'Homme et pour la dignité de chacun, ainsi que pour les Droits de l'enfant et notamment, le droit à l'éducation. Si j'ai aujourd'hui pleinement conscience que le chemin permettant d'aboutir à un monde meilleur, est parsemé de multiples embûches et que les moments de découragement sont inévitables, je reste toutefois très motivée à m'investir professionnellement sur cette voie.

Pour conclure, je dirais que les projets de développement de l'organisation Objectif Tiers Monde et des Petits Frères de Sainte Thérèse ont conduit à de fabuleuses améliorations des conditions de vie de la population paysanne de Café Lompré. Bien que certaines adaptations et réorientations doivent être mises en place avant l'arrêt du soutien financier de l'organisation étrangère pour maximiser leurs chances d'autonomie, je pense que ces actions de développement détiennent de grands potentiels de réussite. Enfin, à l'heure où la production d'énergie durable représente un challenge international majeur, j'estime que les projets des PFST et d'OTM, ont remarquablement relevé le défi écologique.

Références bibliographiques des ouvrages cités

- Barthélemy, G. (1990). *L'univers rural haïtien : Le pays en dehors*. Paris : Harmattan.
- Beaudoux, E., De Crombrughe, G., Douxchamps, F., Gueneau, M-C. & Nieuwkerk, M. (1992). *Cheminevements d'une action de développement : de l'identification à l'évaluation*. Paris : Harmattan.
- Le droit à l'éducation* (Déclaration universelle des droits de l'homme, Art. 26, 1948).
- Direction du développement et de la coopération. (1991, juin). *Viabilité des projets de développement : Fondements et applications possibles*. Berne : Auteur.
- D'Haese, L., Ndimira, P.F. & Ndimunbandi, J. (2004). *Suivi et évaluation des projets de développement rural dans la Région des Grands Lacs d'Afrique : Leçons tirées des expériences du Burundi en matière de suivi-évaluation des projets agricoles*. University of Antwerp : Institute of Development Policy and Management.
- Gesner, J-P, & Damoiseau, R. (2002). *J'apprends le créole haïtien*. Paris : Karthala.
- Mathurin, A., Mathurin, E. & Zaugg, B. (1989). *Implantation et impact des organisations non gouvernementales : Contexte général et étude de cas (Haïti)*. Genève : Société Haïtiano-Suisse d'Édition.
- Pereira, R. (2001). L'épreuve de la liberté. *Chemins Critiques*, V, 112-118.
- Pereira, R. (2004). *Une nation délinquante : l'érosion de la violence*. Article non publié
- Sogge, D. (2003). *Les mirages de l'aide internationale : Quand le calcul l'emporte sur la solidarité*. Tunis : Enjeux Planète.

Bibliographie des ouvrages consultés

- Allain, B. (2006). *Séjour professionnel de 6 mois en Haïti dans le domaine de la maîtrise de l'énergie hydraulique*. (Rapport établi pour l'organisation Objectif Tiers Monde). Rapport non publié.
- Atlani-Duault, L. (2005). *Au bonheur des autres : Anthropologie de l'aide humanitaire*. Nanterre : Société d'ethnologie.
- Barthelemy, G. (1992). *Les duvalieristes après Duvalier*. Paris : Harmattan.
- Barthélémy, G. & Barthélémy, M. (1999). *Haïti : La perle nue*. Châteaufort-le-Rouge : Vents d'ailleurs.
- Benbrahim, M., Speck, M-F. & Hofmann, H. (2006). *Formation en hygiène et technique de l'eau : Haïti*. (Rapport établi pour l'organisation Objectif Tiers Monde). Luxembourg : EAUasis.
- Benbrahim, M., Speck, M-F. & Hofmann, H. (2007). *Formation en hygiène et technique de captage de source: Réhabilitation de la source Lompré (Trouin)*. (Rapport établi pour l'organisation Objectif Tiers Monde). Luxembourg : EAUasis.
- Colclough, C & Hallak, J. (1976). *La problématique de l'éducation rurale : équité, efficacité et emploi*. Paris : Unesco.

Daloz, J-P, Fino, D., Lecomte, B-J., Meignel, S. & Oliver de Sardan, J-P. (1997). *ONG et développement : du nord aux suds (Afrique, Amérique latine, Asie)*. Talence : Regards.

Dorsainvil, J-C. (1934). *Histoire d'Haïti*. Port-au-Prince : Henri Deschamps

Houtart, F. & Remy, A. (2000). *Haïti et la mondialisation de la culture : Etude des mentalités et des religions face aux réalités économiques, sociales et politiques*. Paris : Harmattan

Lundy, K. P.-P. (2003). *Crises, réformes économiques et pauvreté en Haïti : Des perspectives ouvertes par les cadres stratégiques de réduction de la pauvreté*. Mémoire de diplôme d'études approfondies (D.E.A.) en Etudes du développement, Université de Genève.

Martinetti, F. (2007). *Les droits de l'enfant*. Paris : Libro.

Michel, A. (1999). *Rôle de la planification du développement face à l'ajustement structurel en Haïti*. Mémoire du certificat de spécialisation en études de développement, Université de Genève.

Olivier de Sardan, J-P. (2003). *L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants*. (Etude et Travaux n°13). Niamey, Niger : Laboratoire d'études et recherches sur les dynamiques sociales et le développement local.

Rougemont, H. (2006). *Le troisième monde : Analyse compréhensive d'un programme de formation bilingue et interculturelle en Amazonie péruvienne*. (Cahier n°109 de la section des sciences de l'éducation). Genève : Université de Genève, FAPSE, Publications.

Vinsonneau, G. (2000). *Culture et comportement*. Paris : Armand Colin

Références webographiques

Sanon, P. & Sérant, V. (2007). L'institution et la validation des faits économiques et sociaux : Le cas d'Haïti [Page Web] Accès : http://www.alterpresse.org/imprimer.php3?id_article=6251

Soukar, M. (2005, août). Rôle des élites pour une nouvelle Haïti [Page Web] Accès : <http://newsgroups.derkeiler.com/pdf/Archive/Soc/soc.culture.haiti/2005-09/msg00032.pdf>

Arangaray, E. & Delsaart, J. (2000). Animation pour la réalisation, la construction et l'utilisation des latrines. Illustrations réalisées pour le programme de Bainet, Haïti. [Page Web] Accès : http://www.interaide.org/pratiques/pages/eau/animation/211_bainet_dessins1.htm

Olivier de Sardan, J-P. (s.d.). Les trois approches en anthropologie du développement. [Page Web] Accès : <http://matisse.univ-paris1.fr/fr/IMG/pdf/desardan.pdf>

Sites Internet :

Objectif Tiers Monde, [Page Web]. Accès : http://www.ongd.lu/article.php3?id_article=558

Wikipédia, [Page Web]. Accès : http://fr.wikipedia.org/wiki/Aide_au_d%C3%A9veloppement

[Page Web]. Accès : http://fr.wikipedia.org/wiki/Ouragan_No%C3%AB1

Statistiques mondiales, [Page Web]. Accès : <http://www.statistiques-mondiales.com/haiti.htm>

Ame Latine, [Page Web]. Accès : <http://www.amelatine.com/haiti.htm>